



FMES

Fondation Méditerranéenne
d'Études Stratégiques

LES CONSÉQUENCES GÉOPOLITIQUES DE LA CRISE DU COVID-19 EN MÉDITERRANÉE

32^e
SESSION
MÉDITERRANÉENNE
DES HAUTES
ÉTUDES
STRATÉGIQUES

**LES CONSÉQUENCES GÉOPOLITIQUES DE LA CRISE DU
COVID-19 EN MÉDITERRANÉE**

**32^{ème} Session méditerranéenne des hautes études
stratégiques**

L'INSTITUT FMES

L'institut FMES est né il y a trente ans de la volonté de mieux faire connaître les enjeux et les perspectives du bassin méditerranéen et du Moyen-Orient aux acteurs politiques, de l'éducation, de l'entreprise, des collectivités, des armées et des administrations.

Depuis quelques années, il a élargi son domaine de compétence aux enjeux maritimes internationaux et au développement de l'économie de défense dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur dont il est un centre ressources.

Il assure ses missions grâce à des cycles d'enseignement de haut niveau, des séminaires thématiques, des colloques, des études, des travaux de recherche et des publications.

Il est partenaire de l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN), des universités de Toulon, de Nice Côte-d'Azur et d'Aix-Marseille, de l'Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence et du réseau euro-méditerranéen Euromesco.

Liste des auditeurs par comité :

Comité A :

Abadie Jean-Christophe

Bonnetain Xavier

Constant-Filaire Géraldine

Desmazeaux Pascal

Jallu Fanny

Ladurelle Laurent

Marcellin Pierre

Ouali Amar

Pacalet Karine

Péré Jérôme

Tanguy Bénédicte

Comité B :

Arberet Paul

Bayon de Colomb de la Tour Armand

Bertrand Denis

Blain Pascal

Blanchard Laurence

Bosq Jean-Christophe

De Sevin Patrick

Joliff Yoann

Lacomme-Verbiguié Cathy

Rebout Frédérique

Saas Laurent

Comité C :

Lafolie Arnaud

Cadiou Clément

Hornus David

Thulliez Emmanuel

Poivert-Becq Frédérique

Le Borgne Irène

Chikhi Nourdine

Provitina Olivier

Romain Guillaume

Vautier Virginie

Préambule à l'attention du lecteur

Le présent recueil rend compte des travaux des auditeurs de la 32^{ème} Session méditerranéenne des hautes études stratégiques (SMHES).

Ces travaux se concentrent sur les conséquences géopolitiques de la crise du Covid-19.

Le recueil est composé de deux parties. La première partie dresse un état des lieux sur le sujet à la date du 10 juillet 2022. La deuxième partie est subdivisée en trois scénarios qui sont le résultat des réflexions menées par chaque comité. Ce rapport s'achève avec une bibliographie.

Les trois scénarios, ancrés sur des situations et événements réels, suggèrent un futur que le lecteur pourra juger optimiste, pessimiste ou même irréaliste.

L'objectif du travail n'est pas de définir LE scénario le plus probable mais d'initier et favoriser des réflexions sur tout ou partie des événements traités.

Table des matières

PRÉFACE	15
LE MOT DU DIRECTEUR.....	19
PARTIE 1 : ÉTAT DES LIEUX.....	21
I. INTRODUCTION	23
II. ÉTAT DES LIEUX DES ORGANISATIONS.....	25
1. <i>Des organisations internationales « bousculées » par la pandémie : « l'égoïsme des États riches ».....</i>	25
2. <i>La superposition des aides.....</i>	26
3. <i>Sortie de crise.....</i>	27
III. ÉTAT DES LIEUX DES « RÉALITÉS MÉDITERRANÉENNES »	27
1. <i>Échec des initiatives de « régionalisation ».....</i>	27
2. <i>Réalités des relations commerciales disparates.....</i>	29
IV. ENJEUX MONÉTAIRES ET FINANCIERS	32
1. <i>Impacts macro-économiques de la pandémie.....</i>	32
2. <i>Une situation économique et financière dégradée par la pandémie.....</i>	35
3. <i>La solidarité internationale en action.....</i>	41
4. <i>Des opportunités : un plan de relance à l'échelle européenne.....</i>	43
5. <i>Vers des relocalisations industrielles.....</i>	45
V. ENJEUX SANITAIRES.....	47
1. <i>L'accès aux vaccins, à la recherche et à l'innovation en santé : diplomatie vaccinale</i>	47
2. <i>L'accès aux soins en question.....</i>	48

VI. ENJEUX STRATÉGIQUES ET MILITAIRES.....54

1. *La Méditerranée, un lac intérieur dont on ne peut pas faire le tour..... 54*
2. *Une situation sous tension malgré des mécanismes d'apaisement qui demeurent efficaces..... 56*
3. *L'OTAN et l'UE, deux « personnages en quête d'auteur »..... 57*
4. *La Méditerranée, déversoir de problématiques extérieures 59*
5. *La course aux armements, une réalité..... 60*
6. *Des dépenses militaires en augmentation..... 62*

VII. AUTRES ENJEUX62

1. *Enjeux environnementaux et agricoles..... 62*
2. *Conséquences technologiques et énergétiques..... 77*
3. *Enjeux humains et sociétaux..... 96*

VIII. SYNTHÈSE ET CONCLUSIONS..... 106

1. *Rive nord : l'Union européenne, un acteur économique et social plus que politique..... 106*
2. *Rive Nord : l'épée de Damoclès de la dette et de l'inflation..... 107*
3. *Rive Sud : un risque d'implosion car la crise économique liée à la pandémie a accentué les difficultés préexistantes..... 108*
4. *Sur le plan militaire..... 111*
5. *Sur le plan environnemental et agricole..... 111*

PARTIE 2 : LES SCÉNARIOS..... 115

SCÉNARIO A : CYGNE NOIR EN MÉDITERRANÉE..... 117

I. L'ÉTINCELLE TUNISIENNE..... 119

1. *Les années Covid en Tunisie..... 119*
2. *Une dérive autoritaire..... 121*

II.	L'EUROPE DÉCEVANTE.....	127
III.	L'EFFET DE CONTAGION DANS UNE ZONE SOUS INFLUENCE ENTRE 2025 ET 2030.....	130
IV.	UNE NOUVELLE PHASE DE SIDÉRATION ?.....	136
	SCÉNARIO B : QUAND L'EUROPE SE RÉVEILLE	139
	INTRODUCTION	141
I.	EFFETS POSITIFS ESCOMPTÉS À L'HORIZON 2030	142
1.	<i>Le développement des technologies numériques renforce l'influence de l'Europe.....</i>	<i>142</i>
2.	<i>Diversification et sécurisation des sources énergétiques de l'UE.....</i>	<i>145</i>
3.	<i>Identification des dépendances critiques et diversification des productions stratégiques.....</i>	<i>146</i>
4.	<i>Redressement économique et croissance restaurée en UE - effet transitoire post-COVID endigué.....</i>	<i>147</i>
5.	<i>Renforcement militaire de l'UE et mise en place des fondations de l'Europe de la défense.....</i>	<i>149</i>
6.	<i>Incertitudes persistantes et santé très fragile des pays de la rive sud malgré l'aide de l'UE.....</i>	<i>150</i>
7.	<i>Statu quo dans la stabilité politique des pays du Sud qui reste problématique pour les investisseurs.....</i>	<i>151</i>
8.	<i>Des objectifs de décarbonation insuffisants malgré une électrification du Sud</i>	<i>152</i>
9.	<i>Une fragilisation due au réchauffement climatique.....</i>	<i>152</i>
10.	<i>Les flux migratoires Sud-Nord s'amplifient mais sont de plus en plus difficiles à maîtriser.....</i>	<i>153</i>
11.	<i>Les conflits et les crises restent contenus à un niveau local sans embrasement généralisé.....</i>	<i>153</i>
12.	<i>Poursuite des accords d'Abraham et de ses effets diplomatiques au Levant sous l'impulsion d'Israël.....</i>	<i>154</i>

II. PERSPECTIVES À L’HORIZON 2050..... 155

1. *Relocalisation effective des productions stratégiques de l’UE et préférence européenne..... 155*
2. *Les objectifs de transition énergétique de l’UE sont tenus – poursuite de l’aide de la rive Sud et du Levant..... 156*
3. *Stabilisation des économies sur l’ensemble de la Méditerranée..... 157*
4. *Une UE forte et un rééquilibrage du rôle et des prérogatives de l’OTAN... 159*
5. *Vers une pacification des relations avec le Liban, la Syrie, l’Iran ?..... 159*
6. *Le fossé se creuse avec la rive Sud en raison du climat et de la dépendance alimentaire..... 160*
7. *Les flux migratoires Sud-Nord s’amplifient mais sont de plus en plus difficiles à maîtriser..... 163*

III. CONCLUSION DU SCÉNARIO..... 164

SCÉNARIO C : COOPÉTITIONS DANS UNE MÉDITERRANÉE « ARCHIPÉLISÉE » ET NUMÉRISÉE. 2020 – 2040..... 167

I. « LA DÉCENNIE VERTE » : DES GRANDS ESPOIRS DE 2024 (DISCOURS D’OUVERTURE DES JO DE PARIS SUR LE MONDE RÉINVENTÉ) À LA GRANDE PEUR DE 2036 (LE COVID-36)..... 169

1. *2022-2024, une nouvelle dynamique post-crise sanitaire, dans un contexte d’incertitude..... 169*
2. *2024 : malgré la persistance des risques économiques, sanitaires et stratégiques, l’espace méditerranéen se lance dans une réforme ambitieuse 174*
3. *2030 : l’embrasement. Tandis que l’Est de l’Europe vit au rythme de la guerre de haute intensité depuis 2022, c’est une guerre d’un tout autre type qui éclate au Liban..... 180*

II. « UNE MÉDITERRANÉE SANS LIMITE NI CENTRE » : DE LA CRISE SANITAIRE DE 2035 À L’ÉMERGENCE DE NOUVELLES FRONTIÈRES INTERNES EN 2049 182

1. *2035, un nouveau variant du coronavirus apparaît sur un terreau favorable à*

	<i>l'émergence de nouvelles épidémies</i>	182
2.	<i>2038, la « politique universelle de fin de vie » vue comme une aubaine par les pouvoirs publics</i>	184
3.	<i>Dès 2035 : Des sociétés polarisées et repliées sur elles-mêmes, à travers tout l'espace méditerranéen</i>	186
4.	<i>2049 : l'échec des Nouvelles Routes de la Soie</i>	189

BIBLIOGRAPHIE 191

PRÉFACE

Aussi loin que remonte la mémoire des Hommes, la Méditerranée, ensemble géographique complexe à la fois maritime et terrestre, a vu émerger et se développer parmi les plus brillantes civilisations qui ont légué au monde une empreinte indélébile. Il n'est pas de domaine, spirituel, intellectuel ou matériel qui échappe à cette empreinte. Si la Méditerranée n'a pas fait le monde, elle l'a, en revanche, profondément marqué, comme elle le fut elle-même par la confrontation avec d'autres civilisations. Comme l'a si bien écrit Fernand Braudel, cité par les auteurs, « la Méditerranée c'est mille choses à la fois. Non pas un paysage, mais d'innombrables paysages. Non pas une mer, mais une succession de mers. Non pas une civilisation, mais des civilisations entassées les unes sur les autres. »

Le récit des siècles qui se succèdent est à chaque fois différent. Aucun siècle n'écrit son histoire avec l'encre du précédent. Le 21^{ème} siècle n'échappe pas à ce constat élémentaire et les faits politiques, économiques et sociaux que nous traversons depuis 20 ans et singulièrement depuis 2020, sous l'effet notamment du Covid-19, nous le démontrent.

Sous l'égide de la Fondation Méditerranéenne d'Études Stratégiques, la 32^{ème} Session méditerranéenne des hautes études stratégiques publie un très intéressant recueil sur les conséquences géopolitiques de la crise sanitaire provoquée par le Covid-19 en Méditerranée et que j'invite chacune et chacun à découvrir. Son réel intérêt tient dans son approche lucide à la fois de la situation actuelle du bassin méditerranéen mais aussi des perspectives possibles à moyen et long terme de ce théâtre géographique stratégique tout à fait exceptionnel. Les auteurs ont d'ailleurs choisi d'appréhender ces perspectives à travers trois scénarios.

Le premier, sous l'effet de l'émergence « d'un cygne noir », la Tunisie, décrit un bassin méditerranéen, dont l'Europe, en repli et orientée vers des horizons incertains.

Le second, à l'inverse, met en scène une « Europe qui se réveille » alors qu'à ses frontières Sud et Est les États ne parviennent pas à surmonter les épreuves qu'ils traversent sous l'effet notamment du retrait de la Russie et de la Chine, elles-mêmes affaiblies par les crises internes et les pandémies à répétition.

La troisième, enfin, est celle de « l'archipélisation de l'arc méditerranéen » sous l'effet, d'une révolution numérique à grande échelle qui transforme les relations de part et d'autre de la Méditerranée, d'une paix enfin trouvée au Moyen Orient, et d'une Chine et d'une Russie empêtrées dans des crises internes qui les conduisent, là encore, au repli.

Chacune et chacun pourra, bien sûr, imaginer d'autres scénarios ou enrichir tel ou tel des trois retenus par les auditeurs. Il ne reste qu'aucun ne pourra échapper à la prise en compte de quelques idées fortes que je souhaite souligner à mon tour.

La question de la réappropriation par les pays du bassin méditerranéen de leur espace commun sous l'effet de la mise en place d'une instance puissante de régulation de leurs relations diplomatiques, constitue assurément l'un des défis majeurs des décennies à venir. De ce point de vue l'affirmation de l'identité européenne et, à la clé, de l'Union européenne comme force politique de premier plan, représentent un atout important pour sortir du débat empoisonné de la décolonisation dans lequel les relations bilatérales entre les pays jadis colonisateurs et colonisés se trouvent, encore aujourd'hui, enfermées. Le multilatéralisme est la condition pour enjamber ce legs douloureux du 20^{ème} siècle.

Cette nouvelle page des relations méditerranéennes, entamée d'ailleurs au début des années 2000, pourra également s'appuyer

sur d'autres atouts comme le recul de l'influence américaine, russe et chinoise lié aux crises internes auxquelles ces trois puissances seront confrontées, ou encore sous l'effet du règlement du conflit au Moyen Orient alors que 2047 marquera le centenaire de la création de l'État d'Israël, sous l'effet, enfin, du rattachement des Balkans à l'Europe.

La question du développement de l'Afrique, compte tenu notamment de sa démographie, grâce au soutien de l'Europe mais aussi des États africains les plus avancés et à même de relayer l'action de l'Europe, représente le deuxième défi majeur. Le rôle de l'Algérie, du Maroc ou encore de l'Afrique du Sud en particulier sera de ce point de vue déterminant à travers l'OUA dont la montée en puissance devra être soutenue. Cette question du développement africain est centrale pour préserver les pays du bassin méditerranéen et notamment ceux de l'Europe, du développement de flux migratoires incontrôlables et, à ce titre, fortement déstabilisants pour les démocraties.

La question enfin de l'évolution climatique sera dans le bassin méditerranéen, comme ailleurs au demeurant, un marqueur puissant dans les relations entre les États. Loin d'être un facteur de division des États, le changement climatique et le développement des politiques de transition qui lui sont associées et parmi lesquelles les politiques en faveur de l'eau, de l'énergie, de l'agriculture ou encore de la préservation des espaces maritimes fragiles, devront être les ferments de la coopération entre les États du bassin méditerranéen.

L'avenir, dit-on, n'est écrit nulle part. Il y a 3 ans, un recueil intitulé Les conséquences géopolitiques d'une pandémie en Méditerranée aurait sans doute suscité lazzi et quolibets en raison même de son choix, même si l'histoire de cette partie du monde nous enseigne la place singulière que les pandémies occupent. Un virus venu de

Chine a conduit, en effet, à revisiter bien des certitudes et des perspectives solidement établies, même si les évolutions qui sont à l'œuvre sous nos yeux, aujourd'hui, étaient déjà engagées. Comme l'a très bien dit Carl Gustav Jung, également cité dans le recueil, « les crises, les bouleversements et la maladie ne surgissent pas par hasard, ils nous servent d'indicateurs pour rectifier une trajectoire, explorer de nouvelles orientations, expérimenter une autre vie. »

Le défi de ce 21^{ème} siècle pour l'arc méditerranéen est bien, pour ceux qui en sont les riverains millénaires, d'en partager les enjeux afin de construire ensemble les solutions les plus appropriées. Si ce défi est relevé, le récit du 21^{ème} siècle, plus tard, dans les livres d'histoire qui lui seront consacrés, offrira un regard sur cette partie du monde bien singulier.

Michel LALANDE
Ancien préfet de Région
Parrain de la 32^{ème} Session méditerranéenne des
hautes études stratégiques

LE MOT DU DIRECTEUR

« Les hommes n'acceptent le changement que dans la nécessité et ils ne voient la nécessité que dans la crise »¹

Si une crise nous expose à des risques et des dangers, elle offre aussi une opportunité de nous extraire de certains schémas de pensée qui souvent nous emprisonnent. D'une certaine manière, nous sortons généralement renforcés d'une crise et en tirons toujours les enseignements utiles pour améliorer notre résilience. Dans une crise, ce sont souvent l'absence de coordination ou de coopérations structurées à l'échelle nationale ou internationale qui font défaut et l'installe dans la durée voire en amplifie les conséquences.

Le thème de la 32^{ème} session méditerranéenne des hautes études stratégiques, en se concentrant sur les conséquences géopolitiques en Méditerranée de la pandémie de Covid-19, était propice à cette réflexion générale sur la gestion de crise à l'échelle régionale et internationale dans un espace méditerranéen particulièrement sensible.

Le mémoire qui nous est proposé est le fruit du travail très approfondi des auditeurs de la 32^{ème} SMHES enrichi par les rencontres d'experts et d'institutionnels au gré des visites réalisées à Bruxelles, Genève et au cours du voyage d'étude en Israël.

Je vous invite à le découvrir et à partager les différents scénarii mis en avant par les trois comités de cette session. Ces crises font indéniablement partie des multiples ressorts de la géopolitique qui participent à l'évolution du monde. Ces ressorts doivent être appréhendés par les futurs décideurs et les sessions

¹ Jean Monnet

méditerranéennes des hautes études stratégiques y contribuent en développant la culture stratégique indispensable à l'exercice de leurs responsabilités.

Je vous souhaite une très bonne lecture.

Le général de corps aérien (2s) Patrick LEFEBVRE
Directeur des sessions méditerranéennes
des hautes études stratégiques.

PARTIE 1 : ÉTAT DES LIEUX

I. Introduction

*« Un mal qui répand la terreur,
Mal que le Ciel en sa fureur,
Inventa pour punir les crimes de la terre, la Peste (...),
Faisait aux animaux la guerre,
Ils ne mouraient pas tous, mais tous étaient frappés (...) »*

Cet extrait d'une fable de Jean de la Fontaine résonne fortement deux ans après les premiers morts du Covid-19². Il est sans doute temps de dresser un premier bilan.

Avant d'aller plus loin, définissons notre zone³ d'étude : la Méditerranée. Pour nous y aider, prenons un extrait du discours prononcé le 24 juin 2019 par le ministre des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian lors du sommet des deux rives à Marseille.

« Qu'est-ce que la Méditerranée ? Cette question est redoutable, et pour y répondre il faut se référer aux grands auteurs, je veux parler de Fernand Braudel, qui définit ainsi cette mer sur laquelle il n'a de cesse d'écrire : « La Méditerranée c'est mille choses à la fois. Non pas un paysage, mais d'innombrables paysages. Non pas une mer, mais une succession de mers. Non pas une civilisation, mais des civilisations entassées les unes sur les autres. Voyager en Méditerranée [...] c'est rencontrer de très vieilles choses, encore vivantes, qui côtoient l'ultra-moderne. » L'histoire nous donne une partie de la réponse : « la Méditerranée c'est un carrefour unique au monde, où depuis toujours les peuples, les cultures et les destins se croisent, s'entrecroisent, se

² La maladie à coronavirus 2019 (Covid-19) est une maladie infectieuse causée par le coronavirus 2 du syndrome respiratoire aigu sévère (SARS-CoV-2).

³ Dans ce rapport, nous partirons du postulat que notre zone d'intérêt est constituée à la fois des pays bordant la Méditerranée mais aussi des pays du Proche et du Moyen-Orient.

rencontrent et le plus souvent pour le meilleur. Qu'est-ce que la Méditerranée demain? »

Demain... Nous verrons cela dans la seconde partie de cet ouvrage. Depuis son apparition, fin 2019, le Covid-19 et ses variants ont causé, selon les estimations les plus récentes⁴, la mort de moins de 7 millions de personnes.

Une infographie⁵ du site internet Statista nous permet de mettre en perspective le nombre de victimes du Covid-19 avec d'autres pandémies ou maladies contagieuses. En effet, au Moyen-Âge, la peste noire a fait 200 millions de victimes soit plus de la moitié de la population mondiale de l'époque tandis qu'à l'issue de la Première guerre mondiale, la grippe espagnole ôta la vie à 2,5% de la population mondiale soit environ 45 millions de personnes.

Par sa propagation fulgurante, facilitée par les déplacements aériens, la pandémie de Covid-19 a plongé le monde dans un état de sidération. Quelle est l'origine de cette « nouvelle peste » ? Quelles ont été les mesures prises par les gouvernements et les instances internationales ? Quelle a été leur efficacité ? Et surtout, quelles seront ou pourraient être les conséquences géopolitiques du Covid-19 en Méditerranée ? Assisterons-nous à la naissance d'un nouveau monde méditerranéen ? Le Covid-19 n'est-il finalement qu'un puissant révélateur de tendances de fond préexistantes ?

⁴ Maxime GAUTIER, « Le coronavirus (COVID-19) - Faits et chiffres », 8 juillet 2022, *Statista*. <https://fr.statista.com/themes/6050/le-coronavirus-covid-19/#dossierKeyfigures>

⁵ Claire JENIK, « Les pandémies les plus meurtrières au fil du temps », 7 janvier 2022, *Statista*. <https://fr.statista.com/infographie/26184/bilan-victimes-pandemies-par-rapport-population-mondiale/>

Afin d'essayer de trouver quelques premières réponses à ses interrogations, nous commencerons par dresser plusieurs états des lieux. Puis nous identifierons les enjeux qui pèsent sur l'avenir de la région (monétaires et financiers, sanitaires, stratégiques et militaires, environnementaux et agricoles, technologiques et énergétiques, humains et sociétaux). Enfin nous tenterons d'esquisser trois *scénarios* prospectifs à 10-15 ans.

II. État des lieux des organisations

1. Des organisations internationales « bousculées » par la pandémie : « l'égoïsme des États riches »

Certaines organisations internationales notamment l'Organisation des Nations unies (ONU), l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), le Fonds monétaire international (FMI) ou l'Union européenne (UE) ont été déstabilisées par la pandémie de Covid-19. Après une phase de sidération, elles ont su s'adapter et réagir. L'irruption du Covid-19 dans nos vies a mis en lumière l'inadaptation « provisoire » du système de gouvernance mondiale et notamment l'OMS (*i.e* le système onusien) à réagir rapidement et à apporter une réponse coordonnée face à cette pandémie. Seuls les États (États-Unis ; Chine ; Russie) ou l'Union européenne ont rapidement pris leurs propres mesures protectrices, permettant de freiner et empêcher un effondrement de leur économie.

Parallèlement, les grands groupes pharmaceutiques, souvent subventionnés, ont lancé des programmes de Recherche et Développement (R&D) de vaccins. Comme le laissait présager le slogan *America First*, les États-Unis ont privilégié leurs intérêts nationaux au détriment du rôle de « *leader* naturel » qu'ils endossaient généralement dans les organisations internationales. La suspension des financements américains à l'OMS décidée par le

président Trump en avril 2020, sous prétexte d'une supposée complaisance avec la Chine, est une illustration édifiante de « l'égoïsme » qui a prévalu au cours des premiers mois de la pandémie.

Deux des principales recommandations de l'OMS : « ne pas priver les pays pauvres », « ne pas vacciner avec une troisième dose quand d'autres pays n'ont toujours pas bénéficié des principales injections » n'ont pas été respectées. Les pays de la rive Nord de la Méditerranée se sont rués sur les doses de vaccin. Tandis qu'au Proche-Orient, les habitants des territoires palestiniens sont très peu vaccinés en comparaison de leurs voisins israéliens.

2. La superposition des aides

La solidarité internationale a tout de même, peu ou prou, fonctionné. Les mesures prises par les banques centrales ont réussi à maintenir la confiance des marchés.

Le FMI a mis en place un mécanisme financier d'une envergure inédite pour aider les pays les plus vulnérables et a jeté les bases de la reprise économique. Ainsi en avril 2021, grâce au G20, il a été décidé de prolonger le moratoire sur le remboursement de la dette des pays les plus pauvres.

Dans le même temps, l'OMS a mis en place le mécanisme COVAX (*Covid-19 Vaccines Global Access*). Celui-ci ambitionne de fournir dans le monde entier et de manière équitable des doses de vaccins qui peuvent être parfois financées par les pays les plus riches.

Pour autant, l'expression de cette solidarité internationale ne peut masquer la crise profonde dans laquelle est plongée la gouvernance mondiale.

L'Union européenne, quant à elle, a été mise devant ses contradictions : elle aurait dû, dès le départ, parler d'une seule voie

alors que, faute de connaissance suffisante sur le Covid-19, les pays européens ont tenté, devant le risque d'effondrement de leurs systèmes de santé (hôpitaux...), de trouver leurs solutions à l'échelle nationale. La première réunion européenne sur le sujet en date du 10 décembre 2020 a permis un début de réponse coordonnée permettant à l'Europe d'être capable d'assurer l'approvisionnement des ressources et produits critiques.

3. Sortie de crise

Après une phase qu'on pourrait qualifier de « sidération », l'UE a néanmoins su se remettre en question, avancer et mettre en place un plan de relance ambitieux (baptisé *Next Generation EU*) de 750 milliards d'euros. Cette capacité inédite à dépasser les divergences pourrait s'avérer être un fruit inattendu de cette crise et « la transformation de l'UE pourrait être la grande surprise de la crise du Covid-19⁶ »

Cette dynamique a été fortement accélérée depuis par la guerre en Ukraine, où la réaction des États membres a été coordonnée et unanime face à la Russie.

III. État des lieux des « réalités méditerranéennes »

1. Échec des initiatives de « régionalisation »

Les dirigeants européens ont tenté, à la fin de la Guerre froide, de mettre en place un système de gouvernance Nord/Sud dont le but était de favoriser, grâce à l'économie, les échanges entre les pays du pourtour méditerranéen. Les deux initiatives majeures sont le

⁶ François HEISBOURG, « La pandémie remodèle-t-elle la géopolitique? », *Commentaire* 2 020/3 (Numéro 171). <https://www.cairn.info/revue-commentaire-2020-3-page-527.htm>

partenariat euro-Méditerranée (PEM 1995) et l'Union pour la Méditerranée (UpM 2007). Force est de constater qu'aujourd'hui ces deux initiatives n'ont pas provoqué de rapprochement manifeste entre les deux rives du bassin.

Une des causes possibles à ces difficultés tient en partie à l'hétérogénéité des pays des deux rives :

- **Démographique** : au sein de l'espace méditerranéen, les disparités en termes de population sont manifestes. La rive Nord est vieillissante ; quant à la rive Sud, de plus en plus jeune, elle voit son espérance de vie diminuer de plus de dix ans par rapport à la rive Nord. D'après François Heisbourg⁷, l'âge moyen de la population en Europe est de 43 ans alors que l'âge moyen en Afrique est de 20 ans.
- **Niveaux de vie** : il existe de grandes disparités entre la rive Nord, le Maghreb et le Machrek. Certains pays du Golfe Arabo-Persique (GAP) ont des niveaux de vie comparables voire supérieurs à ceux de la rive Nord. Les disparités sont également nombreuses entre les pays d'Afrique du Nord, tributaires des ressources disponibles dans chaque pays.
- **Modèles de société** : dans les pays des rives Sud et Est, la religion est érigée en mode de vie et intégrée dans la constitution ou l'État alors qu'il y a séparation des pouvoirs entre la religion et les systèmes politiques dans les pays de la rive Nord.

⁷ « Où migrent les humains », 42 - la réponse à presque tout S1 E29, ARTE, 2022, 26 m inutes.

2. Réalités des relations commerciales disparates

Les principaux acteurs commerciaux du bassin méditerranéen sont l'Italie, la France, l'Allemagne, la Chine et dans une moindre mesure l'Espagne.

a. Un espace commercial fragmenté

L'espace commercial méditerranéen ne trouve pas son équilibre en lui-même. Extrêmement diversifié tant pour ses importations que ses exportations, il n'obéit pas non plus à une logique d'économie spécialisée comme le montre le tableau suivant :

	Italie		Chine		France		Espagne		Allemagne		Grèce		Turquie		EAU		Arabie Saoudite		GB		Suisse		USA	
	Fournit	Achète	Fournit	Achète	Fournit	Achète	Fournit	Achète	Fournit	Achète	Fournit	Achète	Fournit	Achète	Fournit	Achète	Fournit	Achète	Fournit	Achète	Fournit	Achète	Fournit	Achète
Albanie	25%	45%											9,80%											
Algérie		15%	17%		10%	13%																		
Chypre	7,10%										19%	7,30%												
Croatie	12,20%	13%							15,20%	12,80%														
Egypte		15%													10,70%		6%						6,70%	
Israël		11,10%	9%																				11,80%	26,20%
Jordanie		15,90%														12,30%								22,10%
Liban											7,60%				15%							27,80%	8,20%	
Malte	20,20%				9%					17%									8,30%					
Maroc					12,20%	22%	15,60%	24,10%																
Mauritanie			33,90%				14,60%								14,20%									17%
Slovénie								14%	18%													12,70%	12%	
Syrie																								
Tunisie	15,40%	16%			14,20%	29,10%																		
Turquie		10,50%							9,90%	9,40%														

Principaux échanges commerciaux : Pays du bassin méditerranéen – Parts de marché nationaux – Base 2020⁸

En réalité, on constate qu'il existe de vraies disparités dans les échanges commerciaux, les balances commerciales étant globalement très déficitaires pour les pays de la rive Sud. À titre d'exemples, tirés du tableau ci-dessus :

- le Maroc commerce avec l'Espagne (exporte 15,6% ; importe 24,10%) et la France (exporte 12,2%; importe 22%),

⁸ Source : Centre d'études des transports pour la Méditerranée occidentale (Cetmo)

- la Tunisie commerce avec l'Italie (exporte 15,4% ; importe 16%) et la France (exporte 14,2% ; importe 29,10%),
- l'Algérie commerce avec la Chine (exporte 17% ; importe 0%) l'Italie (exporte 0% ; importe 15%) et la France (exporte 10% ; importe 13%),
- Israël commerce avec la Chine (exporte 11,10% ; importe 9%) et les États-Unis (exporte 11,6% ; importe 26,2%),
- l'Égypte commerce avec les États-Unis (exporte 6,7% ; importe 0%) et la Chine (exporte 15% ; importe 0%) et avec les Émirats arabes unis et Arabie Saoudite (exporte 0% ; importe 16,7%).

Dans ce contexte, par rapport aux objectifs visés par l'UpM, le commerce exclusivement intra méditerranéen se développe difficilement.

La crise Covid-19 qui a stoppé une partie des échanges commerciaux, n'a pas modifié les équilibres des parties et des partages commerciaux.

b. Les voies maritimes méditerranéennes (plateforme HUB)

Une autre faiblesse commerciale du bassin méditerranéen concerne les capacités logistiques des infrastructures portuaires.

La Méditerranée représente à la fois 30% du fret maritime international et 25% du transport maritime d'hydrocarbures. Les 75% restants ne font que transiter par la Méditerranée à travers les passages stratégiques que sont le canal de Suez et le détroit de Gibraltar.

Dans ce dernier, le trafic croît de manière continue mais, au sein de la région, peu de plateformes supporteraient un accroissement même modéré des échanges qu'elles accueillent.

c. Éducation et protection des femmes : des efforts à accentuer

D'après les estimations de l'UNICEF en juillet 2021, la pandémie de Covid-19 va faire basculer 47 millions de femmes ou filles dans l'extrême pauvreté. De nombreuses filles ont dû arrêter l'école et risquent pour la plupart de ne jamais y retourner. Une génération perdue pour tous ces pays, pour une éducation perdue qui ne se rattrapera pas. Dans le même temps, dans les pays de la rive Nord comme en France, des cours dispensés en visio par l'intermédiaire d'émissions de télévision ou grâce aux enseignants, ont permis d'éviter une interruption brutale des cours qui aurait pu conduire à doubler voire tripler une génération complète.

Concernant l'augmentation des violences faites aux femmes, « aux millions de vies tragiquement perdues, il faut ajouter un bilan plus insidieux : une augmentation choquante de la violence domestique, les épouses étant contraintes de s'isoler avec un conjoint qui les maltraite ; des maternités vides, les femmes repoussant la maternité ; et des grossesses non désirées en raison de l'accès restreint aux services de contraception », a souligné le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, dans un message pour cette journée célébrée chaque année le 11 juillet 2021 où l'ONU appelle à préserver la santé et les droits des femmes et des filles⁹.

⁹ « L'ONU appelle à préserver la santé et les droits des femmes et des filles », *Organisation des Nations unies*, 11 juillet 2021.
h <https://www.un.org/development/desa/fr/news/population/population-day-2021.html>

IV. Enjeux monétaires et financiers

Le Covid-19 n'a pas causé de crise économique majeure. L'assertion peut surprendre, mais force est de constater qu'en 2008, l'éclatement d'une bulle constituée de produits financiers complexes, les subprimes, a eu des répercussions bien plus graves à l'échelle planétaire qu'un virus qui a maintenu à domicile une majorité de travailleurs.

1. Impacts macro-économiques de la pandémie

a. Covid-19 : des conséquences directes sur les facteurs de production

Dans un monde massivement connecté, de façon numérique mais surtout physique, la propagation du Covid-19, qui a suivi la voie des airs, a été fulgurante. Les termes de confinement, couvre-feu, télétravail et autres restrictions de circulation sont devenus usuels dans la plupart des pays du monde, indépendamment de leur mode de gouvernance. Les dirigeants ont pris des mesures fortes en cherchant à maintenir un équilibre entre préservation de la santé et de l'économie, privilégiant parfois l'une, parfois l'autre. Des phases de rupture totale de production sont donc alternées avec des périodes de ralentissement des cadences, de pénurie de main d'œuvre ou d'autres qui auraient dû se caractériser par un relatif retour à la normale. Dans une économie de flux à l'échelle mondiale, deux facteurs ont joué pour générer des pénuries, qui perdurent deux ans après le début de la crise :

- la désynchronisation des pics entre les différentes régions du monde, ce qui contribue à désorganiser les chaînes mondiales de production, souvent à flux tendu ;

- la centralisation de certains types de production en une région donnée (e.g. puces au silicium à Taïwan).

L'ampleur des conséquences des confinements de l'année 2020 a été considérable. Pour la zone euro, le PIB se situait, suivant les pays, entre 81% et 90% du PIB d'avant crise. À titre de comparaison, le PIB à la fin de la crise financière de 2007-2008 se situait à 96% de son niveau *antérieur*. Ces chiffres semblent démentir le propos introductif. Le rebond permis par les politiques de soutien de l'économie, détaillé dans les paragraphes suivants, montrera que la suite sera très différente de celle de la crise de 2007-2008.

La baisse de production a eu des conséquences diverses en fonction des secteurs économiques. Certains ont été directement touchés par les mesures de restriction de circulation, tels que les hôtels, les restaurants ou encore les compagnies aériennes. D'autres ont été touchés indirectement par des ruptures d'approvisionnement dans leur chaîne de production, comme l'industrie automobile par exemple. La dépendance d'un État à un pan d'activité particulier a parfois pu exacerber l'impact des limitations de la mobilité des personnes. C'est le cas par exemple pour la Tunisie, pour laquelle le tourisme représente 14% du PIB et dont l'économie a été particulièrement touchée durant l'année 2020, avec une baisse de 60% des recettes au cours des 9 premiers mois de l'année¹⁰.

Comme toute crise, la baisse de la production s'est traduite par une baisse des revenus et une hausse de l'incertitude.

¹⁰ Em ilie VIGNON, « Tunisie : les revenus touristiques plongent de 60% », 28 septembre 2020. *L'écho touristique*. <https://www.lechotouristique.com/article/tunisie-les-revenus-touristiques-plongent-de-60>.

b. Impact décisif des politiques macroéconomiques

Les différents gouvernements, percevant l'ampleur sans précédent de la crise, ont pris des mesures rapides et fortes pour limiter l'effondrement de l'économie et tempérer la réaction des marchés financiers.

Olivier Blanchard¹¹ souligne ainsi que « les subventions aux travailleurs et aux entreprises, ainsi que les reports d'impôt, ont représenté 7,8 % du PIB aux États-Unis, 5,9 % en France, 11,3 % en Allemagne, des montants extrêmement importants par rapport à ce que l'Histoire a connu ». S'y sont ajoutés des prêts bancaires garantis, que l'État devra honorer si certaines entreprises devaient faire défaut au moment de les honorer. En parallèle, les taux d'intérêts, déjà bas avant la crise, ont été maintenus proches de zéro par les banques centrales européennes et américaines, abaissant le coût du crédit en fournissant des fonds à peu de frais.

Le schéma suivant, issu du site de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), illustre le résultat des politiques macroéconomiques conduites par les pays occidentaux de la zone euro. Le point de départ est le PIB du 4^{ème} trimestre de l'année 2019 (base 100), soit juste avant la crise. La droite bleue illustre la projection initiale, en l'absence de crise Covid-19. La chute début 2020 illustre parfaitement le propos détaillé dans les paragraphes précédents, avec l'effet des confinements sur la chute de la production donc sur le PIB. En revanche, pour une crise comme celle de 2007-2008, la courbe aurait ensuite repris sa progression lente depuis le point bas au Q2 2020, alors qu'on peut

¹¹ Olivier BLANCHARD, « La crise économique du Covid-19 », 23 septembre 2020. *Le grand continent*. <https://legrandcontinent.eu/fr/2020/09/23/la-crise-economique-du-covid-19/>

noter ici un fort rebond au Q3 2020. Les perspectives pour 2022 étaient alors revenues proches de la projection initiale.

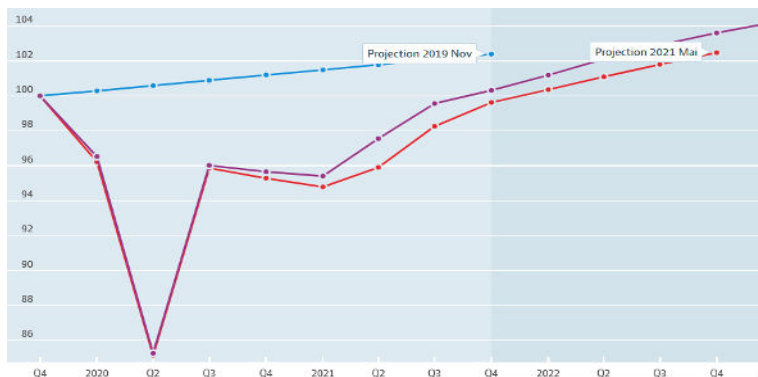


Schéma d'amortissement de la crise économique : variation du PIB pour la zone euro – projections actuelles et antérieures (source : site internet OCDE)

Ce bilan positif est toutefois en trompe l'œil, car d'une part la situation est plus contrastée pour les pays de la rive sud, qui ont eu moins de facilités, d'autre part car la dette accumulée a accru les fragilités des pays de la rive Nord, alors que désormais l'inflation menace.

2. Une situation économique et financière dégradée par la pandémie

a. Des dettes potentiellement insoutenables ?

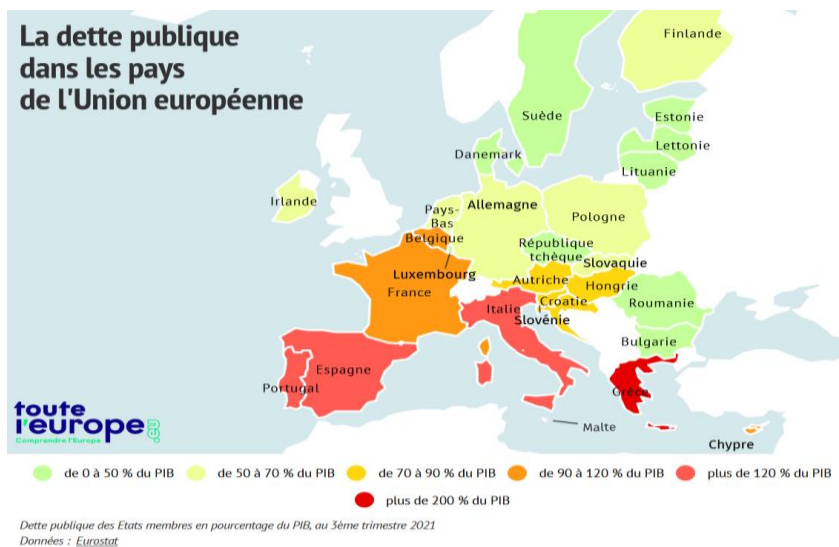
Dans l'Union européenne :

La crise du Covid-19 a fait céder les règles d'orthodoxie budgétaire au sein de la zone euro. Il y a 30 ans, les États de la zone euro

s'étaient en effet entendus sur plusieurs critères, dont deux concernaient la situation des finances publiques¹² :

- le maintien d'un déficit public inférieur à 3% du PIB ;
- une dette publique inférieure à 60% du PIB.

La carte ci-dessous illustre comment les pays du Sud de l'Europe, qui font tous partie de la zone Euro, ont largement dépassé le deuxième critère¹³ :



Le maintien de taux d'intérêt bas permet aux débiteurs d'emprunter davantage, ce qui alimente l'économie et accroît l'inflation. Il semble donc logique, une fois la machine relancée, de

¹² « Critères de convergence », Wikipedia, https://fr.wikipedia.org/wiki/Crit%C3%A8res_de_convergence.

¹³ Noémie GALLAND-BEAUNTE, « La dette publique des États de l'Union européenne », 1^{er} juin 2022. *Toute l'Europe*. <https://www.touteleurope.eu/economie-et-social/la-dette-publique-des-etats-de-l-union-europeenne/>

remonter les taux afin d'éviter une hausse incontrôlée des prix pour les consommateurs. C'est un véritable piège qui pourra alors se refermer sur des États surendettés au moment de refinancer leur dette, avec des taux revus à la hausse. La situation pourrait devenir explosive, d'autant qu'elle est très contrastée entre une Europe du Nord qui a traditionnellement été plus austère et une Europe du Sud plus dépensière.

Ce manque de solidarité doit toutefois être tempéré, car la crise du Covid-19 a été l'occasion d'un pas majeur dans l'intégration économique, budgétaire et monétaire européenne¹⁴ : elle a levé pour la première fois une dette commune sur les marchés – c'est à la fois une mutualisation de l'endettement, pour la partie « prêts », et un financement par l'emprunt européen de la partie des dépenses de relance, ce qui constitue une avancée vers de possibles « impôts européens » et vers le renforcement de l'intégration politique. Elle a été solidaire avec ses États les plus fragiles, mais les divergences entre les pays « latins » privilégiant les dépenses et la relance, et les pays « nordiques » réclamant des réformes de compétitivité et des efforts de consolidation budgétaire, demeurent.

Ce plan de relance est détaillé infra.

Au sud de la Méditerranée :

En Afrique du Nord, le soutien à l'économie et aux populations s'est également traduit par un accroissement massif de la dette. La situation est toutefois contrastée entre les différents pays. Un rapport publié en novembre 2020 par la Banque africaine de

¹⁴ « L'Union européenne face à la pandémie de Covid-19 », 9 décembre 2021. *Vie publique* : <https://www.vie-publique.fr/parole-dexpert/282804-lunion-europeenne-face-la-pandemie-de-covid-19>

développement soulignait qu'« entre 2010 et 2020, la dette publique de l'Algérie a bondi de 10,5% à 53,1% de son PIB. Ce même ratio est passé de 69,6% à 90,2% en Égypte, 49% à 76,1% au Maroc et 39,2% à 87,6% en Tunisie. »¹⁵

Ce même rapport précise que « les pays d'Afrique du Nord ont adopté des stratégies d'endettement différentes afin de couvrir leurs besoins de financement. Certains pays, comme l'Algérie ou la Libye, ont privilégié le recours à l'endettement intérieur contrairement à la Mauritanie et la Tunisie qui ont opté massivement pour l'endettement extérieur. Pour ce qui est de l'Égypte et du Maroc, ils se sont endettés des deux côtés ».

Cet endettement massif des pays du Sud de la Méditerranée est préoccupant, car contrairement à leurs voisins du Nord, ils n'ont pas les cartes en main pour agir sur les leviers macroéconomiques tels que les taux directeurs. En revanche, certains disposent de ressources naturelles telles que les hydrocarbures, dont les cours durablement à la hausse (reprise économique post pandémie, sanctions économiques contre la Russie liées à la guerre en Ukraine) pourraient leur redonner des marges de manœuvre. La pandémie a eu d'autres conséquences sur les populations de la rive Sud.

b. Une rive Sud plus durement et durablement touchée

Il est régulièrement souligné que le Covid-19 a servi de catalyseur ou de révélateur de fragilités préexistantes. Le propos s'est longuement attardé sur les conséquences macro-économiques

¹⁵ « Perspectives économiques en Afrique du Nord 2021 : retour de la croissance grâce à la vaccination, un pétrole fort et la reprise du commerce », 5 novembre 2021. *Groupe de la banque africaine de développement* : <https://www.afdb.org/fr/news-and-events/press-releases/perspectives-economiques-en-afrique-du-nord-2021-retour-de-la-croissance-grace-la-vaccination-un-petrole-fort-et-la-reprise-du-commerce-46600>

pour la rive nord, peu sur les conséquences à l'échelle de l'individu. Pour les pays européens ou Israël, les systèmes économiques et sociaux, matures, ont joué leur rôle d'amortisseur.

La réalité est différente en Afrique du Nord, où les faiblesses structurelles préexistantes se sont aggravées avec les difficultés économiques induites par la pandémie de Covid-19 : chômage des jeunes, systèmes de santé publics fragiles, dépendance au pétrole (Algérie, Libye), concurrence pour les ressources nationales.

Dans un article publié en février 2021, Charles Thépaut développe dans cet esprit une thèse du rapprochement de « l'arc des crises » sur le flanc sud de l'Union européenne¹⁶. La fragilisation des États d'Afrique du Nord, conjuguée à l'influence croissante des acteurs régionaux (Turquie) ou internationaux (Russie, Chine), doit en effet inciter à repenser l'action de l'Europe. La récente et rapide bascule du Mali sous influence russe montre que le risque est réel.

Dans une analyse publiée en mai 2021¹⁷, Thomas Melonio, directeur exécutif de l'innovation, de la recherche et des savoirs et Yasmine Osman, économiste au département Afrique de l'Agence Française du Développement (AFD) soulignaient qu'en Afrique, l'écart entre le PIB par habitant de la région et celui des pays avancés se creuserait, freinant la trajectoire de convergence de la région.

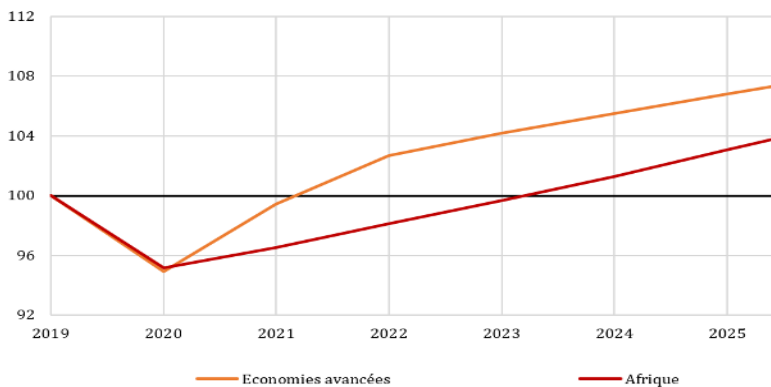
Le graphique suivant, extrait de leur article et basé sur des chiffres du FMI, montre le risque d'une reprise à deux vitesses et d'un

¹⁶ Charles THEPAUT, « 'L'arc des crises' se rapproche : la faiblesse stratégique de l'Union européenne sur son flanc sud », 23 février 2021. *Le grand continent*. <https://legrandcontinent.eu/fr/2021/02/23/arc-des-crisis/>, consulté le 22 avril 2022.

¹⁷ Thomas MELONIO, Yasmine OSMAN, « L'économie africaine et le Covid : un gros choc mais pas de panique », 17 mai 2021, *Ideas 4 development*. <https://ideas4development.org/economie-africaine-covid-reprise/>

risque de décrochage du continent africain, aggravant encore les inégalités.

GR1 : PIB par habitant (base 100 en 2019)



PIB par habitant dans les Économies avancées et en Afrique (base 100 en 2019)¹⁸

Durant la pandémie, les États de la rive Sud ont subi la crise économique de plein fouet. Et contrairement aux pays de la rive nord, l'effet « rebond » est moins sensible. Les transferts de fonds des expatriés ont pu servir d'amortisseur à la crise¹⁹. Mais l'aide internationale est cruciale pour les aider à affronter et à éviter un décrochage dont les conséquences seraient délétères pour la stabilité régionale.

Le 16 juin 2020 à l'occasion de la journée des envois de fonds à la famille, l'ONU précise dans un message António Guterres : « alors que la pandémie de Covid-19 continue de faire rage, nous saluons

¹⁸ Thomas MELONIO, Yasmine OSMAN, « L'économie africaine et le Covid : un gros choc mais pas de panique », 17 mai 2021, *Ideas 4 development*. <https://ideas4development.org/economie-africaine-covid-reprise/>

¹⁹ Mariem BRAHIM « Covid-19 : une opportunité pour l'Afrique du Nord ? » 27 septembre 2021, *La Tribune*, <https://www.latribune.fr/opinions/tribunes/covid-19-une-opportunit-e-pour-l-afrique-du-nord-893141.html>, consulté le 23 avril 2022.

la détermination des 200 millions de migrants qui envoient régulièrement de l'argent dans leur pays d'origine et rendons hommage aux 800 millions de membres de familles qui, dans le monde en développement, dépendent de ces ressources »..²⁰

En 2019 dans le monde, avant la pandémie Covid-19, cela représentait 717 milliards de dollars renvoyés dans leur pays d'origine respectif, soit environ 5 fois l'aide au développement, supérieur aux investissements des entreprises du monde entier dans ces pays sachant que les banques prélèvent jusqu'à 20% des fonds transférés (HUM1). Mais il est à noter que les conséquences de la crise Covid-19 qui voit la chute du nombre de travailleurs dans le tourisme notamment, aura pour conséquence selon les estimations de l'ONU une baisse d'envois de fonds d'environ 20% en 2020, soit 110 milliards de dollars, baisse la plus importante à ce jour. Et donc des millions de familles connaîtront la faim, n'enverront pas leurs enfants à l'école et ne pourront pas se soigner, les femmes et les filles étant les plus durement touchées », a déploré M. Guterres²¹.

3. La solidarité internationale en action

Team Europe

Face à la situation préoccupante des pays de la rive sud, l'Union européenne a rapidement débloqué 15,6 milliards de dollars d'aide au profit des pays africains, dans le cadre du soutien apporté pour leur permettre de faire face à la crise sanitaire. Sur cette somme, 1,19 Md€ ont été alloués pour les pays du voisinage d'Afrique du

²⁰ « Journée des envois de fonds à la famille : les transferts de fonds sont un 'service essentiel' », 16 juin 2020. *Organisation des Nations unies*.
<https://www.un.org/development/desa/fr/news/population/international-day-of-family-remittances-2020.html>

²¹ Ibid.

Nord²². Ces financements devaient permettre les réactions de court terme, de soutenir les systèmes de recherche, de santé et de distribution d'eau dans les pays partenaires, la majeure partie étant dédiée aux conséquences économiques et sociales.

Cette contribution de l'Europe a été distribuée sous la bannière de l'équipe Europe (« Team Europe ») c'est-à-dire par une action coordonnée de l'Union européenne, de ses États membres, de la Banque européenne d'investissement et de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement.

Au-delà des enjeux économiques, cette aide des pays de la rive Nord visait sans doute également à contre balancer l'influence de la Russie et surtout de la Chine, qui avaient déployé de « gigantesques efforts de communication pour témoigner de l'aide qu'elle apporte, elle aussi, aux pays africains », pour reprendre l'expression de Pascal Boniface²³.

G20

Le G20, pour sa part, a établi un moratoire du service de la dette pour 77 pays, annoncé le 15 avril 2020 par les ministres des finances. Ce moratoire répond au moins partiellement aux problèmes de liquidité que rencontrent les pays les plus pauvres dans le contexte de la crise du Covid-19, mais laisse de côté les enjeux de solvabilité²⁴.

²² « Questions – réponses : la réaction de l'UE au niveau mondial face à la pandémie de coronavirus, 8 avril 2020. *Commission européenne*.

https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/qanda_20_606.

²³ Pascal BONIFACE, « Le Covid-19 accentue la fracture occidentale », 9 avril 2020, *Iris*. <https://www.iris-france.org/146051-le-covid-19-accentue-la-fracture-occidentale/>

²⁴ Olivier VALLEE, Alexandre POINTIER « Comment traiter la dette africaine contaminée par le Covid-19 ? Une proposition novatrice », 8 juin 2020, *Le Grand Continent*. <https://legrandcontinent.eu/fr/2020/06/08/comment-traiter-la-dette-africaine-contaminee-par-le-covid-19-une-proposition-novatrice/>

Les trajectoires post-crise peuvent largement diverger entre, par exemple, l'Algérie dont l'avenir semble indexé sur le coût du baril ou la Tunisie dont l'avenir est lié reprise du tourisme et à celui de des instances démocratiques.

Le PIB marocain devrait croître de 6,3 % en 2021, l'un des taux les plus élevés de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, alors qu'en comparaison la croissance de l'Algérie devrait se limiter à +3,2% et celle de la Tunisie à +3%, les économies restant plus vulnérables.

4. Des opportunités : un plan de relance à l'échelle européenne

À l'issue de la phase aiguë de l'épidémie, l'Europe a lancé l'initiative NextGenerationEU (NGEU). Bien plus qu'un plan de relance, cette initiative s'inscrit dans une démarche pluriannuelle constituant une occasion unique de sortir plus forts de la pandémie, de transformer les économies des États membres et de créer des opportunités et des emplois. L'instrument temporaire NGEU, d'un montant de 806,9 milliards d'euros, est destiné à stimuler la reprise et à inscrire l'Europe dans une dynamique pour la rendre plus verte, plus numérique et plus résiliente. NGEU est destiné à aider à réparer les dommages économiques et sociaux immédiats causés par la pandémie, et constitue également un premier levier pour la transformation de l'Europe :

- La **Facilité pour la Reprise et la Résilience (FRR)**, pièce maîtresse de NGEU, est dotée de 723,8 milliards d'euros sous forme de prêts et de subventions destinés à soutenir les réformes et les investissements qui sont entrepris par les pays européens ;

- Une enveloppe de 50,6 milliards d'euros est dédiée au **dispositif REACT-EU**, nouvelle initiative qui poursuit et étend les mesures de réaction aux crises via le Fonds européen de développement régional (FEDER), le Fonds européen d'aide aux plus démunis (FEAD) et le Fonds social européen (FSE) ;
- Un apport de fonds supplémentaires à d'autres programmes et fonds européens tels qu'Horizon 2020, InvestEU, le développement rural ou le Fonds pour une transition juste (FTJ).

L'initiative NGEU s'inscrit dans un budget à long terme de l'UE qui constitue le plus vaste train de mesures de relance jamais financé en Europe. Ce cadre financier pluriannuel (CFP) 2021-2027 correspond à un montant total de 2 018 milliards d'euros et s'appuie sur des mécanismes de flexibilité renforcés, afin de pouvoir faire face à des besoins imprévus.

Plus de 50 % du montant est consacré à la modernisation, notamment par :

- l'innovation et la recherche avec Horizon Europe ;
- des transitions climatique et numérique équitables,
- la préparation, la reprise et la résilience avec rescEU et « L'UE pour la santé » (EU4Health),

En outre, les mesures prises englobent :

- la modernisation de la politique agricole commune et de la politique de cohésion (politiques traditionnelles), afin d'optimiser leur contribution aux priorités de l'Union ;

- la lutte contre le changement climatique, en y consacrant 30 % des fonds de l'UE, soit la part du budget européen la plus élevée jamais enregistrée ;
- la protection de l'égalité hommes-femmes et de la biodiversité.

Le découpage macroscopique des financements pluriannuels (CFP+NGEU) est le suivant²⁵ :

1. Innovation et digital investissements stratégiques (Réseaux de transport, d'énergies, et numériques ; Programme Digital Europe et Programme européen spatial)
2. Cohésion, résilience et valeurs (Développements régionaux et cohésion, plans de relance et de résilience, fonds social)
3. Ressources naturelles et environnement (Agriculture et ressources marines, actions environnementales et climatiques)
4. Migration et gestion des frontières
5. Sécurité et défense
6. Actions de voisinage et internationales
7. Administration publique

5. Vers des relocalisations industrielles

L'Europe, comme la France, ont décidé de mettre en œuvre un ambitieux plan de relance pour rattraper les effets de la crise sanitaire avec une volonté de réparer les dégâts, et aussi d'infléchir l'activité économique tout en répondant aux problèmes qui sont apparus avec la crise Covid-19. Très concrètement, la Direction générale de l'industrie a analysé 5 200 produits importés et a

²⁵ European Commission, Directorate-General for Budget, "The EU's 2021-2027 long-term budget and NextGenerationEU : facts and figures", *Publications Office of the European Union*, 2021, <https://data.europa.eu/doi/10.2761/808559>

désigné 137 produits pour lesquels la dépendance vis-à-vis de l'extérieur est forte dont 34 sont stratégiques. On retrouve ainsi des matières premières, des produits pharmaceutiques ou technologiques... La moitié de cette dépendance est vis-à-vis de la Chine.

Les pistes indiquées sont :

- La diversification des fournisseurs ;
- La circulation intérieure facilitée des produits en cas de crise ;
- La lutte contre la concurrence inégale.

En France, par exemple, 624 projets de relocalisation ont été initiés dans les secteurs concernés (y compris l'hydrogène) mais à actuellement, le seul projet visible au niveau européen concerne une usine de semi-conducteurs en Allemagne. Cette politique sera facilitée par l'évolution de la mondialisation (augmentation des salaires en Chine, fragmentation de la chaîne de la valeur difficile à gérer, renchérissement des coûts du transport...) mais risque d'être freinée par les lourdeurs et le libéralisme du marché européen qui empêchent concrètement de prendre des mesures protectionnistes ou de préférence européenne.

Si l'on peut avoir des doutes sur la lutte contre la concurrence inégale et la mise en place d'une préférence européenne, la question de la diversification des fournisseurs est une opportunité pour le bassin méditerranéen qui dispose d'une main d'œuvre formée, de foncier, et d'un certain nombre de matières premières.

V. Enjeux sanitaires

1. L'accès aux vaccins, à la recherche et à l'innovation en santé : diplomatie vaccinale

Les inégalités sanitaires et d'accès aux vaccins compromettent la stratégie vaccinale globale.

En juillet 2021, le FMI notait qu'en Afrique, 3,6 doses étaient administrées pour 100 habitants, contre 39 dans le reste du monde (moyenne mondiale)²⁶. Dans le même temps, l'OMS a dénoncé fin août 2021 les « inégalités choquantes » d'accès aux vaccins et précise que « l'écart de couverture vaccinale Covid-19 entre les pays de la région de la Méditerranée orientale se creuse de manière alarmante » :

- Plus de 500 millions de doses de vaccins ont été administrées dans cette région (sur 8,33 milliards dans le monde), soit une moyenne de 65 doses pour 100 habitants.
- Israël et les Émirats arabes unis sont les deux pays en tête de la vaccination contre le Covid-19 à l'échelle mondiale.
- Les pays déchirés par des guerres, comme l'Iran ou la Syrie, sont en proie à des difficultés de déploiement et à une logistique complexe.

Selon l'OMS, environ 2,93 % seulement de la population africaine a été entièrement vaccinée en septembre 2021, contre 52 % aux États-Unis et 57 % dans l'Union européenne. L'accès inégal aux vaccins continuera à entretenir des inégalités entre les pays développés et les pays en voie de développement et à maintenir des ruptures sur les chaînes d'approvisionnement.

²⁶ Luis BARRON « Inégal accès au vaccin : le FMI alerte sur un monde post-pandémique divisé en deux blocs », 30 juillet 2021, *Le Grand continent*. <https://legrandcontinent.eu/fr/2021/07/30/inegal-acces-au-vaccin-le-fmi-alerte-sur-un-monde-post-pandemique-divise-en-deux-blocs/>

2. L'accès aux soins en question

a. Des systèmes de santé rive Nord dont la fragilité s'est creusée au cours de la pandémie

Les systèmes de santé européens et plus particulièrement celui de la France est régulièrement questionné depuis une dizaine d'années à propos du coût des soins, des technologies et des traitements de plus en plus sophistiqués devant les exigences grandissantes des patients et le vieillissement de la population.

Comme le soulignent Sophie Moulias et Marion Pepin dans un article de 2021 au sujet de la sortie de crise sanitaire, « les tensions éthiques mettent en exergue un mal-être de notre société, qui favorise un âgisme galopant, fait l'autruche avec la mort et s'interroge sur son humanité à venir »²⁷.

Le rapport que les pays occidentaux entretiennent avec la mort et leur choix de privilégier la protection des plus âgés et des plus vulnérables ont été deux des facteurs dimensionnant dans la gestion de la crise liée au Covid-19 et notamment des mesures de confinement ou de restriction de circulation et/ou distanciation sociale. Ce rapport à la mort n'est pas communément partagé avec les pays de la rive Sud.

Force est de constater que tous pays confondus, la question a été de gérer la crise en mode réactif, faute d'avoir anticipé les méthodologies / moyens et approvisionnements qui auraient permis d'en minimiser les conséquences. Sachant que ce risque

²⁷ Sophie MOULIAS, Marion PÉPIN, « Nouvelles questions éthiques liées au grand âge, notamment révélées par la pandémie de covid-19 », EN3S-École nationale supérieure de Sécurité sociale | « Regards » 2021/1 N° 59 | pages 103 à 115 ISSN 0988-6982 DOI 10.3917/regar.059.0103

était connu et identifié par ailleurs (Livre blanc²⁸, revue stratégique²⁹). La réaction des équipes médicales a été remarquable malgré la pénurie de soignants, de lits de réanimation et de matériels pour se protéger en début de crise (masques, surblouses etc.).

Enfin leur capacité à maintenir un relatif accès aux « soins courants » durant la crise a demandé des efforts considérables en matière d'organisation du travail soignant.

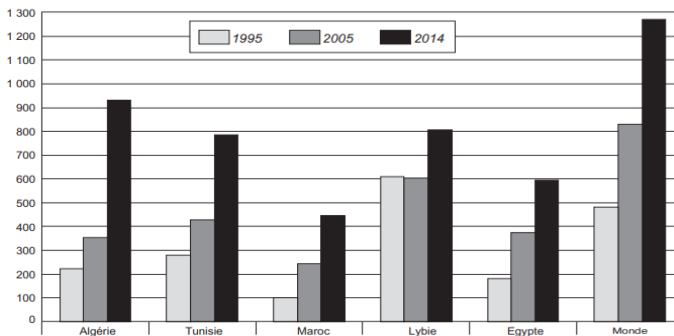
b. Au Sud de la Méditerranée, les politiques de gestion de la crise ont été le reflet des stratégies de santé en temps ordinaire

L'indicateur des dépenses de santé (niveau de prise en charge des patients) est un moyen d'évaluer la qualité d'un système de santé d'un pays. Ces derniers suivent les tendances mondiales mais avec du retard, notamment en Afrique du Nord. Avec le graphique ci-dessous, on constate qu'en 20 ans (de 1995 à 2015) l'augmentation des dépenses de santé par habitant et par an des pays de l'Afrique du Nord (du Maroc à l'Égypte) ont augmenté d'un facteur 3 à 4, versus un facteur 2,5 pour le reste du monde.

Pour autant le niveau moyen des dépenses (en volumes) des pays d'Afrique du Nord est presque 2 fois moindre que les dépenses du reste du monde.

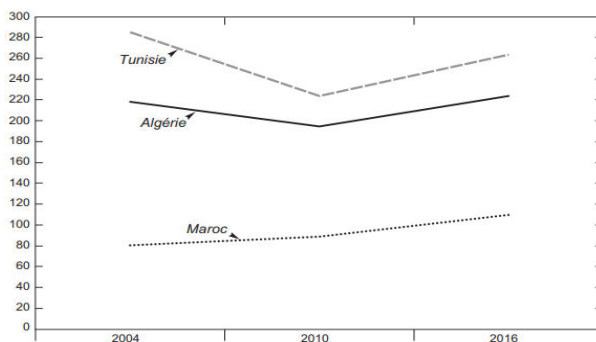
²⁸ Livre blanc de la Commission du 23 octobre 2007 intitulé « Ensemble pour la santé : une approche stratégique pour l'UE 2008-2013 »

²⁹ Fernand SAUER, « Les ambitions européennes en matière de santé », *Revue française d'administration publique*, 2005/1 (no113), p. 147-157. DOI : 10.3917/rfap.113.0147. URL : <https://www.cairn.info/revue-francaise-d-administration-publique-2005-1-page-147.htm>



Dépenses de santé par habitant en Afrique du Nord, 1995-2005-2014, en dollars américains et parité de pouvoir d'achat (PPA, Source : Banque mondiale)

Dans le même temps, les pays d'Afrique du Nord sont confrontés à une fuite des médecins (fuite des cerveaux) malgré une augmentation notable de médecins formés.



Nombre d'infirmières et sages-femmes pour 100 000 habitants en Algérie, au Maroc et en Tunisie. Évolution de 2004 à 2016 (source : Banque Mondiale³⁰)

³⁰ « Infirmières et sages-femmes (pour 1 000 personnes). » Banque mondiale. <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SH.MED.NUMW.P3?end=locations=DZ&start=2002&view=chart>

Malgré des efforts en matière de ressources et de financements, ces systèmes de santé sont inégalement répartis dans chaque pays aggravant les inégalités de traitement des habitants du Maghreb. Ces pays connaissant dans le même temps des évolutions démographiques importantes, le phénomène s'aggrave. Les infrastructures compétentes pour leur prise en charge restent donc insuffisantes (*populations et crises méditerranéennes, 2021*).

Pour l'Unicef³¹, « les enfants privés de services de santé en raison de l'encombrement des systèmes et les femmes qui ont peur d'accoucher à l'hôpital par crainte d'une infection risquent eux aussi de devenir des victimes du Covid-19. Si nous n'investissons pas immédiatement dans le rétablissement des services et des systèmes de santé perturbés, des millions d'enfants de moins de 5 ans, en particulier des nouveau-nés, risquent de mourir ». Une enquête de l'été 2020 indique que « près de 68 % des 77 pays interrogés ont signalé que les examens médicaux pour les enfants et les services de vaccination étaient perturbés dans une mesure plus ou moins importante. En outre, 63 % ont rapporté subir des perturbations dans les examens anténataux et 59 %, dans les soins postnataux ».

c. Cas de la vaccination en Tunisie

En Tunisie, la gestion de la crise Covid-19 a été touchée par le système de santé fragile, lui-même inégalement réparti sur le territoire.

Avec l'aide des États-Unis, de la Chine, de l'Europe et des pays du

³¹ « La Covid-19 risque d'anéantir des décennies de progrès pour éliminer les décès évitables d'enfants, avertissent plusieurs organismes », 9 septembre 2020, *Unicef*. <https://www.unicef.org/fr/node/38546>

Golfe, la Tunisie a réussi à obtenir 5 millions de vaccins pour 11,8 millions d'habitants en 2020³². En mai 2022, 54% de la population tunisienne est vaccinée (SAN 10).

Pour autant, la Tunisie fait partie des pays ayant le plus fort taux de mortalité due au Covid-19. La pandémie s'est fortement propagée en Tunisie à partir de décembre 2020. La vaccination a commencé en mars 2021. Le chef du gouvernement tunisien Mechichi a limogé le 20 juillet 2021 le ministre de la santé Mehdi, à la suite de l'ouverture de la vaccination à tous les plus de 18 ans pendant 2 jours (lors d'une des plus importantes fêtes musulmanes). Cela a créé des ruées aux abords des centres de vaccination, tous n'ont pas pu être vaccinés. Mechichi a été destitué en août 2021, sur la décision du président Saïd qui s'est appuyé sur l'article 80 de la Constitution : « en cas de danger imminent menaçant l'intégrité de la patrie ou la sécurité du pays, l'État peut prendre les mesures qu'il requiert ». Faisant suite à ces décisions, l'armée a supervisé les opérations de vaccination et la Tunisie a réussi à vacciner en 1 seule journée plus d'un million et demi de Tunisiens.

d. Conséquences sanitaires et psychologiques en Méditerranée

Les choix politiques de gestion en urgence de la crise sanitaire par l'ensemble des gouvernants a eu pour conséquence directe un report ou une annulation de toutes opérations ou suivis médicaux autres que ceux liés au Covid-19. Ces conséquences ne sont pas encore toutes mesurées à moyen et long terme sur les malades et les systèmes de santé.

³² « Population, total – Tunisia ». *Banque mondiale*.
<https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.POP.TOTL?locations=TN>

Il y a certes un coût économique mais aussi psychologique important qui n'a pas été rapidement identifié ni pris en charge. C'est notamment le cas des pathologies psychiques chez les adolescents et les étudiants, conséquences de la sédentarité et de l'absence d'interactions sociales. Une génération d'adolescents et de futurs jeunes adultes est fragilisée par l'isolement social à un moment crucial de sa construction mentale en tant que jeune adulte. Cet élément a eu pour conséquence le suicide de jeunes adolescents confinés loin de chez eux.

L'un des enseignements à tirer est donc l'élaboration de « plans de crise liés aux pandémies » aux échelles régionale, nationale et internationale tenant compte du RETEX Covid-19, et de l'ensemble d'une population et pas seulement des plus vieillissants.

La question de la souveraineté est apparue dans le débat public au cours de la crise du Covid-19, notamment en lien avec les difficultés d'approvisionnement en masque ou de production d'un vaccin.

- e. La production de vaccins en période de pandémie crée de nouvelles opportunités de prise de pouvoir et d'influence

La Chine et la Russie ont investi de façon notable la scène diplomatique vaccinale. Moscou, tout comme Pékin, utilise ses vaccins afin d'accroître ses relations avec ses alliés, à l'instar de la fabrication prochaine de vaccins Sputnik V en Égypte, et de créer de nouvelles alliances.

Les puissances russes et chinoises se positionnent ainsi en protectrices du monde en développement. Le vaccin anti-Covid Spoutnik du Kremlin, autorisé dans plus de 60 pays, mais dont les difficultés de production sont récurrentes, est considéré comme

une arme géopolitique par Vladimir Poutine. Cependant, la procédure de validation du sérum par l'Agence européenne des médicaments (EMA), souhaitée ardemment par la Russie, ne s'est pas concrétisée.

Moscou a eu tendance à « cibler » les pays en développement dans le but d'apparaître comme « le sauveur des laissés-pour-compte », comme l'analyse le spécialiste de la Chine Antoine Bondaz, chercheur à la Fondation pour la recherche stratégique.

Dans le cas de la Chine, trois vaccins sont développés et déployés dans le pays : deux vaccins Sinopharm du laboratoire du même nom et un vaccin CoronoVac du laboratoire Sinovac. En 2021, les vaccins Sinopharm et Sinovac ont été validés par l'OMS.

VI. Enjeux stratégiques et militaires

1. La Méditerranée, un lac intérieur dont on ne peut pas faire le tour

Sur le plan géopolitique, il est courant de considérer la mer Méditerranée comme un lac intérieur qui unit plus qu'il ne divise les rives européennes, africaines et asiatiques. La *Mare nostrum* des Latins conserve le souvenir d'un espace tourné vers la mer et vers les échanges.

C'est un lieu commun en Histoire que de mentionner les routes antiques de l'étain (breton), de l'or (perse), du blé (égyptien), du vin (romain) et des esclaves (celtes ou germains) qui toutes traversaient ou longeaient la Méditerranée. Cette image est fondée sur des réalités très anciennes, mais invalides depuis le règne de Justinien (6^{ème} siècle), dernière époque où toutes les côtes étaient placées sous l'hégémonie d'un même empire.

Cette situation où un voyageur aurait pu faire le tour complet de la Méditerranée sans être bloqué par une frontière strictement fermée ou bien par un conflit rendant son voyage périlleux voire mortel ne s'est plus représentée qu'à l'entre-deux guerres (dans le contexte colonial), ainsi que pendant une courte période à la fin des années 90. La situation observée aujourd'hui n'a donc rien d'exceptionnel dans l'Histoire : aucun touriste raisonnable ne s'aventurerait traverser la Libye et la Syrie, en s'imaginant pouvoir relier par la terre Tanger à Cadix. Plus que jamais, cet espace méditerranéen rêvé comme formant un ensemble cohérent et uni est fragmenté, à l'image du monde qui se reconfigure autour de lui. *« La zone du bassin méditerranéen et du Moyen Orient est doublement touchée par cette reconfiguration en raison de son positionnement géographique. Elle se situe au carrefour de modèles civilisationnels qui s'émancipent : russe, turc, iranien, islamique- et elle est placée à la frontière tectonique des tensions géopolitiques qui opposent les deux compétiteurs au 21^{ème} siècle : les États-Unis et la Chine. Cette région est donc une sorte de concentré du nouveau monde qui naît sous nos yeux³³ ».*

Certes, un piéton aurait bien du mal à faire sereinement le tour du « lac méditerranéen ». Mais les grandes crises sanitaires, depuis les pestes médiévales, ont prouvé que les virus et les microbes étaient rarement contraints par les frontières et par les bornages posés par les humains.

Penser l'espace stratégique méditerranéen à l'heure du Covid-19 revient à naviguer en eaux troubles entre un espace ouvert à la circulation des virus et fermé à celle des vaccins, ouvert aux tensions et fermé aux efforts d'unité.

³³ Institut FMES, *Atlas stratégique de la Méditerranée et du Moyen-Orient*. 2022, p.30

2. Une situation sous tension malgré des mécanismes d'apaisement qui demeurent efficaces

Les années qui ont précédé la crise sanitaire ont été marquées par une hausse considérable des situations de conflit en Méditerranée. 2011 est le jalon le plus facile à identifier pour cet accroissement des tensions, avec les printemps arabes et leurs conséquences. Des pays jusqu'alors considérés comme stables malgré leurs fragilités ont vécu un enchaînement de crises qui a lui-même provoqué des tensions sociales, des vagues de répression, des fuites en avant nationalistes ou religieuses et l'appétit pour les ressources des voisins. Le Maghreb et l'Égypte en sont de bonnes illustrations : alors que la crise sociale et économique couvait depuis des années dans ces pays, les printemps arabes ont révélé la détresse des populations puis l'incapacité de conduire une politique d'apaisement sans que l'armée et les services de sécurité ne prennent le pas sur l'État de droit.

En 2020, quand éclate la crise sanitaire, le Maroc, l'Algérie, l'Égypte et dans une moindre mesure la Tunisie sont engagés dans des querelles au bord du seuil de la violence armée avec leurs voisins. La Libye est ensablée dans un chaos durable qui encourage ses voisins à aller encore plus loin dans leur politique de fermeté, l'arme à la main.

« Les intérêts de sécurité européens seraient également mis à l'épreuve en cas de déstabilisation brutale d'un État de la rive sud. L'afflux de réfugiés et le retour de combattants jihadistes du Levant et de Libye sont autant de facteurs de crise qui se sont amplifiés ces dernières années sur fond de tensions politiques,

*d'urbanisation anarchique et de pressions sur les ressources naturelles*³⁴. »

L'optimisme prudent de 2008 qui a prévalu à la naissance de l'Union pour la Méditerranée, a cédé la place à une certaine forme de consternation devant la désagrégation de la rive sud.

Au moment des printemps arabes, les pays de la rive Nord sortaient à peine de la crise financière de 2008 et les sujets internes de discordes suffisaient à barrer leur ligne d'horizon. Les mouvements sociaux (mouvement des Indignés en Espagne en 2011), la montée des populismes (mouvement 5 étoiles en Italie en 2009), et la volonté de rupture avec la rigueur européenne (gouvernement Tsipras 1 en Grèce) ont sans doute contribué à ce que la rive nord ferme les yeux sur l'accession au pouvoir de gouvernements autoritaires sur la rive Sud ainsi que sur les crises armées qui s'y développaient.

Les années 2010, dans tous les cas, ont été ressenties comme celles du « chacun pour soi » alors même que les mécanismes multilatéraux d'aide et de sécurité continuaient à fonctionner à plein, et évitaient d'amplifier encore le sentiment de vivre une crise durable.

3. L'OTAN et l'UE, deux « personnages en quête d'auteur »

Le témoin d'usure et de fragmentation le plus visible de la fin des années 2010 est sans doute la forte rivalité gréco-turque en Méditerranée orientale, décuplée par la découverte des champs gaziers d'Aphrodite, de Léviathan et de Zohr. Les tensions

³⁴ Revue stratégique de défense et de sécurité nationale, DICOD, octobre 2017

anciennes et structurelles autour de ces deux pays alliés dans l'OTAN ont entraîné une escalade oratoire (le « *brain dead* » de l'OTAN formulé par le président Macron), militaire (pressions turques sur une frégate italienne en 2018) et politique (usage des migrants comme outil de pression par la Turquie).

Dès lors, et tout au long des années 2011-2020, la Méditerranée orientale (MEDOR) est devenue un foyer de discorde entre alliés et pour le peindre à grands traits : un espace dangereux.

« Enfin, je ne peux pas achever ce tour d'horizon sans réaffirmer toute la vigilance des armées françaises en mer Méditerranée. Nous avons constaté en 2020, qu'elle était devenue le théâtre de nombreuses tensions, rivalités, de convoitises, devrais-je même dire. Par ses actions nationales comme à travers l'opération IRINI, conduite par l'Union européenne, la France défend le respect du droit international, la France défend le principe de libre navigation face à des acteurs qui n'hésitent pas à les remettre en cause. Avec nos partenaires, nous redoublerons d'attention dans cette zone en 2021 ³⁵».

La grande nouveauté de cette période est l'investissement russe en MEDOR (base aéroportuaire russe sur le site de Humaymin-Tartous) ; tandis que la Turquie menait en parallèle (parfois de manière complémentaire et parfois de manière concurrente) des stratégies offensives en Méditerranée, notamment en Libye (actions dans le Nord de la Syrie et en Libye). Dès lors, un pays membre de l'OTAN et voisin de l'UE, ainsi qu'un pays hostile à l'OTAN étaient devenus les principaux acteurs de la fragmentation

³⁵ Propos liminaire de Florence Parly, ministre des Armées, lors de son audition devant la commission de la défense nationale et des forces armées de l'Assemblée nationale, 12 janvier 2021

de la Méditerranée et de la montée des tensions. Deux incidents peuvent illustrer cette situation dégradée : les propos russes accusant la FREMM Auvergne d'avoir participé à la destruction d'un IL 20 dans le canal de Syrie en 2018³⁶ et l'illumination de la frégate française Courbet au large de la Libye en 2020 par la marine turque.

Dans cette zone de turbulences, l'OTAN évitait soigneusement de sortir de sa prudence, tandis que l'UE peinait à trouver une réponse coordonnée aux menaces turques. À l'aube de la crise sanitaire, aucun facteur de stabilité ni de fermeté ne semble pouvoir déjouer la machine russe dont l'objectif était clairement d'attaquer la cohérence interne de l'OTAN.

Ainsi, face aux menaces identifiées depuis plusieurs années (et citées dans la Revue Stratégique de 2017), les mécanismes de sécurité et de solidarité collective semblent grippés voire contre productifs. Le sentiment qui règne au début de la décennie 2020 est celui d'une UE surtout préoccupée par sa propre cohésion (la crise du Brexit bat son plein) et de l'OTAN en quête de sens, cherchant notamment à s'inscrire dans la continuité de la coalition contre le terrorisme *Operation Inherent Resolve* en Irak.

4. La Méditerranée, déversoir de problématiques extérieures

À travers la stratégie d'empire que conduisent en Méditerranée la Russie, la Turquie, mais également la Chine (à travers les nouvelles routes de la soie), de nombreuses logiques extérieures aboutissent en Méditerranée et contribuent à attiser les tensions internes,

³⁶ Laurent LAGNEAU « Syrie/FREMM Auvergne : Un diplomate français accuse Moscou d'avoir lancé la « machine à fausses nouvelles », 19 septembre 2018. Opex 360. <http://www.opex360.com/2018/09/19/syrie-fremm-auvergne-diplomate-francais-accuse-moscou-davoir-lance-machina-fausses-nouvelles/>

suscitant l'inquiétude des pays riverains mais également l'incompréhension pour leurs partenaires moins directement impliqués (pays nordiques ou polo-baltes membres de l'UE).

Dès lors, les crises méditerranéennes sont la cause de nouvelles fractures au sein de l'UE, certains pays étant beaucoup plus préoccupés par la crise d'autoritarisme qui a suivi les élections biélorusses (juillet 2020) que par la pression migratoire sur Malte et sur la Grèce. Or, cette crise migratoire qui exerce une forte pression sur les marines et sur les gouvernements de plusieurs pays européens, est directement liée à des conflits lointains, en Irak, en Syrie, en Érythrée, en Afghanistan, au Turkestan chinois... et ces conflits échappent à la capacité d'action commune et concertée de l'Union européenne.

De même, l'instabilité au Proche-Orient est de moins en moins endogène (lié à la question palestinienne) et de plus en plus alimentée par l'expansion de l'influence iranienne et par sa recherche de moyens d'action au Liban et en Syrie pour menacer directement Israël.

5. La course aux armements, une réalité

La Méditerranée est loin d'être le premier marché d'armement du monde, mais elle concentre sur quelques milliers de kilomètres carrés à la fois des capacités militaires de très haut niveau et des moyens beaucoup plus rudimentaires, détenus et mis en circulation par des groupes armés terroristes.

Les pressions internes (États tenus par l'armée et contraints à montrer leur force) ou externes (crise liée à la fermeture des frontières entre l'Algérie et le Maroc) poussent les États à se réarmer. Les ventes d'armement sont donc très dynamiques dans

cette région où les rivalités s'exacerbent et où plusieurs pays ont dû rattraper en quelques années leur retard en équipement.

- Un exemple criant est le rééquipement naval et aérien de l'Égypte.
- Au sud de l'Europe, la Grèce et la Croatie ont choisi de moderniser leur flotte aérienne en faisant l'acquisition du Rafale, suscitant l'inquiétude de leurs voisins et concurrents turcs et serbes.
- Le maintien de la supériorité militaire israélienne sur ses voisins (*qualitative military edge*) fait de cette région le pôle principal d'une énorme concentration d'armement avec également le développement progressif d'une capacité balistique puissante entre les mains du Hamas et du Hezbollah.

Le tableau stratégique de la Méditerranée au début de la crise sanitaire est donc tout particulièrement sombre. Les crises se sont nourries les unes des autres et la confiance entre les pays riverains (et leurs voisins non riverains) a été lourdement touchée. L'annonce faite à plusieurs reprises d'une bascule des priorités américaines vers l'Indopacifique a donné des ailes à quelques puissances avides d'impunité et coutumières du fait accompli. Dans le même temps, ce relatif désintérêt américain (fait criant sous la présidence Trump) a pu semer le désarroi chez des États qui ne voyaient de solutions à leurs problèmes de voisinage qu'à travers le soutien de Washington.

Au début de l'année 2020, quand la rumeur d'une diffusion du virus se répand en Méditerranée, c'est l'incertitude stratégique qui prévaut et la solidarité stratégique qui fait déjà défaut. La crise sanitaire risque donc de devenir un nouvel enjeu de la compétition entre les États.

6. Des dépenses militaires en augmentation

À la fin du premier semestre 2022, la pandémie du Covid-19 n'a pas limité l'augmentation des dépenses militaires.

Au contraire, les deux dernières années ont représenté la plus forte augmentation des budgets de défense depuis la crise économique et financière de la fin des années 2000. En effet, selon le communiqué de presse publié par le SIPRI en avril 2022, les dépenses militaires mondiales en 2021 dépassent les 2000 milliards de dollars, après 7 années de constante augmentation.

Même si la hausse est en grande partie influencée par les budgets militaires des États-Unis, de la Chine, de l'Inde, du Royaume-Uni et de la Russie, les pays de notre zone d'étude ont également des budgets défense en hausse depuis 2014. Pour autant, ces chiffres sont à relativiser. En effet, en raison des efforts budgétaires consentis pour contrer les effets de la crise du Covid-19, la part de PIB consacrée aux dépenses militaires a diminué. Ce constat n'est plus d'actualité depuis la guerre en Ukraine. Désormais, le monde se réarme.

VII. Autres enjeux

1. Enjeux environnementaux et agricoles

a. La notion d'environnement

Par le terme environnement, on regroupe : les espaces, ressources et milieux naturels terrestres ou marins, les sons et odeurs qui les

caractérisent, les sites, paysages diurnes et nocturnes, la qualité de l'air et de l'eau, les êtres vivants et la biodiversité³⁷.

La crise du Covid-19, par sa soudaineté et son ampleur, a provoqué une sidération qui a conduit les populations à se reposer des questions fondamentales :

- Impact de l'empreinte humaine sur la biodiversité (changement climatique et qualité des sols) et sa conséquence potentielle : une maladie de type SRAS résulte toujours d'une trop forte interaction entre l'homme et le monde animal,
- Ampleur de notre empreinte énergétique, mise en lumière par l'arrêt brutal des économies mondiales.

b. La notion de Zoonose - lien entre environnement et épidémies

Depuis les années 2000, l'humanité est confrontée à au moins une nouvelle maladie infectieuse par an : Sras, Ebola, Fièvre de Lassa, ou Covid-19... À 70%, il s'agit de zoonoses, c'est-à-dire des maladies présentes chez ces animaux (vertébrés) avant de se transmettre et de se développer chez les humains³⁸.

Cette crise du Covid-19 nous a permis de nous questionner sur les origines des maladies de type zoonose comme le SRAS. Les liens qui existent entre l'émergence de ces maladies et les atteintes portées à la biodiversité et à nos écosystèmes, ont pu être mis en évidence et plus largement partagés³⁹.

³⁷ Code de l'environnement français

³⁸ « Événement : La fabrique des pandémies », mai 2022, *Ushaia TV*, 100 minutes

³⁹ « Zoonoses : quels liens entre atteintes à la biodiversité et pandémies ? » *Notre environnement*.

<https://www.notre-environnement.gouv.fr/actualites/essentiels/article/zoonoses->

Les avis d'experts sur ces liens se sont multipliés. La Fondation pour la recherche sur la biodiversité publie en ce sens une solide synthèse des connaissances scientifiques⁴⁰. En effet, pour les scientifiques, certains animaux (chauve-souris, rongeurs...) sont des « réservoirs sains » d'agents pathogènes (parasites, bactéries, virus). S'ils se retrouvent stressés par les modifications de leurs habitats (déforestations ou monocultures), rendant difficile leur recherche de nourriture notamment, ils sont plus facilement infectés par un des agents pathogènes. Dans ce cas, la réponse de leur système immunitaire est réduite et l'agent pathogène peut alors se propager vers un autre de ces congénères ou sauter d'une espèce à une autre (et après avoir muté), jusqu'à l'homme.

c. Les enjeux environnementaux et agricoles en Méditerranée

Les enjeux environnementaux sont transverses et multiples. Au cours des dernières décennies, la Méditerranée a été de plus en plus affectée par les conséquences de l'activité humaine sur l'environnement. Les secteurs géographiques en Méditerranée qui en souffrent le plus directement et qui sont en tension sur les thématiques évoquées ci-dessous, sont essentiellement le Sud et l'Est. Tout d'abord, le **réchauffement climatique** entraîne des changements biophysiques importants : augmentation des températures et conséquences sur les personnes, la faune, la flore, et l'agriculture.

À ces bouleversements naturels s'ajoutent les **pressions anthropiques**. La croissance démographique et les modes

quels-liens-entre-atteintes-a-la-biodiversite-et-pandemies)

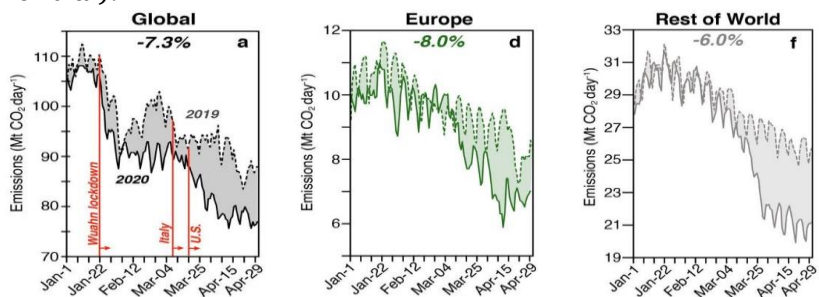
⁴⁰ « Covid-19 et biodiversité : une synthèse des connaissances scientifiques en vue d'agir », 20 mai 2020. Actu environnement.

<https://www.actu-environnement.com/ae/news/covid-19-coronavirus-pandemies-epidemie-biodiversite-lien-synthese-scientifique-fondation-recherche-frb-35512.php4>.

d'agriculture intensive et d'intensification des besoins en énergie et ressources ont conduit à une dégradation de l'environnement méditerranéen (terre et mer). Ces **conséquences majeures** sur les humains et sur l'environnement terrestre, côtier et marin de la Méditerranée conduisent ainsi par endroits à un stress hydrique. Ce manque d'eau augmente les risques d'incendie, l'épuisement des sols, avec tous les impacts négatifs sur la biodiversité animale et végétale et la capacité de stockage du CO₂.

d. Conséquences positives des changements induits par la crise Covid-19

Dans un contexte mondial de forte diminution des déplacements quotidiens (du fait des confinements successifs et de la mise en place plus ou moins pérenne du télétravail) mais aussi de ralentissement de l'économie et du tourisme liés à la crise sanitaire, une baisse de l'empreinte carbone a été constatée (**baisse de 9 %** en 2020 par rapport à 2019⁴¹, ainsi qu'une diminution des émissions de gaz à effet de serre au niveau mondial).



Le reste du monde est défini hors Chine, États-Unis, Europe, Inde, Japon, Russie et Brésil.

⁴¹ Estimation de l'empreinte carbone de 1995 à 2020 | Données et études statistiques (developpement-durable.gouv.fr)

La diminution des échanges commerciaux internationaux a aussi modifié les circuits d'approvisionnement, notamment alimentaires, et certains pays ont changé de paradigme en choisissant de relocaliser des industries et sources d'approvisionnement jugées indispensables.

Les effets de la crise du Covid-19, comme des baisses rapides de la pollution de l'eau et de la pollution sonore ont été constatés dès la mise en place des confinements, mais cela n'a pas engendré de changement durable car, dès la reprise des activités, ces pollutions sont revenues à leur niveau précédent.

e. Conséquences négatives des changements induits par la crise du Covid-19

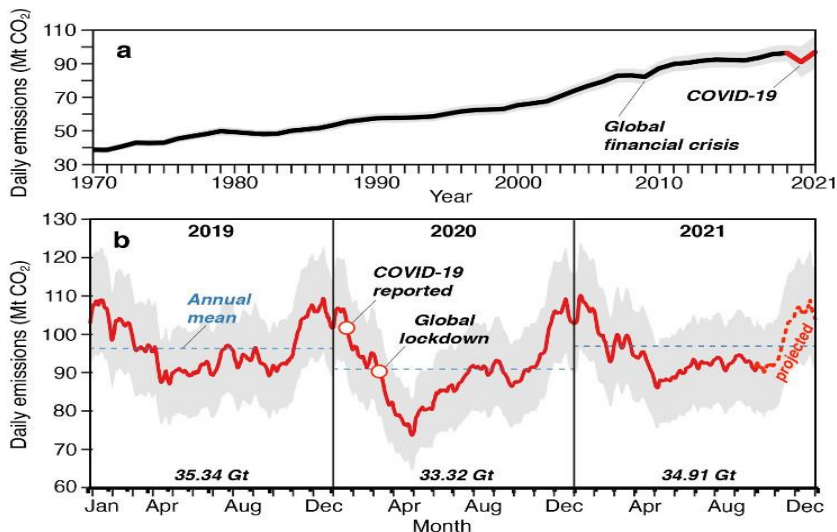
Les mesures de protection ont engendré un accroissement des déchets plastiques liés au suremballage afin de préserver les aliments et les équipements de protection d'une contamination au Covid-19.

L'utilisation massive de produits chimiques de désinfection et de tests n'est pas non plus sans conséquence sur la pollution de l'air et de l'eau, même si les effets ne sont pas encore tous mesurés ou facilement imputables uniquement à la crise du Covid-19.

L'augmentation du recours au commerce en ligne a également eu des effets négatifs sur l'environnement en raison des émissions carbone générées par la livraison entre le site de stockage et le client final et de l'augmentation du nombre et de la surface des entrepôts de stockage qui a pour conséquence d'artificialiser les sols.

Ces effets négatifs viennent donc pondérer l'effet positif lié au ralentissement de l'activité constaté pendant la crise Covid-19.

Notons aussi que deux ans après le début de la crise, les émissions de CO₂ remontent à un niveau proche d'avant crise⁴².



f. De nombreuses actions en cours

« ONU »

Les réactions en zone méditerranéenne sont nombreuses et essentiellement décrites dans le Plan Bleu de l'ONU⁴³.

⁴² « Les émissions de CO₂ remontent à un niveau proche de celui d'avant la pandémie », 27 octobre 2021, CEA, <https://www.cea.fr/drf/Pages/Actualites/En-direct-des-labos/2021/les-emissions-de-dioxyde-de-carbone-remontent-a-un-niveau-proche-de-celui-davant-la-pandemie.aspx>

⁴³ *Rapport sur l'état de l'environnement et du développement en Méditerranée*, Programme des Nations unies pour l'environnement, Plan d'action pour la Méditerranée et Plan bleu. 2020 <https://planbleu.org/wp-content/uploads/2021/04/RED-2020-Re%CC%81sume%CC%81.pdf> : chapitre 6 page 22 et 23 - dépendance à l'eau - risque fort sur maladie

Malgré des années Covid-19 difficiles, la coopération régionale continue sur le thème des forêts méditerranéennes avec les Semaines Forestières Méditerranéennes (SFM) de l'organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) des Nations unies, organisée en Turquie du 21 au 25 mars 2022, selon une feuille de route pour la mise en place d'une initiative régionale sur la restauration des forêts et des paysages en Méditerranée⁴⁴.

Quatre pays, le Liban, le Maroc, la Tunisie et la Turquie, ont validé leur candidature au statut de « fleuron de la restauration mondiale ». Il existe aussi au sein de l'ONU, le *Silva Mediterranea*, comité des questions forestières méditerranéennes⁴⁵.

« Citoyens »

De nombreux projets citoyens voient le jour et des mouvements de jeunes se créent comme Youth For Climate (mouvement non affilié à une quelconque organisation) avec leur déclinaison dans les pays méditerranéens⁴⁶.

« L'Europe »

L'Europe a aussi un programme de développement durable, le Green Deal ou Pacte Vert⁴⁷. Enfin, un programme de l'UE sur la gestion durable de la viande de brousse en rapport avec les zoonoses permet en Afrique la sensibilisation sur le fait que «

⁴⁴ AFWC/EFC/NEFC Committee On Mediterranean Forestry Questions - *Silva Mediterranea* (aifm.org), et Les principaux résultats de la septième Semaine forestière méditerranéenne | 7th Mediterranean Forest Week

⁴⁵ « *Silva Mediterranea* », *Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture*. <https://www.fao.org/forestry/silva-mediterranea/fr/>

⁴⁶ Mediterranean Youth Climate Movement (MYCM) - <https://fr-fr.facebook.com/MYCNetwork/>

⁴⁷ « Un pacte vert pour l'Europe » *Commission européenne* https://ec.europa.eu/info/strategy/priorities-2019-2024/european-green-deal_fr

modifier les écosystèmes crée les conditions de l'émergence de maladies infectieuses chez les humains »⁴⁸.

g. Le poids de l'agriculture et des besoins alimentaires

La population mondiale est en constante augmentation et la crise du Covid-19 n'inverse pas cette courbe : on compte 80 millions de naissances par an avec un taux de natalité très élevé dans les pays les plus pauvres. En parallèle, l'espérance de vie augmente dans ces pays pauvres car le taux de mortalité infantile diminue. À ceci s'ajoute la hausse du niveau de vie qui implique une hausse de consommation de nourriture, notamment de viande et de produits animaux et donc une plus grande pression sur les ressources.

« La sécurité alimentaire existe lorsque chacun, en tout temps, dispose d'un accès physique social et économique à une alimentation suffisante, sûre et nourrissante qui correspond à leurs besoins diététiques et leurs préférences alimentaires pour une vie active et saine. Les quatre piliers de la sécurité alimentaire sont la disponibilité, l'accès, l'usage et la stabilité », selon la définition de la sécurité alimentaire formulée par le comité des Nations unies sur la sécurité alimentaire en 2009⁴⁹.

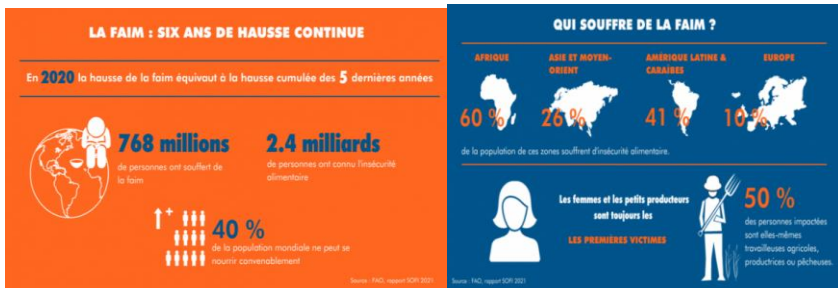
En 2020, 40% de la population mondiale ne peut se nourrir convenablement, 768 millions de personnes ont souffert de la faim et 2,4 milliards d'individus ont connu l'insécurité alimentaire⁵⁰. En Méditerranée en 2020, il y a environ 530 millions de personnes à

⁴⁸ « Événement : La fabrique des pandémies », mai 2022, *Ushaia TV*, 100 minutes

⁴⁹ *The COVID 19 Pandemic, Threats on food security in the Mediterranean region*, CIHEAM. <https://www.ciheam.org/wp-content/uploads/2020/07/COVID-rapport-FINAL-2.pdf>

⁵⁰ Chiffres de la faim 2021 Terre solidaire Juil 2021 <https://ccfd-terresolidaire.org/actualites/chiffres-de-la-faim-7055>

nourrir. À l'échelle du globe, selon les démographes, nous sommes aujourd'hui 7 milliards d'habitants sur Terre et bientôt **9 milliards d'ici 2050**. À titre d'exemple, l'Asie et l'Afrique connaîtront une hausse considérable de leur population avec respectivement 1,3 milliard et 875 millions d'habitants de plus à nourrir d'ici à 2050. Or, à l'heure actuelle des millions de personnes souffrent encore de disette, ce qui devient critique dans l'hémisphère sud. Quand on sait qu'une des 3 causes (conflits, crises économiques ou dérèglements climatiques) suffisent pour multiplier par 12 les problématiques de disette, d'après le rapport FAO SOFI 2021, on comprend pourquoi, on constate en 2020 une hausse de la faim qui équivalait à la hausse cumulée des cinq dernières années. Ce constat confirme que le Covid-19 a participé à l'augmentation de la disette dans le monde.



Chiffres de la faim 2021 [AGRI 3]

En déstabilisant les activités économiques et les moyens d'existence, la pandémie de Covid-19 a impacté économiquement les pays d'Afrique et contribué à l'aggravation de la situation de sécurité alimentaire : 75 millions de personnes vivent en Afrique

de l'Ouest (27%) et 17 millions en Afrique du Nord (6%) sont sous-alimentées⁵¹.

h. Problématique spécifique de l'eau potable

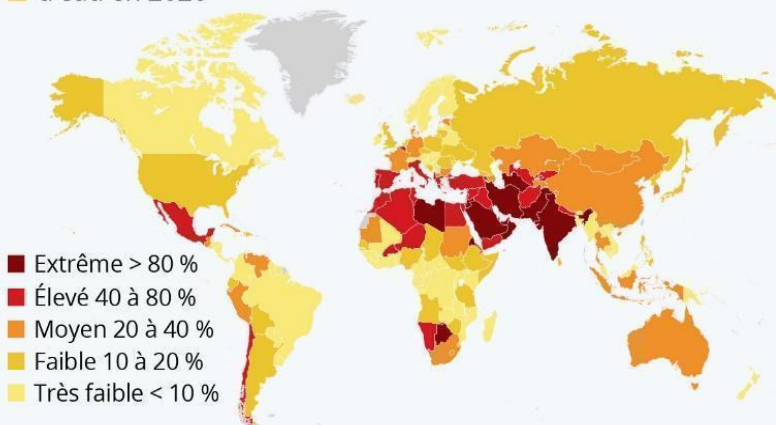
L'eau douce ne représente que 2,5 % des ressources mondiales d'eau (le reste est salé) dont deux tiers sont sous forme de glace. Il nous reste donc 1 % de l'eau présente sur la planète pour des activités agricoles, industrielles et nos besoins domestiques. L'importance des aménagements liés à l'eau (usines de dessalement, barrages, aménagements liés à l'irrigation, etc.) dépend du niveau de richesse et de développement du pays.

Comme pour la famine alimentaire, on peut voir sur la carte ci-dessous que le stress hydrique touche l'hémisphère sud et en particulier le pourtour Méditerranéen et le Moyen-Orient. À l'échelle mondiale, l'eau est majoritairement utilisée pour l'agriculture (70 %), dans le cadre de l'irrigation.

⁵¹ « L'année de la pandémie de Covid-19 marquée par une hausse de la faim en Afrique (ONU/UA) », 14 décembre 2021. <https://news.un.org/fr/story/2021/12/1110672>

Quels pays sont les plus exposés au stress hydrique ?

Classement des pays selon le niveau de risque de pénurie d'eau en 2020 *



* indicateur basé sur le rapport entre le volume annuel d'eau prélevé et le niveau de ressources renouvelables disponibles.

Source : Ecological Threat Register 2020



statista

Le monde face au risque de pénurie d'eau⁵²

« La Tunisie par exemple, fait partie des 33 pays menacés de pénurie d'eau d'ici 2040 » selon l'organisation mondiale de recherche World Resources Institute⁵³.

⁵² Tristan GAUDIAUT « Le monde face au risque de pénurie d'eau », *Statista*, Mars 2021 <https://fr.statista.com/infographie/24480/pays-risque-de-penurie-ea-u-niveau-de-stress-hydrique/>

⁵³ Mathieu GALTIER « Pétrole et gaz en Tunisie : la fin d'une époque opaque ? » 20 juillet 2017, *Libération* https://www.liberation.fr/planete/2017/07/20/petrole-et-gaz-en-tunisie-la-fin-d-une-epoque-opaque_1584216/

i. La rive Sud de la Méditerranée dépendante de facteurs extérieurs

La pêche et l'agriculture sont vitales pour les sociétés de la région. L'accroissement de la population dans le bassin méditerranéen est un facteur structurant de la problématique alimentaire depuis plus de trente ans.

Cette tendance s'ajoute à plusieurs phénomènes concourant à complexifier les approvisionnements :

- Le changement climatique (selon le rapport GIEC, les températures augmentent en Méditerranée avec une augmentation des événements extrêmes (fortes précipitations, tempête) rendant vulnérables 3,5 Mds de personnes au changement climatique) (ENV 14).
- Les changements de modes alimentaires (une alimentation plus diversifiée et notamment plus carnée);
- L'augmentation du tourisme a modifié les conditions de répartition des ressources en eau (au Maghreb, la consommation en eau des grands complexes touristiques a privé l'agriculture d'une partie de sa ressource) ;
- L'emploi massif des engrais et des fertilisants et leur impact sur la qualité des sols (cas de la baisse de qualité de la production –intensive- dans la vallée du Jourdain) ;
- Les exigences des pays les plus riches en matière de qualité des produits agricoles ont progressivement réduit les possibilités d'exportation des pays qui n'avaient pas conduit une réforme de la qualité de leur production (perte de valeur des fruits et légumes jordaniens et libanais sur les marchés du Golfe).

La chute de la productivité des cultures menace la sécurité alimentaire d'une population qui ne cesse de croître. Enfin, la pollution de l'air et de l'eau sont des risques majeurs pour la santé humaine.

Cet ensemble de difficultés complexifie la situation de l'agriculture en Méditerranée qui n'arrive pas à augmenter sa production en quantité et en qualité tout en préservant ses ressources naturelles rares.

À moyen terme, il s'agira de composer avec les effets du réchauffement climatique qui nous conduirait, selon certains modèles, à $+3^{\circ}C$ pour le continent africain à la fin de ce siècle ce qui ira de pair avec une chute des rendements agricoles⁵⁴.

Surtout, les crises sociales et frumentaires des années 2000-2010 au Maghreb et en Égypte ont conduit les gouvernements successifs à faire massivement appel à l'extérieur pour remplir leurs greniers. « Plus gros importateur mondial de blé et grand consommateur de pain, [l'Égypte dépendait avant 2022] à 61 % de la Russie et à 23 % de l'Ukraine pour ses achats à l'étranger » (AGRI 9). Le Liban dépend à 80% de ses importations pour assurer les besoins alimentaires de sa population.

L'équation semblait relativement évidente pour ces pays avant le Covid-19 : l'ouverture des marchés, la signature d'accords douaniers et la circulation facile des biens leur permettait de substituer à leur agriculture peu productive, des denrées provenant de l'extérieur.

⁵⁴ « Rendements agricoles : la grande panne », 15 septembre 2020, *Science et vie*.
<https://www.science-et-vie.com/article-magazine/rendements-agricoles-la-grande-panne>

Mais le paradoxe est redoutable :

- D'un côté, l'importation, vertueuse et encouragée par les autorités politiques, de denrées alimentaires moins coûteuses et moins néfastes pour l'environnement que la production locale.
- De l'autre, l'agriculture reste un facteur économique majeur dans la région, puisqu'elle emploie un tiers de la population active dans la majorité des pays de la rive Sud. Dès lors, pour éviter l'augmentation du chômage, il devient nécessaire d'encourager les paysans à rester et à continuer de cultiver leurs terres (en bénéficiant d'aides de l'État pour les irriguer et acheter leur production même médiocre).

Ainsi, des États comme l'Égypte, la Jordanie, le Liban, dépensent pour s'approvisionner à l'extérieur et pour maintenir un semblant de production peu rentable à l'intérieur. Ces pays le font avant tout pour éviter les conflits sociaux. Le même problème peut pratiquement être transposé à l'eau, pompée pour assurer l'irrigation d'une culture non productive (AGRI 9).

En conclusion, la situation agricole de la région méditerranéenne, et son corollaire de sécurité alimentaire était, avant la crise sanitaire, très différente entre le Nord quasi autosuffisant (mais lié à l'extérieur par des accords commerciaux) et le Sud, très dépendant économiquement et socialement de la bonne marche du système agricole global. L'amélioration de la productivité des terres est plus que jamais un facteur déterminant. D'autant que la guerre en Ukraine rebat les cartes de la question de l'autosuffisance alimentaire des pays très fortement dépendants du blé ukrainien, voire russe, pour lesquels le coût de la production locale devient acceptable au regard de la pénurie mondiale et du risque réel de famine...

j. Chiffres clés et projection

Les chiffres clés sont les suivants :

- 11 % de la population mondiale (soit 844 millions de personnes) n'a pas accès à l'eau potable en 2018,
- 30 % hausse de la population d'ici 2050.

D'après les projections, « en 2020, entre 720 et 811 millions de personnes dans le monde ont été confrontées à la faim, soit environ 118 millions de personnes de plus qu'en 2019 si l'on prend en compte le milieu de la fourchette (768 millions) et jusqu'à 161 millions de plus si l'on prend en compte la limite supérieure de la fourchette » (AGRI 10)⁵⁵.

Les crises accompagnant les printemps arabes ont montré aux pays du Sud la nécessité de préserver leurs approvisionnements alimentaires quoi qu'il en coûte. La triple crise sanitaire, ukrainienne, et climatique est extrêmement préoccupante pour la stabilité de la rive Sud.

Selon le scénario publié dans le Demeter 2021⁵⁶, seule une politique agricole volontariste et globale pourrait permettre de surmonter les graves difficultés qui s'annoncent.

k. Conclusion

La crise Covid-19 a donc eu, sur les enjeux environnementaux, quelques impacts positifs mais ceux-ci ont aussitôt été compensés et

⁵⁵ *L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde.*, Unicef, WFP et OMS, 2020 <https://www.fao.org/3/cb4474fr/cb4474fr.pdf>

⁵⁶ Sébastien ABIS, Matthieu BRUN et Aymeric LE LAY. Sébastien ABIS *in Le Déméter* 2021. « Covid-24 : scénarios pour des mondes agricoles et alimentaires immunisés ? »,

même dépassés par des impacts négatifs. Cependant, on peut noter que cette crise a été un accélérateur de la prise de conscience de l'impact des activités humaines sur l'environnement et de l'impact des pollutions et de la perte de la biodiversité sur notre santé. Cette prise de conscience individuelle et collective de ces enjeux environnementaux suffira-t-elle à modifier les stratégies et initiatives nationales et à l'échelle de la Méditerranée ?

2. Conséquences technologiques et énergétiques

a. Les enjeux technologiques et d'infrastructure

La crise sanitaire liée au Covid-19 a propulsé certaines technologies sur le devant de la scène et permis des évolutions dans ces domaines très pointus. Les grands domaines technologiques concernés sont les moyens de télécommunication, et les technologies du numérique. Notons également que le domaine des biotechnologies a pu bénéficier d'avancées extrêmement significatives compte tenu des moyens qui ont été alloués en urgence. Déjà considérées comme stratégiques avant la crise, elles ont connu un essor particulièrement important, voire totalement inédit. Moderna, BioTech ou Curevac sont des sociétés qui ont surgi de l'ombre en 2020 avec leur vaccin anti-Covid. Plus de 10 milliards d'euros ont été investis aux États-Unis, 3 milliards d'euros en UE. Ces avancées offrent des débouchés bénéfiques dans le domaine de la santé mais aussi dans l'agriculture et les énergies renouvelables (biogaz, biocarburants), en particulier.

Les drones ont été largement utilisés dans la lutte contre la pandémie. L'UNICEF relate trois domaines d'utilisation principaux que sont le transport (ramassage et livraison d'échantillons, matériel médical), la pulvérisation aérienne

d'espaces publics et la surveillance de ces espaces durant les périodes de confinement⁵⁷.

b. Les télécommunications : câbles sous-marins, couverture satellitaire

Le monde numérique est globalisé. Les données sont hébergées dans des Datacenters situés dans le monde entier et déplacées au gré des cours du marché. L'accès aux données repose donc sur des infrastructures réseaux continentales et des câbles sous-marins assurant l'interconnexion des systèmes. La technologie 5G ouvre des portes jusque-là fermées en raison de l'engorgement des réseaux, sur de multiples domaines, tels que la santé ou le transport et aura des impacts importants sur l'économie mondiale (agriculture connectée, robots intelligents, véhicules autonomes...).

Les câbles sous-marins

Les câbles sous-marins sont essentiels dans un monde interconnecté. Porter atteinte aux câbles sous-marins représente donc une menace vis-à-vis du bon fonctionnement de tous les systèmes numériques. Avec la crise du Covid-19, les pays ont pris conscience de ces vulnérabilités potentielles, et des décisions ont été prises pour assurer un hébergement souverain aux données sensibles vitales et réduire la dépendance aux câbles sous-marins.

La Méditerranée présente une très forte concentration de câbles sous-marins. Ils servent nécessairement aux échanges de données entre l'Europe et l'Afrique mais servent aussi la majeure partie des données échangées entre l'Asie et le continent américain. Les pays

⁵⁷ « How drones can be used to combat Covid-19 » Unicef
<https://www.unicef.org/supply/media/5286/file/>

méditerranéens sont idéalement localisés pour pouvoir contrôler, héberger et traiter ces données. Ainsi, l'African Digital Hub est le projet ambitieux pour positionner géographiquement et géonumériquement la Tunisie au centre du monde et au centre de la Méditerranée en créant un hub numérique mondial.

L'essor de la 5G

La crise du Covid-19 et ses conséquences sur l'économie, notamment lors des phases de confinement généralisé, a montré les besoins criants de déployer rapidement la technologie 5G avec les perspectives que cette technologie offre : il sera par exemple possible d'utiliser des services de visioconférence davantage performants. D'autre part, le déploiement de la 5G peut apporter des solutions pour la médecine avec le développement de la télémédecine, des solutions pour la gestion du matériel médical, le maintien de la connexion pendant les déplacements de malades⁵⁸...

Mais la 5G est au cœur de nombreuses craintes vis-à-vis de la santé des populations, craintes souvent infondées, ou fondées sur des contre-vérités et de la désinformation.

L'exemple du spatial

Le domaine spatial démontre la force et les vertus de la coopération européenne. En moins de 60 ans, l'Europe s'est dotée de moyens et services associés mutualisés et entièrement souverains. La crise du Covid-19 n'y a pas eu d'impact direct, car c'est précisément un domaine stratégique qui s'est construit avec un objectif fort de résilience et d'indépendance européennes par rapport au reste du

⁵⁸ « Le déploiement de la 5G », 6 juillet 2021 *Ministère de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique*. <https://www.economie.gouv.fr/le-deploiement-de-la-5g#>

monde. Mieux encore, la crise a renforcé le besoin en technologies et en services spatiaux (géolocalisation, images satellite, télécommunications), à l'origine d'une dotation budgétaire renforcée tant dans le plan de relance français qu'europpéen. Ce modèle de coopération peut être appliqué à d'autres domaines stratégiques.

c. Le numérique : facteur de transformation des politiques étatiques

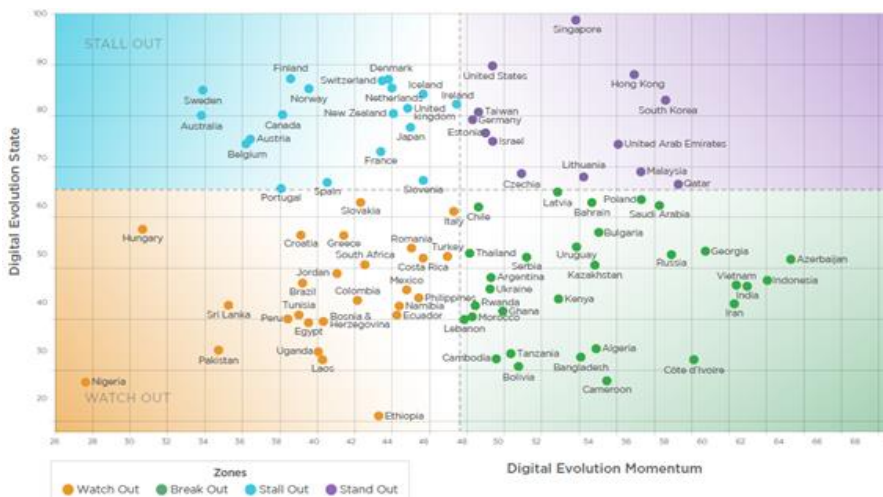
L'adaptation aux conditions liées à la crise sanitaire a mis au premier plan la nécessité d'accélérer la transformation numérique déjà au cœur des développements avant l'ère Covid-19.

Les périodes de confinement ont entraîné des mutations dans les activités professionnelles (fort développement du télétravail), des échanges (systèmes de visioconférence) voire de consommation (services en ligne).

Les habitudes prises n'amèneront pas un retour en arrière, même si une modération des pratiques peut être envisagée tel un retour de balancier (l'après confinement amène une reprise en présentiel même si le télétravail est devenu un standard dans l'entreprise).

Les pays leaders dans la transformation numérique sont représentés par la Corée du Sud, Singapour, Hong-Kong, **l'Estonie**, Taïwan et les **Émirats arabes unis**. Aucun pays de la zone MENA ne reste en retrait.

Le graphe suivant illustre le niveau de digitalisation des pays :



Il existe un lien fort entre télétravail et résilience numérique : les pays qui ont su basculer en télétravail ont su tirer une plus grande part de leur PIB des secteurs technologiques et des services reposant sur le traitement de l'information.

À noter une croissance tirée par une demande de l'économie comme Israël, les Émirats arabes unis et le Qatar. L'Afrique a une croissance importante mais inégale selon les régions (en pleine révolution mobile en termes de connexions et paiements en ligne).

L'Iran a une dynamique impressionnante, comparable à celle du Vietnam et de l'Inde. Les économies du Moyen Orient et de l'Afrique du Nord ont fait des progrès importants dans la réduction des inégalités numériques.

Plusieurs plans d'ampleur sont lancés comme « Tunisie Digitale 2018 », « Vision 2030 » pour l'Arabie saoudite, « l'initiative pour la transition numérique 2020 », pour l'Algérie, « Égypte vision 2030 ».

Les services du numériques et les outils de Cloud

Parmi les retours d'expérience de la crise du Covid-19, les entrepôts numériques ou points relais (datacenters du Cloud) deviennent des piliers de l'économie numérique et attirent les talents nécessaires pour développer l'innovation (ces entrepôts les mieux placés se trouvent à Singapour, Estonie, Émirats arabes unis, Nouvelle Zélande, Taiwan, Hong-Kong).

La relance économique est en grande partie appuyée par la nécessité de développer l'espace numérique. Dans de nombreux domaines, la gestion des données de masses (big data) est nécessaire, et se pose le problème des stockages et de leur sécurisation ainsi que de la gestion des flux de transferts de données. Au-delà du déploiement de la 5G, d'autres développements doivent également être lancés. C'est le cas notamment du Cloud, service d'hébergement à distance des données d'entreprises, qui tend à devenir également un service d'hébergement du système d'information complet des entreprises. Dans une démarche à la fois de sécurisation et de sobriété, les entreprises n'hésitent pas à faire appel à des fournisseurs experts qui ont développé les solutions pour répondre aux enjeux en matière de sécurité et de gouvernance (cf. le cas d'ALTEN⁵⁹).

Au niveau international, dans le domaine du Cloud, on peut signaler le partenariat stratégique signé par PwC au Maroc avec

⁵⁹ « Le Cloud, levier de la transformation numérique », 22 octobre 2021. *Alten*
<https://www.alten.com/fr/le-cloud-levier-de-la-transformation-numerique/>

SAP (solution Cloud de référence ERP S/4 HANA). La crise du Covid-19 a amené l'Algérie à décider le développement de sa numérisation mais la route est encore longue. La Tunisie tente de développer l'entrepreneuriat numérique notamment sous l'impulsion du ministère des Technologies de la Communication et de la Transformation Digitale et de l'École Supérieure des Télécommunications de Tunis⁶⁰.

L'Intelligence artificielle, le numérique et la santé

L'intelligence artificielle

L'intelligence artificielle est mise à contribution au service de la lutte contre le Covid-19⁶¹. L'OCDE recommande l'utilisation de l'IA à des fins de diagnostic et de développement de nouveaux traitements. Des plateformes collaboratives internationales pour la recherche de solutions vaccinales ou de traitements sont mises en place.

Elles aboutiront à des résultats spectaculaires avec la mise au point d'une solution vaccinale à base d'ARN déployée massivement par la suite pour contenir la pandémie.

En Tunisie, par exemple, l'intelligence artificielle est mise au service du diagnostic précoce de la maladie à partir de radiographies du poumon.

⁶⁰ « L'AUF encourage et soutient l'entrepreneuriat numérique au Maghreb dans le cadre du projet FETUMA », *AUF Maghreb*.

<https://www.auf.org/maghreb/nouvelles/actualites/lauf-en-courage-et-soutient-l-entrepreneuriat-numerique-au-maghreb-dans-le-cadre-du-projet-fetuma/>

⁶¹ « Utiliser l'intelligence artificielle au service de la lutte contre le Covid-19 », *OCDE*. <https://www.oecd.org/coronavirus/policy-responses/utiliser-l-intelligence-artificielle-au-service-de-la-lutte-contre-le-covid-19-0ef5d4f9/>

Les impacts sur la santé numérique

La gestion de la santé à l'ère de la crise sanitaire suppose des échanges de données entre les acteurs, en particulier entre services publics, industries numériques et individus (données relatives à l'identité, la santé, la géolocalisation et nécessaires au bon fonctionnement des applications). L'émergence de la biopolitique suscite les plus grandes inquiétudes car l'anonymisation totale des données est illusoire, leur sécurisation difficile et surtout l'utilisation de ces données peut être détournée générant de nouvelles menaces. Les données de santé constitueront l'un des principaux vecteurs de puissance et de richesse.

On note que la crise sanitaire a servi d'accélérateur à l'investissement des grandes entreprises du numérique dans le domaine de la e-santé.

La cybersécurité face aux menaces numériques

Pendant la crise sanitaire, les cibles d'attaques cyber se multiplient et forment, désormais, le quotidien d'un nouveau théâtre stratégique où s'affrontent puissances traditionnelles et nouveaux acteurs.

C'est désormais sur le terrain du cyber que se jouent les guerres d'influence. Des guerres que la pandémie du Covid-19 a exacerbées, à la vitesse de l'éclair, à la vitesse du numérique. La crise du Covid-19 a permis une prise de conscience de ce nouveau danger, de ce nouvel espace virtuel appelé cyberspace qui se définit comme un nouveau territoire, en supplément de ceux de la terre, la mer, l'air et l'espace.

Même s'il n'a pas de frontières, ni de règles clairement établies (chaque État peut faire appliquer ses lois sur son territoire, infrastructures physiques, personnes, entreprises...), le cyberspace est néanmoins soumis aux règles du droit international, même si les modalités de fonctionnement restent encore à définir. Ce principe a été acté dans le rapport du Groupe des experts gouvernementaux de l'ONU, ainsi qu'au G20 et au G7. Des normes de comportement responsable des États et des mesures de confiance ont également été adoptées.

Fin 2021, le chef d'état-major des armées, lors de sa présentation de la nouvelle stratégie des armées, a mis en relief l'importance de la cyberdéfense et de la lutte informationnelle (cyber-influence). Les armées, elles-mêmes confrontées aux attaques cyber, à la désinformation, doivent mettre en place des mécanismes de lutte pour sécuriser leurs systèmes et leurs actions, et éviter à tout prix le vol de données. La police et la gendarmerie sont aujourd'hui également dotées de services spécialisés dans la lutte cyber. La transformation numérique va vite et nécessite de fortes capacités d'adaptation et d'anticipation.

Régulation de l'impact des géants du numérique

Face à l'ascension foudroyante des GAFAM (Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft), les États-Unis et l'Union européenne travaillent sur différentes initiatives de régulation des géants du numérique. Les États veulent lutter contre les pratiques anticoncurrentielles de ces entreprises géantes mondiales, soit avec des obligations de transparence soit en envisageant leur disparition. En Europe, au-delà du règlement général sur la protection des données (RGPD) adopté en 2016, les 27 pays membres de l'Union européenne ont adopté le 25/11/2021, une position commune approuvant dans les grandes lignes le Digital

Services Act (DSA - régulation des contenus illicites et de la publicité) et le Digital Markets Act (DMA – régulation de la concurrence).

Ces deux grands règlements se donnent l'ambition de réinventer la régulation d'internet et le droit à la concurrence.

d. Enjeux sur les énergies et ressources

État des lieux des ressources et énergies aujourd'hui

Le monde est en quête d'énergie, de résilience et d'alternatives aux énergies fossiles. La consommation d'énergie, qui devrait augmenter de plus de moitié d'ici 2030⁶², provient en majorité des énergies fossiles (un peu plus de 80 % de la consommation).

- Le charbon représente le quart de ces ressources énergétiques. La consommation mondiale de ce minerai, facile d'utilisation, devrait croître de près de 60 % d'ici à 2030. On estime que les réserves exploitables peuvent couvrir les besoins pendant encore un siècle et demi à deux siècles. En conséquence, l'extraction bat son plein.
- Le gaz naturel représente environ 20 % de la production énergétique mondiale. Avec une demande particulièrement forte dans l'Union européenne, il s'agit de la ressource dont la consommation a progressé le plus fortement.
- Le pétrole est une énergie très particulière car presque la totalité des moyens de transports dépend de cette ressource. Or, nous arrivons à la fin de l'ère du pétrole, les réserves s'épuisent. Le « Pic de Hubbert », pic de la production maximale de pétrole serait franchi entre 2025 et 2035.

⁶² Key World Energy Statistics 2020 - AIE

La production chutera ensuite inexorablement, à moins de découvertes de nouveaux gisements facilement exploitables⁶³. Par conséquent, les prix associés à cette énergie s'envolent.

- L'énergie nucléaire civile représentait en 2018 un peu plus de 10 % de la production d'énergie dans le monde.
- Les énergies renouvelables connaissent un essor spectaculaire. Leur part dans la production d'électricité dans le monde, essentiellement d'origine hydroélectrique et éolienne, devrait passer de plus de 18 % en 2006 à 23 % en 2030.

L'exploitation, la régulation et la distribution de ces ressources représentent des enjeux à la fois de coût et d'organisation. Elle est même parfois remise en cause. Certaines puissances comme les États-Unis ou la Chine couvrent à peine leurs besoins alors qu'elles disposent de vastes ressources. De ce fait, des tensions naissent entre États pour s'approprier les ressources. En Europe et sur le pourtour méditerranéen, il n'existe pas obligatoirement d'adéquation entre zones de production énergétique et zones de consommation.

Certains pays riches ou en développement connaissent une balance énergétique déficitaire : c'est le cas de l'Union européenne. Il est alors nécessaire de recourir aux importations avec tous les risques inhérents à une menace de rupture d'approvisionnement en cas de désaccords (guerre commerciale ou militaire...) ou pandémie

À l'inverse, les pays exportateurs, tels que l'Algérie, la Libye et l'Égypte, connaissent une forte dépendance à la demande en

⁶³ Approvisionnement pétrolier futur de l'Union européenne, DGRIS, Mai-2021

énergie des pays européens pour leurs exportations d'hydrocarbures. À titre d'illustration⁶⁴, l'UE27 absorbait les deux tiers des exportations de gaz et la moitié des exportations de pétrole brut de l'Algérie (2017), les deux tiers des exportations de pétrole et de gaz de Libye (2018) et environ un quart des exportations de pétrole et de gaz de l'Égypte (2019).

Répercussions du Covid-19 sur les ressources

Dès 2020, la pandémie a plongé la majeure partie du monde dans un confinement, provoquant l'arrêt des activités et des transports. La demande en énergie et des ressources a baissé brutalement⁶⁵.

La mobilité des employés et l'approvisionnement des équipements en pièces détachées ont été limités par les restrictions de circulation, obligeant les opérateurs pétroliers et gaziers à suspendre ou ralentir leurs activités.

Pour les pays importateurs de pétrole (UE, Balkans occidentaux, Israël), la crise du Covid-19 a eu peu d'impact sur le secteur énergétique. D'autres comme la Turquie ont réparti différemment les ressources utilisées pour produire de l'électricité en substituant les énergies renouvelables au gaz dont la part a chuté à un niveau historiquement bas⁶⁶.

⁶⁴ Les enjeux énergétiques en Afrique du Nord IRIS- Observatoire de la sécurité des flux et des matières énergétiques, Rapport exécutif 8 – Juin 2021

⁶⁵ Une exception toutefois concerne la consommation de gaz qui a augmenté en UE de 7,6% au premier trimestre 2021 par rapport à l'année précédente. Le confinement a en effet augmenté les besoins en chauffage domestique.

⁶⁶ « Turquie : impact significatif des mesures imposées lors de la crise du coronavirus sur la production d'énergie », 8 juillet 2020, *Map Ecology*
<https://mapecology.ma/actualites/baisse-energie-impact-significatif-production-energie/>

Pour les pays exportateurs, la situation est variable comme détaillé ci-dessous.

Énergie - facteur de stabilité politique : les cas algériens et libyens.

Leurs exportations jouent un rôle déterminant pour l'équilibre des régimes politiques. Les revenus pétroliers et gaziers représentent entre 40 % et 60 % du budget de l'État (voire jusqu'à 80 % lorsque le prix du pétrole est très élevé).

En Algérie, le secteur énergétique a été lourdement impacté par la crise sanitaire liée au Covid-19. D'un côté, la mise à l'arrêt de l'économie a conduit à une baisse de consommation d'énergie (notamment d'électricité) pour la première fois depuis 1995. Dans le même temps, les importations de l'Italie et l'Espagne, principaux clients du gaz algérien, ont été fortement réduites.

Les finances de l'État algérien ont été durement affectées par l'effondrement de la demande de pétrole et la chute des prix. En conséquence, la moitié des investissements prévus dans le secteur des hydrocarbures pour 2020 et 2021 a été reportée alors que la capacité de production est en baisse depuis plusieurs années.

En Libye, même si en 2019, le pays dispose des premières réserves de pétrole d'Afrique (2,8 % des réserves mondiales)⁶⁷, la guerre a rendu la situation plus critique.

En effet, même si le secteur des hydrocarbures est resté le seul secteur productif à avoir continué à fonctionner, l'embargo imposé par les troupes du général Haftar a conduit à un arrêt quasi-total des exportations.

⁶⁷ Jean-Pierre FAVENNEC et Philippe COPINSCHI. « Les nouveaux enjeux pétroliers en Afrique », *Politique africaine*, vol. 89, no. 1, 2003, pp. 127-148.

Une fois la crise inter-libyenne résolue, la production pourrait augmenter progressivement au cours des dix prochaines années.

Pour autant, celle-ci ne devrait pas regagner son niveau d'avant-guerre avant la fin de la décennie.

Alternative à la dépendance aux hydrocarbures - diversification des ressources

La transition vers des sources d'énergies renouvelables est une voie vers la souveraineté énergétique des États. La pandémie du Covid-19 a en effet permis de prendre conscience (pour les pays importateurs) de la nécessité de diversifier leurs sources d'approvisionnement et les types d'énergies pour gagner en souveraineté et sécurité.

Les énergies renouvelables ont prouvé leur capacité à couvrir une part importante des besoins énergétiques d'un État. Par exemple, l'éolien et le photovoltaïque sont, en effet, des sources d'énergie autonomes. La gestion des parcs de production est essentiellement réalisée à distance, les interventions *in-situ* sont exceptionnelles et limitées à quelques opérations de maintenance.

Les effets de la reprise économique ont conduit à des niveaux records dans la demande de gaz, de pétrole et de charbon et à une flambée des prix. La transition énergétique, plus écologique, tente de se frayer une place à travers les programmes structurants (cf. III.5 initiative *NextGenerationEU* de l'Union européenne), soutenant en particulier les projets de recherche et d'innovation pour la transition verte.

Ces programmes comprennent des investissements stratégiques dans les réseaux transeuropéens de transport d'énergie.

Le nucléaire résilient face au Covid-19

La pandémie du Covid-19 a impacté l'industrie nucléaire aussi bien sur le cycle du combustible que sur la production d'électricité mais également sur l'offre que sur la demande⁶⁸.

Les causes de cet impact sont le confinement (limitation des déplacements et des personnes), les contraintes de santé, et les difficultés sur les chaînes d'approvisionnements (matériaux nucléaires et autres).

Sur le cycle du combustible

Les conséquences sur les différents éléments de la filière énergétique du nucléaire sont multiples :

- L'industrie minière nucléaire a été faiblement touchée du fait des faibles coûts d'exploitation et de production.
- Un ralentissement de la production minière d'uranium du fait de la fermeture et de la baisse de la production (Kazakhstan, Canada, Namibie, soit 2/3 des producteurs mondiaux) a entraîné une hausse de plus de 33% des prix, dépassant les niveaux de 2016 (>30 dollars), sans entraîner de souffrance sur la demande⁶⁹.

⁶⁸ <https://world-nuclear.org/information-library/current-and-future-generation/covid-19-coronavirus-and-nuclear-energy.aspx#ECSArticleLink1> ; et IAEA Newsletter, Energy Forum (iaee.org) : <https://www.iaee.org/newsletter/issue/104>

⁶⁹ "Covid-19 Coronavirus and Nuclear Energy. *World nuclear* <https://world-nuclear.org/information-library/current-and-future-generation/covid-19-coronavirus-and-nuclear-energy.aspx#ECSArticleLink1>

- L'impact du Covid-19 sera lissé sur une période 2021-2025 du fait des constantes de temps sur la production de matières nucléaires⁷⁰.

Concernant la production d'électricité

L'énergie électronucléaire représente 10% de la production électrique mondiale à travers 30 pays environ.

Dans de nombreux États, lors de la pandémie du Covid-19, les infrastructures et le personnel du nucléaire ont été considérés comme essentiels et critiques⁷¹.

- Concernant les opérations sur les réacteurs en cours de fonctionnement, les activités non critiques ont été annulées modifiant les plannings sur la période 2021-2025.
- Aucune centrale nucléaire n'a été fermée ni arrêtée mais la production électrique⁷² a été ralentie pour s'adapter à la diminution de la demande et la priorisation de production des EnR.
- Les opérations de rechargement de combustibles (durée de 12 à 18 mois tous les 3 ans) n'ont pas connu de difficultés d'approvisionnement et ont été seulement retardées (Espagne, Slovaquie, Canada, États-Unis, République Tchèque, Chine et France).

⁷⁰ IAEA Newsletter, Energy Forum (iaee.org) : <https://www.iaee.org/newsletter/issue/104>

⁷¹ "Covid-19 Coronavirus and Nuclear Energy. *World nuclear* <https://world-nuclear.org/information-library/current-and-future-generation/covid-19-coronavirus-and-nuclear-energy.aspx#ECSArticleLink>

⁷² Marta M. GOSPODARCZYK « En temps de Covid-19, le nucléaire reste une source d'énergie fiable et adaptable en France comme dans le reste du monde ». 29 septembre 2021. *Agence internationale de l'énergie atomique*. <https://www.iaea.org/fr/newscenter/news/en-temps-de-covid-19-le-nucleaire-reste-une-source-denergie-fiable-et-adaptable-en-france-comme-dans-le-reste-du-monde>

- Dans le domaine du retraitement des déchets⁷³, il est à noter la suspension d'activités non critiques à La Hague et l'arrêt de Magnox (Royaume Uni, réouverture 08/2021).

La production d'électricité par le nucléaire montre ainsi une résilience plus forte que celle par le gaz, et également des qualités pour les systèmes électriques et pour la production non carbonée⁷⁴.

Les constructions du futur

Les conséquences de la crise liée au Covid-19 ont entraîné une augmentation des délais et des coûts de constructions des centrales en cours (500 millions de livres pour Hinkley Point, EDF au Royaume-Uni⁷⁵) qui s'étaleront sur la période 2021-2025⁷⁶ ainsi que la suspension de certains projets (Royaume-Uni, Bulgarie). La relance de ces dossiers et leur concrétisation pourraient contribuer à accélérer la reprise économique.

Perspectives

⁷³ "Covid-19 Coronavirus and Nuclear Energy. *World nuclear* <https://world-nuclear.org/information-library/current-and-future-generation/covid-19-coronavirus-and-nuclear-energy.aspx#ECSArticleLink>

⁷⁴ Henri PAILLÈRE, Bertrand MAGNE, Hal TURTON, « Covid-19 et électricité ç faibles ém issions de carbone : les enseignements à tirer pour l'avenir », 27 juillet 2020. *Agence internationale de l'énergie atomique*.

<https://www.iaea.org/fr/newscenter/news/covid-19-et-electricite-a-faibles-emissions-de-carbone-les-enseignements-a-tirer-pour-lavenir>

⁷⁵ "Covid-19 Coronavirus and Nuclear Energy. *World nuclear* <https://world-nuclear.org/information-library/current-and-future-generation/covid-19-coronavirus-and-nuclear-energy.aspx#ECSArticleLink>

⁷⁶ Marta M. GOSPODARCZYK « En temps de Covid-19, le nucléaire reste une source d'énergie fiable et adaptable en France comme dans le reste du monde ». 29 septembre 2021. *Agence internationale de l'énergie atomique*.

<https://www.iaea.org/fr/newscenter/news/en-temps-de-covid-19-le-nucleaire-reste-une-source-denergie-fiable-et-adaptable-en-france-comme-dans-le-reste-du-monde>

La crise du Covid-19 a montré la nécessité de diversification des chaînes d'approvisionnement qui pourraient aider aux développements industriels de certaines régions^{71,77}. Certains pays, comme la France, ont déjà annoncé la relance de leur programme électronucléaire (plan de relance Covid). Ces phénomènes sont accentués par la crise énergétique européenne provoquée par le conflit russo-ukrainien. Certains pays projettent (France) ou ont indiqué (Belgique⁷⁸) le prolongement de la durée de vie de leurs centrales nucléaires.

Une réflexion sur notre capacité à la transition énergétique au-delà de la pandémie Covid-19 (élément du mix énergétique) se poursuit donc non plus seulement pour des raisons écologiques et environnementales mais aussi pour des questions de disponibilité énergétique et de diversification des sources d'approvisionnement (souveraineté).

La sécurisation des approvisionnements : un enjeu géopolitique majeur

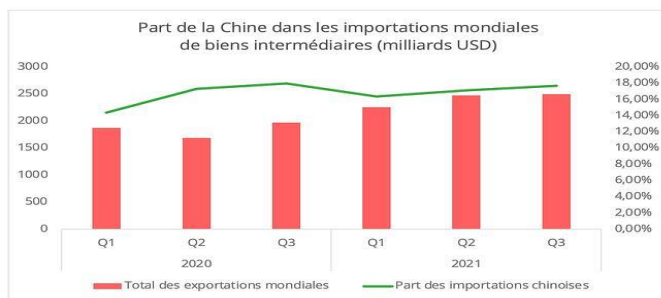
Toutefois, la crise Covid-19 a remis sur le devant de la scène les dangers de la mondialisation pour les interdépendances qu'elle induit. Elle a rappelé le rôle clef de la Chine, fournisseur privilégié du reste du monde, surtout sur certains types de produits. En conséquence, des projets et des constructions ont été stoppés à cause de problèmes d'approvisionnement ou de logistique.

⁷⁷ Michael AMDI MADSEN, « Améliorer la sûreté des centrales nucléaires vieillissantes pendant le confinement », 17 décembre 2021, *Agence internationale de l'énergie atomique*.

<https://www.iaea.org/fr/newscenter/news/ameliorer-la-surete-des-centrales-nucleaires-vieillissantes-pendant-le-confinement>

⁷⁸ « La Belgique repousse de dix ans sa sortie du nucléaire », 19 mars 2022, *Le Temps*. <https://www.letemps.ch/monde/belgique-repousse-dix-ans-sortie-nucleaire#:~:text=La%20strat%C3%A9gie%20du%20gouvernement%20belge,%2C%20soit%20jusqu'en%202035.>

La Chine est non seulement le plus grand importateur mais aussi le plus grand exportateur de biens intermédiaires au monde (graphique ci-dessous).



Part de la Chine dans les importations mondiales de biens intermédiaires (en milliards USD)⁷⁹(ENE 15)

Selon le rapport de la Commission européenne sur le « Bilan approfondi des dépendances stratégiques de l'Europe », des partenariats internationaux récemment lancés permettront de diversifier et de renforcer les chaînes d'approvisionnement.

Les besoins d'investissements sont en cours d'identification, associés à des projets concrets d'alliances industrielles. Cette diversification des approvisionnements, à l'initiative des industriels, peut bénéficier dans certains cas exceptionnels d'un soutien politique. Ainsi, la Commission a adopté des propositions visant à mettre en place des cadres réglementaires adaptés aux besoins dans le domaine des semi-conducteurs, de l'hydrogène et des batteries⁸⁰.

⁷⁹ Ganiy ZHANG « La reconfiguration accélérée des chaînes d'approvisionnement mondiales », 3 mai 2022, *Upply* <https://market-insights.upply.com/fr/la-reconfiguration-acceleree-des-chaines-approvisionnement-mondiales>

⁸⁰ « EU strategic dependencies and capacities : second stage of in-depth reviews » Commission européenne. <https://ec.europa.eu/docsroom/documents/48878>

À la suite du rapport Varin sur la sécurisation de l’approvisionnement en matières premières, le plan d’investissement France 2030, ciblé sur les métaux critiques, mobilise une enveloppe d’un milliard d’euros pour renforcer la résilience du tissu industriel sur les chaînes d’approvisionnement en métaux⁸¹.

L’Europe prépare également l’ouverture de mines et de raffineries pas toujours bien acceptées, pour tenter de réduire sa dépendance aux importations. L’UE souhaite instaurer une norme « responsable » pour tenter de convaincre son opinion publique⁸².

La crise ukrainienne relance la stratégie gazière

La crise ukrainienne a imposé pour les sociétés occidentales le choix de réduire leur consommation énergétique en provenance de Russie. Cette dernière a trouvé un débouché en Chine pour ses exportations énergétiques mais la mise en place des infrastructures pour le transport du gaz sera longue.

La situation reste instable et il est difficile pour les économies européennes (Allemagne, Italie notamment) de se passer du gaz russe.

3. Enjeux humains et sociétaux

a. Questions migratoires

⁸¹ « France 2030 : Le rapport « Varin » sur la sécurisation de l’approvisionnement en matières premières minérales remis au Gouvernement ». 11 janvier 2022. *Minéral Info*. <https://www.mineralinfo.fr/fr/actualite/actualite/france-2030-rapport-varin-sur-securisation-de-lapprovisionnement-matieres>

⁸² « Transition énergétique : va-t-on ouvrir des mines de lithium en Europe ? » 14 janvier 2022, *Euractiv*. <https://www.euractiv.fr/section/plan-te/news/transition-energetique-va-t-on-ouvrir-des-mines-de-lithium-en-europe/>

Pendant presque toute l'histoire de l'humanité, l'homme a été nomade. Ce que nous savons des migrations humaines, c'est qu'il y a un décalage entre la réalité et les chiffres de migrations présentés du fait même de la définition de ce qu'est un migrant international, car il n'existe pas de définition communément admise et utilisée. Les informations les plus fiables viennent de la division de la population (la DAES) de l'ONU.

Définition d'un « migrant international »

« Toute personne qui réside dans un pays étranger depuis plus d'un an ». Cela exclut toutes les migrations internes à un pays du fait de l'urbanisation, par exemple⁸³.

Restriction de mouvement des populations

Le Covid-19 et les restrictions de mouvement de population notamment en Afrique du Nord ont entraîné des changements sur les schémas habituels de migration. Alors que l'Afrique du Nord reste une zone de transit majeure pour les migrants venus d'autres régions d'Afrique, la fermeture des frontières a entraîné une baisse du nombre total de migrants partant vers l'Europe via la Méditerranée en 2020.

La pandémie et les mesures prises par les différents États pour la contenir ont également eu des effets restrictifs sur les intentions de migration, y compris pour les migrants essayant de quitter des pays confrontés à des problèmes sécuritaires majeurs tels que la Libye, où la surpopulation et le manque d'eau potable ont rendu la population vulnérable au Covid-19.

⁸³ « Où migrent les humains », 42 - la réponse à presque tout S1 E29, ARTE, 2022, 26 m inutes.

Certains pays d'Afrique du Nord, comme l'Algérie, en accord avec des pays d'origine, dont le Mali, ont temporairement levé les restrictions de voyage et ont permis à l'OIM (Organisation Internationale pour les Migrations), par exemple, de faciliter le retour en toute sécurité des migrants bloqués.

Conséquences dramatiques de migrations pendant la période Covid-19

Même pendant les années Covid-19, les migrations ont continué au vu du nombre de décès comptabilisés. Ainsi, d'après l'ONU le 18/12/2020, bien qu'il y eût plus de « 90.000 restrictions de voyage et de mobilité liées au coronavirus imposées dans le monde entier », des dizaines de milliers de personnes en situation désespérée continuent de se lancer dans des voyages dangereux à travers les déserts, les jungles et les mers, avec des milliers de morts en cours de route. Selon le projet des « Migrants disparus » de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), ce sont exactement 3.174 migrants qui sont décédés le long des différents itinéraires migratoires dans le monde cette année.

Il s'agit d'une baisse de près de 2.000 morts par rapport aux 5 327 décès recensés par l'OIM en 2019. « Le fait que des personnes continuent à faire ces voyages malgré la nature sans précédent des restrictions à la mobilité souligne la nécessité de disposer d'options de migration plus sûres, légales et prévisibles », a dit en décembre 2020 aux médias à Genève, Paul Dillon, porte-parole de l'OIM⁸⁴.

Définition des raisons des migrations :

⁸⁴ « Plus de 3.000 migrants morts cette année malgré le confinement mondial lié à la Covid-19 (OIM). *Organisation des Nations unies*.
<https://www.un.org/development/desa/fr/news/population/migrant-day-020.htm>

Seulement 1/10^{ème} des migrants fuient la guerre, la violence ou les persécutions politiques., Pour les autres, changer de lieux de résidence pour un pays précis, est un choix volontaire et réfléchi pour les raisons suivantes :

- **quête d'une vie meilleure** (les 2/3 des migrants qui visent des pays à hauts revenus) c'est-à-dire pour raisons économiques et liées au travail ;
- **à la recherche d'une ascension sociale et financière** (liée au mode de vie et à la retraite). Il s'agit notamment de l'emploi dans les secteurs à hauts revenus (on parle alors de fuite des cerveaux et de perte de compétence et de savoirs au profit des pays de destination). « La Tunisie est classée au 2^{ème} rang des pays arabes en matière de fuite des cerveaux après la Syrie », selon l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). On dénombre près de 4 000 ingénieurs ayant quitté la Tunisie. Il en va de même pour les médecins, les enseignants universitaires et les ingénieurs en informatique⁸⁵. Ces migrations sont des facteurs de croissance économique et de stabilité fiscale pour les pays industrialisés concernés⁸⁶.
- **recherche d'une meilleure éducation** (pour étudier ou suivre sa famille).

⁸⁵ Hajar CHERNI « Exode des cerveaux : l'élite tunisienne destinée à l'exportation ». 15 juillet 2021. *Agence Anadolu*. <https://www.aa.com.tr/fr/afrique/exode-des-cerveaux-élite-tunisienne-destinée-à-l'exportation-/2305365>

⁸⁶ Emilie VIGNON, « Tunisie : les revenus touristiques plongent de 60% », 28 septembre 2020. *L'écho touristique*. <https://www.lechotouristique.com/article/tunisie-les-revenus-touristiques-plongent-de-60>.

Les sociologues se sont penchés sur les facteurs qui accentuent les migrations, par le prisme le plus important pour comprendre notre futur, la géographie :

- **Plus une région est riche et peuplée, plus elle va attirer de migrants** (pays en développement vers pays industrialisés).

L'Afrique du Nord reste une plaque tournante majeure de transit et un point de départ pour les migrants d'Afrique subsaharienne qui tentent de se rendre en Europe et au-delà. Des dizaines de milliers de migrants tentent d'atteindre l'Europe depuis l'Afrique du Nord en empruntant deux routes principales, les routes de la Méditerranée centrale (principalement de la Libye et de la Tunisie vers l'Italie) et les routes de la Méditerranée occidentale (en grande partie du Maroc et de l'Algérie vers l'Espagne). Le long des routes de la Méditerranée centrale vers l'Italie, ce sont les Tunisiens qui ont constitué le plus grand contingent de migrants.

- **Les violences, la guerre, les persécutions**

Concernant le Moyen-Orient, bien que des progrès aient été réalisés en termes de résolution des conflits et de consolidation de la paix dans plusieurs pays, les conflits et la violence restent les principaux moteurs de déplacement). Avec près de sept millions de réfugiés du pays en 2020, la République arabe syrienne reste la plus grande source de réfugiés dans le monde.

D'autres pays de la sous-région, comme l'Irak, ont également vu un nombre important de leurs populations déplacées à travers les frontières. En outre, le Moyen-Orient continue d'être l'une des principales destinations des réfugiés, la plupart venant de pays de la sous-région.

Ainsi, 5,7 millions de réfugiés des territoires palestiniens, sous le mandat de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA - *United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees in the Near East*), sont hébergés. Le Moyen-Orient est l'une des plus grandes zones d'accueil pour les réfugiés dans le monde. Le Liban et la Jordanie, par exemple, se classent parmi les cinq premiers pays d'accueil de réfugiés dans le monde (en pourcentage de la population nationale). Une personne sur 8 au Liban et une personne sur 15 en Jordanie est un réfugié, dont beaucoup sont originaires de la République arabe syrienne ou des Territoires palestiniens.

- **Les facteurs environnementaux**

Ils entraînent des migrations liées au changement climatique.

Notons toutefois que les migrations que connaît l'espace méditerranéen sont relativement faibles par rapport aux migrations internes à l'Afrique et à l'Asie (exemple, en Chine, le volume des migrations des zones rurales vers les villes sont plus conséquentes que le volume de la totalité des migrants internationaux dans le monde⁸⁷ même si le Covid-19 comme le changement climatique tend à les renforcer et les aggraver.

À quel point la migration va-t-elle augmenter dans l'avenir ?

« Fortement ! » selon les paroles prononcées par Pierre Razoux dans sa présentation du 16/10/2021 en précisant que l'Afrique et l'Asie vont connaître les plus grandes poussées démographiques

⁸⁷ « Où migrent les humains », 42 - la réponse à presque tout S1 E29, ARTE, 2022, 26 m inutes.

dans le monde et que les problématiques de l'eau et des changements climatiques vont conduire à des migrations conséquentes qu'il faudra gérer dans le futur.

En plus de la crise sanitaire, un facteur aggravant est la mondialisation : si on additionne les 5 éléments suivants (démographie, conflits, technologie, crise économique, changement climatique), le tout multiplié par l'interconnexion, c'est-à-dire les infrastructures et les réseaux nous permettant de nous déplacer, on obtient des migrations de grande ampleur. L'interconnexion planétaire agit comme un amplificateur. La mondialisation a facilité l'accès à l'information sur les différentes régions du globe qui permet de savoir ce qui existe ailleurs. Les exportations ont été multipliées par 20 ces 60 dernières années, le nombre de touristes atteint 1,5 milliard par an. Les premiers migrants créent un socle dans le pays de destination, ce qui permet à d'autres migrants de s'y ajouter via les réseaux de migration et d'obtenir de l'aide (logement, travail), et donne de la visibilité sur la migration. Ainsi, une meilleure interconnexion augmente la migration⁸⁸.

Quand les européens financent quelques pays du Maghreb pour contenir l'immigration : l'exemple tunisien.

En juillet 2020, la ministre de l'Intérieur italienne Luciana Lamorgese s'est rendue deux fois à Tunis pour demander au gouvernement tunisien de mieux contrôler les flux migratoires. Face à la très grave crise économique qui frappe le pays et qui explique en grande partie la hausse des flux migratoires, elle offrait l'assistance de l'Italie tandis que le ministre des Affaires étrangères

⁸⁸ Ibid.

italien Luigi di Maio préférerait faire monter la pression. Il menaçait, sans réponse adaptée, de suspendre les 6,5 millions d'euros de financement italien pour endiguer l'immigration clandestine⁸⁹. En 2020, l'Italie a également offert à la Tunisie 11 millions d'euros pour apporter une formation et un soutien aux garde-côtes tunisiens pour contenir les flux migratoires⁹⁰.

Tout indique que les mouvements migratoires vont augmenter, cela dépendra du nombre de personnes qui peuvent se permettre de quitter leur pays natal. Dans bien des cas, migrer est un des derniers recours contre ce qui menace leur survie. D'après Jean-Marc Balencie, certains des pays de la rive Sud ou est sont aigris par le comportement de l'UE à qui ils reprochent d'avoir fait le choix d'accueillir les migrants ukrainiens à la suite de la guerre en Ukraine, à hauteur de 5,5 millions de personnes mais s'est révélée bien moins accueillante avec les migrants des pays du Maghreb⁹¹.

b. Les enjeux sociétaux et les valeurs démocratiques

Questionnement des valeurs démocratiques (libertés)

L'impact mondial de la crise sanitaire en matière de respect de valeurs démocratiques et de redéfinition du rôle de l'État impacte largement le théâtre méditerranéen, quels qu'en soit la culture ou le niveau de pratique « démocratique ». Des principes fondamentaux au sein des sociétés, modernes ou plus traditionnelles, ont par ailleurs été

⁸⁹ Olivier TOSSERI « Le nombre de migrants tunisiens arrivant en Italie a quadruplé depuis le début de l'année », 30 octobre 2020. *Les Echos*. <https://www.lesechos.fr/m onde/europe/le-nombre-de-migrants-tunisiens-arrivant-en-italie-a-quadruple-depuis-le-debut-de-lannee-1260771>

⁹⁰ « La crise politique tunisienne affecte-t-elle les flux migratoires ? », 11 août 2021, *Africanews*. <https://fr.africanews.com/2021/08/11/la-crise-politique-tunisienne-affecte-t-elle-les-flux-migratoires/>

⁹¹ En tretien avec Jean-Marc Balencie, responsable du blog <https://horizonsincertains.com/>

bousculés, voire percutés, par la menace que chacune a désormais représenté pour son entourage.

Dans ce contexte, et de façon presque unanime, des dispositions d'un nouveau genre ont été mises en place par des États qui, de part et d'autre de la Méditerranée, ont conduit des politiques inédites de restriction de libertés ayant fait l'objet d'une tolérance très large par les populations.

L'équilibre entre libertés individuelles et intérêt présenté comme « général » a ainsi, très largement, évolué en direction du général, identifié comme unique voie de sortie de crise.

Concernant la « santé », eu égard à la définition qu'en fait l'Organisation mondiale de la santé (OMS) « *La santé est un état de complet bien-être physique, mental et social et ne consiste pas seulement en une absence de maladie ou d'infirmité* », les restrictions de liberté, notamment en matière de déplacement ou d'interaction sociale, sont à ce titre emblématiques du paradoxe engendré par la crise.

Dans ce contexte, les principes considérés comme fondateurs de l'État de droit ont été, assez unanimement, assimilés à des contraintes inadaptées à une situation d'urgence vécue. C'est ainsi que des instances techniques, non représentatives, à l'instar des différents conseils scientifiques, ont largement guidé l'action des gouvernements. Le retrait temporaire, le plus souvent consenti, des différents Parlements des processus décisionnels, n'a pas suscité de franche opposition au sein des différentes politiques d'opposition ou non, ou d'une large majorité des opinions publiques.

La notion de liberté d'expression a quant à elle été revisitée tandis qu'émergeaient les notions de complotisme, voire de désinformation, qui ont souvent conduit à masquer les opinions divergentes et même

l'expression d'un doute ou d'une interrogation. La valeur rhétorique du débat, sanitaire ou politique, a été mise à mal - y compris dans le domaine scientifique, où la controverse accompagne [pourtant] les progrès pour faire avancer la recherche⁹².

Ainsi, la course initiale au(x) vaccin(s) s'est muée de sprint en marathon : alors que cette ressource, fruit d'une prouesse technologique, fut d'abord rare et chère, elle a parfois fini par apparaître pléthorique (et plus chère). Unanimement présentés comme un véritable « game changer », permettant d'entrevoir le retour à la vie d'avant, les vaccins ont fait l'objet d'une campagne massive de promotion. *In fine*, les échanges et le débat étant devenus tendus, le vaccin et sa diffusion ont finalement – paradoxalement – contribué à faire émerger deux clans, très dissymétriques, dont l'un, celui des non-vaccinés, a parfois fait l'objet de mesures de répression assez inédites.

Impact des aides et des religions

Néanmoins, certaines initiatives ont perduré pendant la pandémie. Ainsi, la dynamique autour de l'Initiative pour la gouvernance, par exemple, ayant pour objectif de promouvoir des politiques permettant une croissance durable et inclusive, s'est maintenue. Grâce à une coopération entre l'OCDE et la région du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord afin de répondre aux besoins régionaux et aux priorités de développement - y compris l'intégration des femmes et des jeunes, elle vise à prendre en compte la diversité de la région en apportant une aide ciblée à certains pays. Pour ce faire, elle rassemble les gouvernements des pays MENA et de l'OCDE, la communauté internationale, la société civile et le secteur privé.

⁹² Aline RICHARD et Hélène LE MEUR, *Les grandes controverses scientifiques*, Paris, Du nod, 2014, 166 p. (ISBN 978-2-10-071033-1), p. III

Par ailleurs, la religion ne semble pas, dans le contexte de la pandémie, s'être révélée comme un marqueur de distinction et ce, quel que soit son lien, institutionnel ou pas, avec le mode de gouvernement, dans les pays pour lesquels le facteur religieux est inscrit dans les constitutions ou dans les textes fondamentaux ou dans ceux pour lesquels la religiosité des populations est très forte sans que la religion ne soit une religion d'État.

Pour autant, *in fine*, ces tendances générales vers une gouvernance plus autoritaire constituent autant de signaux d'une vitalité démocratique atteinte par deux années de pandémie : leur apparition et leur persistance portent en elle le risque que la pertinence d'un État de droit, porté notamment par les principes de séparation des pouvoirs, soit en réalité négociable, voire inefficace dans certains cas. Le cas échéant, les contours du nouveau modèle, désigné comme celui permettant de répondre aux défis face auxquels l'ancien se serait révélé inadapté, constituent un projet stratégique incluant l'ensemble des dimensions sociétales, morales, politiques et philosophiques qui entourent la notion même d'État.

VIII. Synthèse et conclusions

Alors que l'économie peine à se relancer après la pandémie de Covid-19, la guerre en Ukraine est venue sur-déstabiliser le paysage économique méditerranéen. Il est toutefois possible de dresser un bilan des grandes tendances observées actuellement.

1. Rive nord : l'Union européenne, un acteur économique et social plus que politique

L'Union européenne, via le SEAE (Service Européen pour l'Action Extérieure) et à travers la « Team Europe », investit massivement dans les économies, notamment sous les angles humanitaires et via

les systèmes de santé, mais peine parfois à convertir son action en capital politique⁹³.

En revanche, le constat, déjà vrai avant le conflit en Ukraine, selon lequel les fortes critiques suscitées par l'utilisation des sanctions économiques en politique extérieure prouveraient leur efficacité, a de nouveau confirmé sa pertinence, bien que limité dans son action par la propre dépendance énergétique de l'Europe.

Toutefois, une Union européenne bâtie sur un socle économique, monétaire et militaire, saura-t-elle être un liant suffisant pour contrer les influences externes ?

2. Rive Nord : l'épée de Damoclès de la dette et de l'inflation

Une hausse des taux d'intérêt rendrait le ratio dette sur PIB insoutenable. Ainsi une vague inflationniste se traduirait par une situation probablement explosive, avec une perte de pouvoir d'achat qui pourrait se traduire par un embrasement social⁹⁴. L'équilibre, fragile, pourrait rompre. La montée du vote contestataire dans les démocraties européennes constitue un signe à ne pas négliger.

La reprise économique pourrait être ralentie par la récupération de retard des faillites d'entreprises, de nombreuses sociétés ayant été maintenues artificiellement « sous perfusion » durant les confinements.

⁹³ « Plan de relance pour l'Europe », *Commission européenne*.
h https://ec.europa.eu/info/strategy/recovery-plan-europe_fr

⁹⁴ Guillaume MARDER, « La dette publique, une épée de Damoclès pour les États ? », 9 septembre 2022, *Oeconomicus*. h <https://oeconomicus.fr/la-dette-publique-une-eppee-de-damocles-pour-les-etats/>

En Afrique, les effets pourraient demeurer limités à court terme, car selon le rapport de l'AFDB (Banque Africaine de Développement), les niveaux d'endettement régionaux resteront soutenables. À l'horizon 2025, ils avoisineront néanmoins 100% du PIB en Algérie et Tunisie, circonscrits dans une fourchette de 77-78% du PIB en Égypte et au Maroc et de 57,9% en Mauritanie⁹⁵.

Les prévisions restent toutefois incertaines, comme le souligne le FMI : *« une grande incertitude entoure les perspectives d'inflation, principalement en raison de l'évolution de la pandémie, de la durée des perturbations de l'approvisionnement et de la manière dont les anticipations d'inflation peuvent évoluer dans ce contexte »*⁹⁶.

3. Rive Sud : un risque d'implosion car la crise économique liée à la pandémie a accentué les difficultés préexistantes

Les printemps arabes avaient trouvé leurs racines dans des causes économiques. Les régimes qui ont succédé n'ont pas apporté de solutions pérennes et la crise économique décrite dans les paragraphes précédents a ravivé des plaies. Les aides extérieures, en particulier celle du FMI, ne sauront être que temporaires. Sortir du marasme économique nécessite le plus souvent des réformes profondes, le besoin de trouver de nouveaux moteurs de croissance.

⁹⁵ « Perspectives économiques en Afrique du Nord 2021 : retour de la croissance grâce à la vaccination, un pétrole fort et la reprise du commerce », 5 novembre 2021. *Groupe de la banque africaine de développement* : <https://www.afdb.org/fr/news-and-events/press-releases/perspectives-economiques-en-afrique-du-nord-2021-retour-de-la-croissance-grace-la-vaccination-un-petrole-fort-et-la-reprise-du-commerce-46600>

⁹⁶ Rapport du FMI Perspectives de l'économie mondiale.

Ainsi, fin 2021, l'ONU et l'UA (Union africaine), constatant l'aggravation de la faim sur le continent, ont publié un rapport exhortant les pays à transformer leurs systèmes agroalimentaires à court terme. Le communiqué publié sur le site de l'ONU⁹⁷ indique également : « à plus long terme, les pays devront investir dans l'agriculture et les secteurs connexes, ainsi que dans les services liés à l'eau, à la santé et à l'éducation. »

À ces difficultés, pourront s'ajouter celles du financement, et des conséquences de la guerre en Ukraine. Le FMI indique que les économies en difficulté nécessitent un accès aux liquidités internationales. L'organisation propose une allocation générale de droits de tirage spéciaux de 650 milliards de dollars, qui pourrait aider les pays en développement à renforcer leurs réserves, ainsi qu'un allègement des contraintes de liquidité. Le FMI indique également que ces actions doivent être « renforcées par des politiques nationales adaptées au stade de la crise, qui contribueront à catalyser une reprise durable et inclusive »⁹⁸.

Ces besoins de financement pourront créer des opportunités pour des pays comme la Chine, qui pourront ensuite s'en servir pour accroître leur influence dans des pays asphyxiés par des dettes trop lourdes, selon leur modus operandi usuel.

Ces difficultés économiques poseront sans nul doute un défi sécuritaire, causant une montée des tensions internes dans les pays fragilisés, ou faisant le terreau du terrorisme et des mouvements djihadistes.

⁹⁷ « L'année de la pandémie de Covid-19 marquée par une hausse de la faim en Afrique (ONU/UA) », 14 décembre 2021. <https://news.un.org/fr/story/2021/12/1110672>

⁹⁸ Kristalina GEORGIEVA « La prochaine phase de la crise : redoubler d'efforts pour permettre une reprise résiliente » 16 juillet 2020, *Fonds monétaire international*, <https://www.imf.org/fr/News/Articles/2020/07/15/>

Rive Sud : des organisations régionales

La PEV, permettant de reconnaître à certains partenaires méditerranéens un statut différencié en fonction de leur volonté de s'ancrer à l'UE, pourrait être un puissant accélérateur de **régionalisation**. Car cet ancrage ne se fera pas sans réformes dans les pays du Sud ; et un amarrage à l'UE de certains pays pilotes pourrait la favoriser en créant un effet d'entraînement.

Ainsi, on a vu se développer bon nombre de coopérations euro-méditerranéennes :

- Institutionnelles : assemblée parlementaire euro-méditerranéenne (2004), ouverture de la politique de recherche européenne aux pays méditerranéens, lancement d'un espace euro-méditerranéen de l'innovation ;
- non gouvernementales : Fondation Anna Lindh pour le dialogue entre les cultures, marché euromed de l'immobilier d'entreprise, etc...

Toutes ces initiatives, complétées par des stratégies économiques, ont ainsi fait émerger des pôles régionaux de compétences, qui tendent de fait à accélérer le processus de régionalisation.

Par ailleurs, la rénovation des infrastructures portuaires du bassin semble un axe prépondérant, qui si elle s'accompagnait d'une stratégie transnationale de remise à niveau, pourrait constituer le déclencheur que le PEM et l'UpM (Union Pour la Méditerranée) attendent depuis longtemps.

On peut de fait constater que la Chine verrait un intérêt à ce que le bassin méditerranéen devienne la principale porte d'entrée de l'Europe.

À ce titre, elle n'a pas hésité à prendre des participations dans bon nombre de ports du bassin : Pirée en Grèce ; Cherchell en Algérie ; Port-Saïd et Alexandrie en Égypte ; Ashdod et Haïfa en Israël ; terminal Kumport du port Ambarli Istanbul ; Savone, Trieste, Gênes, et Naples en Italie.

4. Sur le plan militaire

Qu'ils soient endogènes ou exogènes à l'ensemble Méditerranée – MENA, cette zone constitue un carrefour, un point de passage obligé, un point d'appui pour de nombreux États. Sauf événement disruptif ou surprise stratégique, cette situation ne devrait pas évoluer dans les 15 à 20 prochaines années. Le Grand Nord et la mer Baltique constitueront, avec l'ouverture de nouvelles routes maritimes plus praticables, de nouvelles zones de concentrations de moyens militaires sans concurrence les unes avec les autres.

Au printemps 2021, les États-Unis et la Russie ont prolongé pour une durée de 5 ans les accords « new start » sur la limitation des armements nucléaires. En 2026, la Méditerranée et la zone ANMO (Afrique du Nord et Moyen Orient) ne sont toujours pas des ZEAN (Zones exemptes d'armes nucléaires). Les accords préalables sur les ZEAN sont remis en cause malgré les efforts de la France et de l'UE. La course aux armements nucléaires reprend. Les États-Unis, la Russie et la Chine arguent le principe du « pouvoir égalisateur » de l'atome pour justifier cet équilibre de la terreur.

5. Sur le plan environnemental et agricole

Enfin, se pose la viabilité du modèle de développement des pays dits industriels avec sa généralisation à l'échelle méditerranéenne notamment, dans un monde que l'on sait limité. Cette prise de conscience des risques et des dangers de propagation d'un virus du

fait des zoonoses et d'un trafic aérien mondial qui a connu une croissance fulgurante (la mondialisation) commence à dépasser les seuls milieux scientifiques sans pour autant réussir à toucher le grand public. Elle devient une réalité tangible ou palpable lorsque la propagation d'un virus chinois qui s'attaque à l'homme arrête la course du monde jusque dans les pays les plus reculés à des milliers de km du lieu du problème, comme en Méditerranée...

Les monocultures (qui comprennent aussi les re-forestations monospécifiques) ne sont pas salutaires pour la santé des écosystèmes, des animaux et des humains partout dans le monde. Mais la difficulté pour traduire cette prise de conscience en politique publique et agricole effective pour œuvrer sur le sujet est difficile à tenir et à présenter par les gouvernements concernés à leurs peuples (à tous ceux du pourtour méditerranéen, comme dans le monde), car des efforts supplémentaires sont déjà demandés pour faire face à la situation économique, humaine, sanitaire et de sécurité alimentaire⁹⁹.

Ne serait-ce que de réagir face à l'occurrence d'une nouvelle pandémie (scénario quasi certain d'après les scientifiques³⁶) et d'anticiper les mesures nécessaires pour éviter d'entrer dans l'ère du confinement chronique⁴⁹.

Pour conclure, d'après le médecin psychiatre suisse fondateur de la psychologie analytique Carl Gustav Jung (1875-1961) : « *Les crises, les bouleversements et la maladie ne surgissent pas par hasard, ils nous servent d'indicateurs pour rectifier une trajectoire, explorer de nouvelles orientations, expérimenter un autre chemin de vie* ».

⁹⁹ « Événement : La fabrique des pandémies », mai 2022, *Ushaia TV*, 100 minutes

La crise du Covid-19 aura eu cruellement le mérite de mettre en lumière l'urgence de relancer une dynamique d'échanges et de partages équilibrés entre les deux rives de la Méditerranée afin de s'inscrire dans une logique de paix et de prospérité non seulement dans la région mais également au-delà.

Les passages d'une crise à une autre vont nécessiter de changer de paradigme :

- Sur les aspects écologiques et les risques de nouvelles zoonoses ;
- Sur une meilleure compréhension/gestion des flux humains légaux et illégaux qui ne cesseront pas, voire s'intensifieront.

Enfin, pour François Sarano, océanographe français, « le changement sera altruiste ou ne sera pas. »¹⁰⁰ :

« Et ce ne sont pas les chiffres qui défilent inexorablement qui nous feront changer...

En effet, les chiffres, c'est sec !

Cela ne touche pas !

Les statistiques ne parlent pas au cœur.

Il ne faut pas simplement informer, il faut changer le récit et il faut emmener les gens voir la réalité pour que chacun soit touché...»

¹⁰⁰ François SERANO, entretien sur France Bleu COTANTIN 28/02/2022 visualisable sur <https://www.dailymotion.com/video/x88dk3b>

PARTIE 2 : LES SCÉNARIOS

Scénario A : Cygne noir en Méditerranée

Nassim Nicholas Taleb est un ancien trader reconverti dans l'écriture d'essais philosophiques. En 2007, il publie Le Cygne Noir : la puissance de l'imprévisible dans lequel il nous livre un aperçu sur la manière dont nous percevons le hasard et les limites auxquelles nous sommes confrontés en faisant des prédictions.

Nous remercions Jean-Marc Balencie, responsable du blog Horizons incertains, pour l'interview qu'il nous a accordée.

Dix ans après les printemps arabes, la Tunisie ne parvient pas à se relever. La pandémie de Covid a affaibli notablement le pays, le tourisme n'est pas reparti et les difficultés se sont accentuées.

Le Covid est le catalyseur d'une situation économique difficile et de tensions géopolitiques de la zone exacerbée par la guerre en Ukraine depuis l'invasion par la Russie le 24 février 2022.

Examinons ensemble, après un état des lieux du pays, comment va se dégrader la situation en Tunisie à la sortie de la crise Covid, puis qu'elles en seront les conséquences à l'échelle du bassin méditerranéen à l'horizon 2030.

Au moment de l'écriture de ces lignes, les événements postérieurs au printemps 2022 sont prospectifs.

I. L'étincelle tunisienne

1. Les années Covid en Tunisie

En pleine pandémie de Covid, en octobre 2019 (huit ans après la révolution de 2011), et après le décès le 25 juillet 2019 à 92 ans de Béji Caïd Essebsi le président de la République tunisienne en exercice, Kaïs Saïed est élu à 73% des suffrages. C'est un homme

sans parti, spécialiste en droit constitutionnel, et juriste, qui a certes mis fin à l'hégémonie d'Ennahdha (parti politique tunisien islamiste conservateur), mais a surtout été élu avec comme seuls projets : épurer la Tunisie de toute la corruption qui la gangrène depuis plus de 10 ans et refondre le contrat social tunisien autour d'une démocratie plus directe.

Le système politique de la Tunisie est un régime mixte essentiellement parlementaire, avec des aménagements présidentiels (le président de la République étant élu au suffrage universel). Le chef du gouvernement n'est pas nommé par le président mais désigné par le parti le plus représentatif à l'assemblée. Il est choisi parmi une représentativité parlementaire multiple, constituée de plus de 200 partis. Le gouvernement, né du crédit que lui accorde une majorité parlementaire, agit donc sous son contrôle tutélaire, et ne peut rester en place que tant que celle-ci est satisfaite de son bilan.

Le parti islamiste Ennahdha gêne le président et son gouvernement dans son action d'engagement des réformes en profondeur attendues par le pays. Aux commandes du pays durant la décennie post-révolution, ce parti a fait entrer des centaines de milliers de ses partisans dans la fonction publique. Il les a gratifiés de larges rétributions et d'emplois fictifs, qui ont coûté pas moins de 13 milliards de dinars à l'État.

Devant le risque de blocage du gouvernement, de ne plus pouvoir mener ses réformes ni tenir ses promesses électorales et plus encore de ne plus être en capacité d'agir et de mener les actions sanitaires pour lutter contre la pandémie du Covid, le président a dissous l'Assemblée des Représentants du Peuple (ARP) en juillet 2021, puis le Conseil Supérieur de la Magistrature (CSM) en février 2022. La justice n'est dès lors plus indépendante.

Il concentre les pouvoirs exécutif et législatif et ne gouverne plus désormais que par décrets en attendant les nouvelles élections législatives, prévues en décembre 2022 et non dans les 3 mois telles que prévues dans la constitution, après la dissolution du parlement.

De plus, dans ce contexte politique préoccupant et faisant suite à la suppression de toutes les aides internationales dont celle de l'Europe à hauteur de 300 millions d'euros annuels (1/1000 du PIB), l'économie tunisienne, au ralenti depuis la révolution de 2011, a été particulièrement éprouvée par la crise sanitaire. En avril 2022, le président et son gouvernement ont pris contact avec le FMI pour négocier un prêt. Dans le même temps, l'envoyé spécial de la Commission européenne promet une aide à hauteur de 200 millions d'euros et 4 milliards sous conditions.

À cette situation liée à la crise sanitaire, s'ajoutent les événements récents en Ukraine. En effet, au-delà de l'impact de ces derniers sur les prix, la forte dépendance de la Tunisie aux importations de céréales et à l'agro-industrie fait peser un risque important de crise économique et sociale.

2. Une dérive autoritaire

Deux ans et demi après l'élection de Kaïs Saïed, le gouvernement n'est pas en situation de réaliser les grandes réformes exigées par le FMI pour débloquer les aides qui ont été suspendues.

Lancé dans un vaste chantier de refonte de la Constitution depuis septembre 2021, le président Saïed assume ses réformes impopulaires pour tenter de bénéficier des programmes d'aides. Les réformes demandées par le FMI consistent, entre autres, à

diminuer le nombre de fonctionnaires qui représentent 40% de la population active.

De janvier à mars 2022, 500 000 personnes ont répondu à une consultation nationale. S'en est suivie une révision de la Constitution que Kaïs Saïed fait adopter à la suite du référendum du 25 juillet 2022. Ce changement de constitution supprime l'élection au suffrage universel du parlement. Le pays s'inscrit alors dans une dérive dictatoriale dans laquelle les députés sont nommés par le pouvoir exécutif.

Le président suit sa feuille de route mais se désintéresse de l'économie. Il ne prévoit aucune réforme économique, éducative, fiscale ou sur la santé qui sont pourtant profondément inégalitaires en Tunisie. Son obsession est la lutte contre la corruption et la confiscation des avoirs qu'il a gelé de l'ensemble des Tunisiens accusés de détournement de fonds depuis ces 10 dernières années. Le tourisme, pilier de l'économie nationale et seule source de devise en Tunisie, est à l'agonie après deux ans de pandémie. Le nombre de réservations dans les hôtels reste très en-deçà de ce que le pays a connu avant la pandémie. D'autre part, à cause de la crise sanitaire et la recrudescence des mouvements sociaux dans la région de Gafsa, la production de phosphate, l'autre ressource de la Tunisie, est passée du 5e au 12e rang mondial des producteurs selon un classement de l'Institut d'études géologiques des États-Unis et poursuit sa chute drastique.

Les maux tunisiens déjà existants se sont aggravés avec la pandémie du Covid, la Tunisie vivant la plus grave récession depuis l'indépendance de 1956 avec un endettement colossal de 6,2% du PIB en décembre 2021, une dette publique à 85,6% et un chômage à plus de 18,4%, sachant que l'économie souterraine représente la moitié des revenus du pays. La situation alimentaire se dégrade

fortement, une grande partie de la population vit en dessous du seuil de pauvreté, avec un revenu inférieur à deux dinars par jour. Le Président tunisien s'est fait beaucoup d'ennemis à la suite de la dissolution du parlement et du Conseil Supérieur de la Magistrature. Même s'il a eu un temps le soutien de la population, les Tunisiens de plus en plus en insécurité alimentaire, et dont le niveau de vie diminue, s'impatientent et descendent dans la rue pour manifester et demander des changements plus rapides. Sans les financements attendus, bloqués par le FMI et l'Europe, et sans les avoirs tunisiens gelés, ces changements sont impossibles. Le président ne parvient pas à faire juger les quelques 20 000 personnes publiques et privées accusées de détournement de fonds depuis les 10 dernières années. Sans l'argent issu des avoirs gelés, il ne peut le redistribuer, conformément à ses promesses électorales, aux sociétés citoyennes dans lesquelles chaque citoyen aurait pu avoir une action directe. En l'absence d'action concrète visible, le peuple tunisien se rebelle.

À ceci s'ajoute le fait que les Tunisiens manquent désormais de pain, denrée largement subventionnée jusqu'à présent et essentielle pour la majorité de la population. La guerre en Ukraine et l'envolée des prix mondiaux du blé, plongent le pays dans une crise alimentaire d'envergure. L'insuffisance de l'aide extérieure et la baisse des rentrées fiscales entraînent la chute des subventions et ouvrent une fenêtre de vulnérabilité. La hausse du prix du pain qui s'ensuit entraîne des émeutes de la faim lourdement réprimées par la police du régime en place dès début 2023.

Les violences policières récurrentes en Tunisie reviennent sur le devant de la scène et s'intensifient car leur abus fait rarement l'objet de poursuites judiciaires, et ne calment pas la population, bien au contraire. L'ONU renouvelle ses inquiétudes et presse les

autorités à lancer des enquêtes, et sanctionner les auteurs de ces exactions.

Ennahdha, le seul parti islamiste réellement structuré, se renforce et profite du chaos et des manifestations pour reprendre le pouvoir, soutenu par toutes les personnalités publiques et privées accusées de corruption en attente d'être jugées. Ces personnalités qui jouissent d'une certaine impunité, récupèrent leurs avoirs gelés et disposent ainsi de moyens financiers substantiels pour s'assurer une aide militaire des Russes, et s'entourer de mercenaires du groupe Wagner pour asseoir leurs pouvoirs.

En effet, si par le passé l'Afrique du Nord semblait relativement moins attirer l'attention de Moscou que l'Afrique australe et centrale, depuis 2019 l'intérêt du Kremlin pour la région ne fait plus aucun doute. Preuve en est la dernière tournée au Maghreb du chef de la diplomatie russe (Algérie, Maroc et Tunisie à l'été 2020). Cette tournée s'était inscrite dans un « processus de regain d'intérêt à la fois politique et économique de la Russie pour l'Afrique dans son ensemble » selon Arnaud Dubien, directeur de l'Observatoire franco-russe, avec notamment une volonté générale qui est d'exploiter au maximum ses atouts, notamment dans les domaines énergétique et sécuritaire, sur différents théâtres africains. Et ce, même si la Tunisie notamment, est historiquement dans la sphère d'influence occidentale.

Pour amplifier le tout, le pays traverse aussi une grave crise énergétique car contrairement à ses voisins, il ne produit pas.

Intéressé par le dossier libyen, Moscou cherche à discuter très intimement avec Tunis. La Russie est perçue comme un partenaire inévitable par la Tunisie en cohérence avec la vision de ses voisins.

De la franche hostilité avec les monarchies, à l'amitié sans faille, avec l'Algérie et la Syrie, en passant par l'amour contrarié avec l'Égypte, les relations arabo-russes restent contrastées mais pragmatiques.

Face aux sanctions internationales, la Russie cherche fournisseurs et débouchés alternatifs et les capitales maghrébines tentent de multiplier les partenaires commerciaux. Depuis la création de la chambre de commerce « russo-tunisienne », les producteurs d'agrumes tunisiens profitent de l'embargo russe sur les produits agroalimentaires européens et américains.

C'est dans ce contexte qu'en 2025, pour se maintenir au pouvoir, Ennahdha fait appel, comme la Libye, aux mercenaires du groupe Wagner.

Éclipsée au printemps 2019 par la crise sanitaire et la crise économique, la crise migratoire avait déjà refait surface en Italie lors de l'été 2020. Devant l'ampleur des crises, des frustrations et du malaise social, notamment en Tunisie et en Libye, les arrivées de migrants sur les côtes italiennes continuent d'augmenter et en particulier celles des ressortissants tunisiens dont le nombre avait été multiplié par 4 dès 2025. Des familles entières, et une présence accrue de mineurs non accompagnés, constituent une part importante de la population migrante.

La Tunisie maintient sa place au 2^{ème} rang des pays arabes en matière de fuite des cerveaux, place qu'elle avait acquise en 2021 selon l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Médecins, enseignants universitaires et ingénieurs en informatique fuient le pays en proie à cette dérive autoritaire le privant ainsi de ces forces. Les nouvelles élites se réorientent vers de nouvelles destinations comme la péninsule

arabique, voire même la Chine. Cette perte est dévastatrice pour les perspectives du pays et accentue la crise sociale.

La Tunisie est donc au cœur d'un transit migratoire. Les jeunes Tunisiens partent pour l'Europe tandis que de jeunes Subsahariens, pour la plupart Ivoiriens, les remplacent. Nombre d'entre eux s'installent dans le sud, à Zarzis, dans l'espoir d'économiser assez d'argent pour rejoindre l'Italie. Ils deviennent la nouvelle main-d'œuvre de la Tunisie. On assiste à une dégradation de l'environnement régional. Les régimes en place ferment les yeux sur les flux migratoires profitant de cette nouvelle fenêtre pour rejoindre l'Europe.

La plaine littorale tuniso-libyenne de la Jfara relie la Tripolitaine (nord-ouest de la Libye) au sud-est tunisien. La densité du peuplement, de l'urbanisation et des activités dans cette plaine encourage une quasi libre-circulation des ressortissants des deux pays et des étrangers. Les embarcations clandestines partent des côtes tunisiennes pour rejoindre directement la Sicile (150 km entre le Cap Bon tunisien à la Sicile) et les autres îles italiennes de la Méditerranée orientale.

Parmi les 33 pays menacés de pénurie d'eau d'ici 2040, selon l'Organisation mondiale de recherche « World Resources Institute » et malgré ses barrages pleins, la Tunisie se trouve dans une situation de pénurie d'eau absolue avec moins de 400m³ par habitant/an, une situation qui s'aggrave et ce malgré les forages profonds dans les nappes phréatiques. Ce niveau de stress hydrique sans précédent est un facteur aggravant des flux migratoires.

La Tunisie est le cygne noir de la zone méditerranéenne : des islamistes autoritaires au pouvoir, un peuple affamé, une fuite des

cerveaux, une porte d'entrée propice aux migrations, une corruption au plus haut, une crise Covid difficilement gérée. Un cocktail explosif pour cette zone crisogène.

II. L'Europe décevante

La guerre en Ukraine focalise l'attention des États européens ainsi que leurs ressources budgétaires, au détriment de leur voisinage sud. Ainsi le forum des mondes méditerranéens (Marseille, 7-8 février 2022) et le sommet Afrique (Bruxelles, du 17-18 février 2022), se sont avérés insuffisants en regard des nouveaux enjeux, ne parvenant pas à réorienter les aides en fonction de la situation post-pandémie et surtout des nouvelles priorités liées aux conséquences de la guerre en Ukraine (pénuries alimentaires).

La croissance économique européenne, relancée après la pandémie, a été interrompue par le nouveau contexte géopolitique lié à la guerre en Ukraine. Le projet d'une agence européenne de la dette, visant à gérer la dette commune contractée lors du plan de relance post crise Covid, porté par les pays d'Europe du Sud, ne trouve pas d'écho auprès de ceux du Nord. Au fil des années, l'inflation élevée, conjuguée à de forts taux d'endettement, limite les marges de manœuvre des dirigeants et laisse planer le spectre de la faillite d'un État européen. Au cours de la période 2025-2030, l'Italie devient ainsi le premier fondateur de l'Europe à se retrouver en difficulté financière. Bruxelles se concentre alors sur la cohésion de l'Europe, au détriment de l'aide au développement.

Le FMI, préoccupé par la soutenabilité de la dette des pays riverains de la Méditerranée, soumet ses aides à un retour vers l'orthodoxie budgétaire, condition nécessaire pour assainir leurs finances.

Ces politiques d'austérité ont des conséquences directes sur la paupérisation des populations et alimentent la contestation sociale.

En Tunisie, faute de réformes économiques, de santé publique et d'aide alimentaire à la hauteur de la situation, le régime autoritaire en place qui ne réussit pas à endiguer la corruption ne peut plus faire face au marasme économique et à la détresse de la population. Cela se traduit par de nouvelles émeutes qui font écho à celles des printemps arabes. Les aspirations et frustrations du peuple tunisien animent la presse européenne. À la suite de cette médiatisation, les aides à destination de la Tunisie sont plus que jamais soumises à des critères de transition démocratique (organisation d'élections, etc.), ce qui provoque leur réduction drastique. Le FMI suit alors la même voie. Il durcit son discours et soumet ses aides à des gages de démocratie.

La Tunisie, ayant besoin de financements pour assurer le maintien au pouvoir du régime, se tourne depuis 2025 vers des créanciers moins regardant : Chine, Russie, Arabie saoudite.

Plus au Sud, le marasme économique résultant de la crise Covid au Sahel et la recrudescence du terrorisme lié à la dégradation de la situation sécuritaire au Mali se traduisent par une augmentation des flux de migrants. Les forces de sécurité intérieures tunisiennes ont déjà fort à faire pour canaliser la contestation intérieure, associée à la montée du fait religieux. Afin de ne pas voir se développer des camps sur leur territoire, elles choisissent de laisser transiter ces flux vers l'Europe. Un véritable trafic se met alors en place, permettant des traversées par voie maritime entre la Tunisie et l'Italie. À ce flux de migrants se mêlent des cadres tunisiens, privant de fait leur pays de sa richesse de production et accélérant la fuite des capitaux.

En Europe, dès 2025, l'immigration massive s'oriente principalement vers l'Italie, pays qui se retrouve submergé par cette nouvelle vague. Divisés, l'Europe et l'Italie tentent séparément de négocier un accord de réadmission des migrants, qui se heurte au refus franc du président tunisien. L'Italie demande alors une aide massive de l'agence Frontex, dont l'aide s'avère insuffisante face à l'enjeu.

Alors que la fin de la décennie approche, cette immigration intervient dans un contexte qui a évolué depuis 2022 : les partis souverainistes européens ont gagné en importance par effet cascade à la suite des bons résultats engrangés lors des dernières élections (Allemagne 2021 - France 2022 - Italie 2023), créant une situation politique difficile pour les dirigeants du moment. Auparavant isolés, les pays de l'Est (pays de Visegrád : Hongrie, République tchèque, Slovaquie, Pologne), qui font primer leurs intérêts (et leur constitution) sur les règles européennes trouvent désormais un écho favorable à leurs idées à l'Ouest.

Les forces populistes européennes contraignent les politiques nationales qui s'opposent à une répartition des migrants comme cela avait été le cas lors de la crise migratoire de 2015 et prônent la fin de la liberté de circulation des personnes. Les contrôles aux frontières nationales sont rétablis. C'est la fin de l'espace Schengen. L'Italie refuse désormais d'appliquer les règles établies lors des dernières décennies : principe du « *one stop, one shop* » (Dublin II, 2003) selon lequel un demandeur d'asile doit obligatoirement voir sa demande traitée dans le premier pays d'accueil européen où il a mis le pied.

En Europe comme à l'échelle mondiale, la compétition pour les ressources énergétiques et les matières premières se renforce. La montée des populismes en interne et l'avènement d'un nouvel

ordre mondial qui n'est plus basé sur les valeurs européennes (démocratie, libéralisme, universalisme) génère une crise existentielle du modèle européen et une perte de confiance. L'Europe est déboussolée et divisée, alors qu'elle représente toujours un marché important (le 1er mondial), générant des convoitises.

Alors qu'elle devrait soutenir le développement de ses partenaires de la rive Sud, en particulier en formant la jeunesse locale, gage d'un essor économique conjoint et d'opportunité de nouveaux marchés, l'Europe se contracte et laisse le champ à ses compétiteurs (Chine, Russie, États-Unis, Turquie).

Le modeste soutien de l'Europe sur les différents sujets que sont les aides financières, la gestion des flux migratoires, le soutien diplomatique entraîne des frustrations et des rancœurs de la part des Tunisiens. Ce sentiment est exacerbé dans un contexte d'extrême mobilisation de l'UE envers l'Ukraine. Le plan de rigueur du FMI amplifie le malaise et approfondit les tensions. L'Europe est décevante.

III. L'effet de contagion dans une zone sous influence entre 2025 et 2030

Les États-Unis considèrent la zone méditerranéenne comme une zone stratégique, même si celle-ci n'est plus la seule prépondérante avec un déplacement de ses intérêts vers l'Asie. Cette zone reste en effet un corridor stratégique allant de l'océan Atlantique à l'océan Indien, voie privilégiée de projection de forces et de libre commerce. De plus, les ressources de gaz et de pétrole que recèle cette région sont parmi les plus riches du globe, il est donc primordial qu'elle soit dans les mains de régimes amis. Israël a

ainsi une importance stratégique par sa position géographique et les États-Unis ont le souci de contribuer à sa sécurité.

Toutefois dans le contexte de la guerre en Ukraine, les États-Unis parlent uniquement dans le cadre de l'OTAN et infligent des sanctions économiques car 80% des transactions quotidiennes en devises de la Russie sont encore en dollars et près de la moitié du commerce international de la Russie est conduite en dollars. Toutefois dans ce contexte les actions concrètes des États-Unis sont très limitées, pour ne pas dire inexistantes et les placent comme un observateur puissant mais passif.

La Russie intervient dans ce contexte en provocatrice. Elle observe la chute de la Tunisie avec intérêt. La société militaire privée russe Wagner propose ses services de sécurisation au nouveau régime sur le modèle de ce qu'elle fait déjà en Afrique sub-saharienne ou en Syrie. Elle propose ainsi en Tunisie, mais aussi dans la région proche, une défense des intérêts de la Russie.

Forte de son succès en Ukraine, la Russie poursuit son implantation croissante en Méditerranée dès 2023. Elle participe à faire pression sur l'Europe en favorisant la nouvelle vague de migration déclenchée par la faiblesse de la Tunisie qui n'a pas les moyens de réguler, et encore moins de garder les migrants subsahariens dans son pays. La « voie » vers l'Europe est donc ouverte et permet, d'une certaine façon, pour la Russie, de répondre à la vexation ressentie lors du refus de son vaccin par l'OMS.

Ses relations avec l'Algérie, puissance régionale qui fait figure d'alliée de choix, sont au beau fixe depuis la fin de la Guerre Froide. L'Algérie reste donc l'un des principaux clients de la Russie dans le monde arabe, notamment dans le domaine de l'armement et des

ventes de céréales. La Russie étend son influence en Tunisie en s'alliant à la Chine sur l'implantation d'un port à Hammamet.

L'Algérie, de son côté, joue pleinement un double rôle. En recherche critique d'alternatives vis-à-vis de son rôle d'allié russe, elle se positionne aussi en tant que fournisseur énergétique de l'Europe à partir de 2025. Ce nouveau rapport avec l'Europe permet à l'Algérie de rééquilibrer ses relations vis-à-vis des pays du Nord du bassin, et autorise ainsi le régime autoritaire en place à prospérer, en particulier grâce à la manne financière issue de l'augmentation des livraisons en gaz et pétrole, ce qui lui permet de s'exonérer des recommandations de l'Union pour la Méditerranée (UpM). En particulier, le gouvernement autoritaire en place achète la paix sociale en redistribuant le minimum nécessaire à sa population, au travers d'aides sociales ou d'aides au développement de l'activité économique. Le gouvernement poursuit par ailleurs sa politique régionale de cloisonnement vis-à-vis de ses voisins immédiats : le conflit avec le Maroc perdure et se durcit autour du Sahara occidental et la frontière se ferme avec la Tunisie pour éviter tout débordement à l'Est.

En Libye, la Russie dispose déjà de deux bases militaires à Al-Joufra et à Syrte. De la même manière, en Syrie, par sa position stratégique en Méditerranée, la base militaire de Hmeimim, qui accueille le quartier général des forces russes engagées en Syrie, est vouée à jouer un plus grand rôle dans le cadre de la lutte d'influence maritime entre Moscou et l'OTAN.

Moscou confirme ainsi son positionnement et réaffirme son statut de puissance internationale tout en défendant ses intérêts sécuritaires et économiques que sont la lutte contre le terrorisme et le développement d'accords commerciaux autour de l'énergie.

La Libye dans ce contexte reste durablement une zone d'instabilité géopolitique, où aucun gouvernement n'est capable de s'imposer de manière pérenne. La fracture entre GNA (Government of National Accord, alliée des Frères musulmans, de la Turquie et du Qatar) et ANL (Armée Nationale Libyenne, alliée de la Russie, Jordanie, Arabie saoudite, Émirats arabes unis) persiste. L'équilibre de la zone ne tient que par les intérêts énergétiques des grandes puissances présentes en Libye. Comble du cynisme, les intérêts étrangers en présence s'accordent de manière tacite pour diriger les flux migratoires subsahariens vers la Tunisie, dans le seul but de sécuriser l'accès aux ressources du pays.

Plus à l'Est, la Turquie d'Erdogan a une politique toujours aussi peu lisible. Du moins, Ankara essaie de jouer sur tous les tableaux en appliquant une politique de « grand écart » (soutien des gouvernements affiliés à la mouvance frériste ; interventions militaires en Libye, en Syrie et en Irak ; création de bases à l'étranger : Qatar, Somalie ; tentatives de politique africaine ; vente d'armements). Depuis la tentative de coup d'État de l'été 2016, le président turc a remplacé une partie des militaires (soupçonnés de collusion avec Hizmet et le mouvement Gülen) insérés dans les structures de l'Alliance par des officiers fidèles qui usent de leur influence pour pousser les vues turques. Alors que les relations avec la France ont été tendues après l'incident entre deux bâtiments en mer Méditerranée, le président turc qui pérennise son maintien au pouvoir tente de réinvestir les milieux diplomatique et économique. Sur le plan diplomatique, la Turquie profite de son positionnement stratégique entre Méditerranée, Moyen-Orient et mer Noire pour se positionner en tant qu'acteur incontournable des relations internationales entre OTAN, Russie et UE.

Enfin, la nostalgie de l'empire ottoman implique une reconquête de la Tunisie, à l'instar de l'activisme turc en Afrique subsaharienne, le réseau diplomatique de la région se densifie, le patronat turc s'implante et on note une forte présence de l'agence de presse turque.

L'économie du pays est en crise « systémique ». Le Covid n'a fait qu'accentuer les difficultés économiques intérieures. Même si les exportations sont « boostées » par les ventes d'armements peu chers, l'inflation est en hausse constante. Pour redynamiser son marché intérieur, Ankara reprend ses relations avec les Émirats arabes unis et l'Iran. Une reprise des accords sur le JCPoA (*Joint Comprehensive Plan of Action* ou Accords de Vienne sur le nucléaire iranien) permet à Téhéran et Ankara d'envoyer des hydrocarbures depuis l'Asie centrale vers la Méditerranée.

Pour autant, du point de vue de la politique intérieure, les enjeux majeurs restent la question historique kurde et le soutien des Frères Musulmans. Ainsi, la Turquie voit d'un bon œil l'évolution tunisienne.

De son côté, la Chine, opportuniste et protagoniste incontournable, poursuit son implantation en Tunisie. À l'instar de la construction du centre hospitalo-universitaire (CHU) de Sfax qui a été inauguré le 10 décembre 2020, elle construit de nouveaux hôpitaux et se lance dans la construction d'une chaîne de production de son vaccin SinoPharm, vaccin contre le Covid-19, profitant du refus du vaccin russe par l'OMS. Le plan des routes de la soie devait se focaliser sur le Maroc et l'Algérie mais la Chine profite des conséquences des erreurs de leurs rivaux européens en s'implantant ainsi en Tunisie.

La pandémie de Covid-19 a fait exploser la dette en Tunisie et la Chine utilise la diplomatie du piège de la dette avec des clauses dans ses contrats de prêts accentuant ainsi la chute économique de la Tunisie. Les pays victimes de cette dette avaient pourtant demandé un moratoire auprès du G20 pour négocier avec leurs créanciers mais la faiblesse des organisations multilatérales ne permet pas de sortir de ce piège.

La Chine s'allie à la Russie et sur le modèle du rachat du port du Pirée par COSCO, premier armateur chinois. COSCO s'implante à Hammamet, permettant ainsi un second cheval de Troie de la Chine en Europe, qui développe ainsi ses routes de la soie.

Dans ce contexte, la complicité entre Moscou et Pékin s'accroît. La Russie et la Chine poursuivent l'intensification des exercices militaires conjoints et la Russie est le plus grand fournisseur d'armes de la Chine. Les deux pays coopèrent de plus en plus dans les efforts de recherche et de développement. Fin 2019, la Russie et la Chine ont créé un fonds d'investissement technologique pour faire progresser le développement conjoint de technologies stratégiques, telles que les semi-conducteurs, l'intelligence artificielle et la 5G sans fil. La Russie reste l'un des plus grands fournisseurs de pétrole brut de la Chine et lui vend du gaz naturel alors que la demande européenne de gaz russe diminue. La Chine poursuit les initiatives pour réduire sa dépendance au dollar. Le e-yuan (monnaie numérique) basé sur les techniques des cryptomonnaies est un véritable succès accru par l'adhésion de la Russie à l'utilisation de cette dernière pour faire face aux sanctions occidentales. En Tunisie, la complicité de cet axe est à son apothéose avec une Chine profitant de ses investissements économiques (hôpitaux, usine, port...) et une Russie défendant ses intérêts de défense et sécurité.

Il convient de noter le rôle très mitigé de l'Union pour la Méditerranée (UpM). Cette organisation intergouvernementale, dont le siège se situe à Barcelone, regroupe 42 pays dont les 27 États membres de l'Union européenne. Basée sur une coprésidence entre les rives Sud et Nord de la mer Méditerranée, elle ne parvient pas à tenir son agenda de 2002. Celui-ci prévoyait de mettre l'accent sur le climat, le développement économique, l'intégration sociale, la transformation numérique et la protection civile. Ces thèmes dans le contexte de cette crise tunisienne en Méditerranée restent à l'état de discussions diplomatiques. Cette organisation ne parvient pas à jouer un rôle exécutif et sert tout au plus de cadre de rencontres entre chefs d'États. De plus, le secrétaire général de l'UpM déplore le manque de solidarité lors de la crise du Covid-19 et de la gestion des vaccins. Il y a une grande disparité Nord-Sud, notamment d'importants déséquilibres économiques, aggravés par la crise sanitaire du Covid-19.

IV. Une nouvelle phase de sidération ?

« Il est plus difficile de perdre à un jeu dont vous avez vous-même fixé les règles. »¹⁰¹

Ce cygne noir en Méditerranée est effectivement un événement que les États européens pensaient impossible. Ce scénario devrait pourtant inviter à reconsidérer les choix faits en Europe, en particulier en matière de politique migratoire ou d'aides économiques. Il invite les pays européens à être plus « équilibrés » dans leurs politiques d'accompagnement car le sort de l'Europe est autant lié aux pays de l'est qu'à ceux de la rive sud de la Méditerranée tant d'un point de vue sécuritaire qu'économique.

¹⁰¹ Nassim NICHOLAS TALEB, *Le cygne noir : La puissance de l'imprévisible*, mars 2012, Les belles lettres, 608 pages.

Un repli de l'Europe sur elle-même conduirait à une bascule de son influence dans cette zone au bénéfice de ses compétiteurs stratégiques, la privant alors d'un relai de croissance et l'exposant à une recrudescence des risques terroristes.

La crise sanitaire du Covid-19 a plongé la région méditerranéenne dans une première phase de sidération qui a duré deux ans. Elle a immédiatement été suivie de la guerre d'intensité en Ukraine qui représentait encore une fois un élément de rupture.

Nous pouvons nous questionner sur quelle sera la prochaine phase de sidération mais le plus important est de l'intégrer comme composante essentielle des grilles décisionnelles ; il sera plus que jamais nécessaire de penser l'impensable. L'horizon n'a jamais été aussi incertain.

Scénario B : Quand l'Europe se réveille

Introduction

La Méditerranée est le berceau des civilisations modernes qui regorge depuis les tous premiers âges de la plus grande diversité et de différences ethniques, de religions, d'organisations mais aussi d'une variété géographique et climatique. C'est cette différence et cette diversité qui font sa force mais aussi sa faiblesse. Elle est au centre névralgique du commerce mondial et des échanges numériques, au cœur de la problématique du réchauffement climatique au 21^{ème} siècle. Elle est donc hélas au centre des conflits, depuis toujours sous très haute tension, objet de toutes les convoitises et de luttes internes et dans un équilibre très précaire. La crise Covid n'a pas épargné les riverains de cette Méditerranée. Elle a révélé de grandes faiblesses et accentué les différences tout particulièrement entre les rives nord et sud sans épargner le Levant. L'Union européenne et l'ensemble de ses États membres se sont tous montrés extrêmement vulnérables face à la pandémie et ses conséquences, mais les pays de la rive sud ont été les plus touchés.

Dans ce contexte, ce n'est probablement pas tout à fait une coïncidence si Vladimir Poutine a décidé de déclencher une guerre d'annexion de l'Ukraine profitant des divisions et affaiblissements, tout particulièrement de l'Union européenne, des États-Unis et de l'OTAN, convaincu ainsi d'une victoire rapide et d'une absence de réaction susceptible de pouvoir l'arrêter.

Pourtant face à cette crise sans précédent, l'Union européenne s'est montrée réactive et solidaire, faisant preuve de réactions et décisions inédites, marquant ainsi des avancées en deux ans plus significatives que durant les trente précédentes tant sur le plan de la santé bien entendu, que sur le plan économique, politique, et en matière de défense. Elle prend le contrôle dans la maîtrise des

technologies clés, tout particulièrement celles du numérique, ainsi que l'ensemble de ses approvisionnements stratégiques en décidant des diversifications et des relocalisations. Elle se positionne de manière proactive dans la gestion des défis environnementaux tout particulièrement celui de la transition énergétique. Elle reconnaît aussi l'urgence à épauler les pays méditerranéens de la rive sud pour trouver avec eux des solutions de développement et de stabilisation politique adaptées à chacun d'eux.

Et si le Covid marquait ainsi le début d'une nouvelle ère européenne permettant à l'UE d'enfin accéder au statut de puissance mondiale reconnue, souveraine, politiquement affirmée et militairement organisée, fédératrice d'une croissance et d'un nouvel ordre dont bénéficieraient tous les pays de la Méditerranée ?

I. Effets positifs escomptés à l'horizon 2030

1. Le développement des technologies numériques renforce l'influence de l'Europe

Le plan de relance et de résilience, initié en 2021, confère à l'Europe une avancée significative dans le domaine du numérique grâce à la réussite de nombreux dispositifs (Acte de gouvernance des données, la boussole numérique, le *Digital Services Act*, la législation de l'intelligence artificielle...), ce qui impulse une dynamique d'innovation technologique dans laquelle le bassin méditerranéen et le Moyen-Orient deviennent parties prenantes. En effet, les différentes initiatives comme « Tunisie Digitale 2018 », « Vision 2030 » pour l'Arabie saoudite, « l'initiative pour la transition numérique 2020 » pour l'Algérie, « Égypte vision 2030 » aboutissent et portent leurs fruits.

Éprouvés lors de la crise sanitaire liée au Covid, les États dont ceux du Moyen-Orient réalisent qu'ils doivent renforcer leur résilience numérique, pour mieux résister aux futures crises, et ce quelles que soient leurs formes. Les programmes de digitalisation se multiplient et se diversifient en termes de technologies (l'intelligence artificielle, l'accès aux services dans le Cloud, la robotique, la 5G, les technologies immersives ...).

Ainsi de nouveaux enjeux apparaissent pour les pays qui veulent se doter d'une indépendance digitale : le déploiement d'infrastructures locales de stockage nécessaires pour héberger l'explosion des données de masse, le développement des moyens de télécommunications pour consommer de nouveaux services numériques mais aussi la maîtrise des nouvelles technologies d'intelligence artificielle, car ce sont des catalyseurs de la relance économique. À noter qu'en matière d'IA, Israël affiche une réelle avance en incorporant et utilisant celle-ci dans toutes les branches de ses forces armées. Tsahal¹⁰², convaincu que les données et l'IA ont un rôle majeur pour gagner les conflits futurs, l'utilise pour limiter la surcharge cognitive des soldats et faciliter la prise de décision mais en gardant toujours un homme dans la boucle (principe de « *Man in the loop* »).

Des datacenters européens sont massivement créés dans les pays du Sud leur garantissant une sécurisation des données sensibles vitales et leur conférant ainsi un premier pas vers un hébergement plus souverain. Ces clouds publics ou privés permettent à l'Europe de gagner en autonomie, ce qui affaiblit la posture monopolistique

¹⁰² « INTELLIGENCE ARTIFICIELLE : Israël dévoile sa stratégie d'intelligence artificielle pour les forces armées », 14 février 2022, *Association de soutien à l'armée française*. [https://www.asafrance.fr/item/intelligence-artificielle-israel-devoile-sa-strategie-dintelligence-artificielle-pour-les-forces-armees.html#:~:text=Isra%C3%ABl%20a%20adopt%C3%A9%20une%20nouvelle,de%20d%C3%A9fense%20isra%C3%A9liennes%20\(IDF\)](https://www.asafrance.fr/item/intelligence-artificielle-israel-devoile-sa-strategie-dintelligence-artificielle-pour-les-forces-armees.html#:~:text=Isra%C3%ABl%20a%20adopt%C3%A9%20une%20nouvelle,de%20d%C3%A9fense%20isra%C3%A9liennes%20(IDF)).

des géants du numérique que sont les GAFAM (Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft).

La connectivité des pays est également développée, l'accès à Internet haut débit est amélioré grâce à une couverture 5G ininterrompue des zones urbaines et industrielles. À la suite de la réussite de l'opérateur Ooredoo Tunisie qui s'est allié au géant Nokia, l'aéroport de Beyrouth est devenu le premier à se doter de la 5G. D'autres partenariats locaux entre opérateurs locaux et opérateurs historiques sont signés, ce qui accélère la couverture 5G des pays et augmente la performance et la fiabilité des télécommunications. Néanmoins, les câbles sous-marins du bassin méditerranéen et du Moyen Orient, par lesquels 95% du trafic internet passe, restent un point de tension et deviennent hautement stratégiques. La sécurité des détroits de Bab el-Mandeb, d'Ormuz, de Gibraltar, du port d'atterrissage de Marseille et du Canal de Suez a dû être renforcée.

Par ailleurs, l'économie de la donnée étant devenue une réelle source de richesse, l'Europe se positionne comme le leader de l'encadrement de celle-ci : elle impose l'extension du cadre législatif du RGPD à l'échelle internationale et arrive à réguler les géants du numérique. Le succès du *Digital Services Act* (DSA - régulation des contenus illicites et de la publicité) et le *Digital Markets Act* (DMA – régulation de la concurrence) donnent lieu à la signature de nouveaux accords internationaux qui régissent la circulation des données et en assurent leur protection.

Mais de nouvelles menaces apparaissent, celles qui se jouent désormais dans l'espace : ces cyber-menaces deviennent des outils au service des enjeux géopolitiques. Prenons pour exemple les cyber-forces russes qui tentent de pirater activement la plateforme internet par satellite Starlink, qu'Elon Musk a mis à disposition de

l'Ukraine pendant la guerre pour couvrir leurs zones blanches. Ce nouveau terrain de jeu, peu réglementé, devient le théâtre des opérations des guerres d'un nouveau genre, celles d'influence. La numérisation accrue a augmenté la surface d'attaques des États qui doivent sécuriser l'échange de leurs informations et combattre activement les cyber-attaques.

L'Europe, consciente de ce nouvel enjeu, s'est dotée d'une stratégie de cyberdéfense forte. Le parlement européen crée une unité conjointe de cybersécurité en vue de remédier à l'insuffisance du partage d'informations entre les institutions, les organes et les agences de l'Union et favoriser un réseau d'information rapide et sûr, conférant aux états membres une avance considérable.

2. Diversification et sécurisation des sources énergétiques de l'UE

Les enjeux du réchauffement climatique s'accompagnent d'une forte augmentation des besoins en électricité (production d'eau douce, énergie décarbonée, ...). Le plan de relance européen post-Covid a permis de dégager des ressources et de définir des mécanismes de flexibilité pour des investissements stratégiques dans les réseaux d'énergie et dans l'innovation en soutien à la transition verte. En parallèle de ces moyens, la gouvernance de l'UE a évolué permettant le regroupement de sous-ensembles d'État membres autour de projets de développements communs (nucléaire, H2, défense et spatial) dopant ainsi l'innovation technologique.

Cette nouvelle gouvernance permet la mise en commun des ressources énergétiques de l'UE (approvisionnement et production) renouant ainsi avec ces origines (CECA 1951, Euratom 1958). La crise ukrainienne a induit un besoin fort de

diversification des approvisionnements énergétiques de l'UE et un renforcement des réseaux de distribution. Grâce à la transition numérique boostée par le plan de relance européen, l'UE parvient à développer des réseaux de distribution pilotables évolutifs, et robustes (Grid) permettant de faire face aux aléas (intermittence, aléas climatiques et d'approvisionnement) et limitant les dépendances. Les relations commerciales avec les pays de la rive sud et du Levant (notamment, en tant que fournisseur de gaz, l'Algérie par pipeline, Chypre et Israël par voie GNL par le développement de terminaux flottant en remplacement du projet EastMed) ont été renforcées.

En parallèle, l'UE accélère ses développements et sa production de bio-carburant et de biogaz. Pour faciliter et temporiser l'adhésion des pays du continent européen à l'UE et dans le but de contrer les influences américaine, russe et chinoise sur ces pays (six pays des Balkans, Moldavie, Ukraine), l'UE crée autour d'elle une Confédération Européenne rassemblant ces États. À travers la Confédération Européenne, l'UE favorise le développement de ces pays et l'accès au réseau énergétique de l'UE. Par ce mécanisme, l'UE assure aux pays de la Confédération Européenne hors UE l'adhésion à long terme (critères) tout en diminuant faiblement l'ingérence et en ménageant les susceptibilités des grandes puissances non européennes. Ainsi elle renforce son rôle de leadership dans la région méditerranéenne.

3. Identification des dépendances critiques et diversification des productions stratégiques

Sous l'impulsion de l'UE, dès 2020-2021, et à la lumière des enseignements induits par la crise Covid (par exemple la dépendance aux masques, aux vaccins...), les technologies et productions stratégiques sont inventoriées permettant d'identifier

les vulnérabilités de leur développement, production et approvisionnement. Un plan de relocalisation européenne est décidé par l'UE à l'horizon 2030. Il va permettre de sécuriser les dépendances critiques, en particulier dans les domaines de la santé, des semi-conducteurs, des techniques et technologies du numérique, etc... La première étape est une diversification des approvisionnements, chaque fois qu'elle est possible et envisageable, en sensibilisant les industriels des domaines concernés à mieux anticiper, investir pour limiter au maximum les risques de dépendance. Ensuite, dans les situations critiques, typiquement de monopole ou quasi-monopole de production mondiale, le plan prévoit l'aide financière à l'investissement de la relocalisation en Europe de manière préférentielle ou vers des pays partenaires « fiables »¹⁰³. C'est par exemple le cas de la décision, en pleine crise Covid, avec la création de l'usine de semi-conducteurs localisée en Allemagne et dont la production est effective progressivement à partir de 2030. De nombreux autres exemples voient le jour dans le cadre de la mise en œuvre de ce plan en particulier dans le monde numérique.

4. Redressement économique et croissance restaurée en UE - effet transitoire post-COVID endigué

À l'horizon 2030, l'inflation qui a suivi la crise Covid a été résorbée. La succession des plans de relance¹⁰⁴ et le déploiement de

¹⁰³ Cela pourrait être typiquement le cas quand l'investissement en Europe n'est pas envisageable pour des raisons d'écart de compétitivité significatif, du fait par exemple du prix de la main d'œuvre. Dans ces conditions l'accompagnement à la relocalisation sur le pourtour méditerranéen, en particulier la rive sud, aurait tout son sens. De tels investissements ont d'ores et déjà été décidés par l'UE pour aider à la relocalisation d'une partie de la production de médicaments en Tunisie et au Maroc.

¹⁰⁴ European Commission, Directorate-General for Budget, *The EU's 2021-2027 long-term budget and NextGenerationEU: facts and figures, 2021*,

nombreux outils européens¹⁰⁵ ont permis la (re)localisation d'activités productives sur le continent. Dynamisée par le programme de développement durable¹⁰⁶¹⁰⁷, l'économie méditerranéenne s'est redressée et a favorisé les transitions numériques¹⁰⁸ et les innovations technologiques et médicales¹⁰⁹. L'Europe retrouve et assume un leadership sur l'innovation, les énergies à bas carbone et le numérique. À l'aube de 2030, l'attractivité de l'UE est forte et propose un modèle différent et assumé d'un modèle sociétal gagnant-gagnant. C'est dans ce contexte de renaissance, qu'un grand nombre d'entreprises projette leur développement économique. Ce nouvel ancrage des entreprises permet de modérer la forte dépendance de l'UE aux pays du Sud-Est¹¹⁰ au profit d'une souveraineté pérennisée sur les

<https://data.europa.eu/doi/10.2761/808559>

¹⁰⁵ Yves BERTONCINI, *Relocaliser en France avec l'Europe*, Fondation pour l'innovation politique, 2020, <https://www.fondapol.org/app/uploads/2020/10/fondapol-etude-relocaliser-france-europe-yves-bertoncini-2020-09-1.pdf>

¹⁰⁶ Commission Européenne, *Vers une Europe durable à l'horizon 2030*, Commission européenne COM (2019) 22 du 30 janvier 2019, doi: 10.2775/832700

[https://www.transition-](https://www.transition-europe.eu/sites/default/files/publications/files/une_europe_durable_a_lhorizon_2030.pdf)

[europe.eu/sites/default/files/publications/files/une_europe_durable_a_lhorizon_2030.pdf](https://www.transition-europe.eu/sites/default/files/publications/files/une_europe_durable_a_lhorizon_2030.pdf)

¹⁰⁷ Commission européenne, *Une approche globale en vue d'accélérer la mise en œuvre du programme de développement durable des Nations unies à l'horizon 2030 - Reconstruire en mieux après la crise du Covid-19* 2021,

<https://www.consilium.europa.eu/fr/press/press-releases/2021/06/22/2030-agenda-for-sustainable-development-council-approves-conclusion-s-reaffirming-strong-eu-commitment/>

¹⁰⁸ Commission européenne, *Une boussole numérique pour 2030: l'Europe balise la décennie numérique*, COM(2021) 2021

https://eur-lex.europa.eu/resource.html?uri=cellar:12e835e2-81af-11eb-9ac9-01aa75ed71a1.0005.02/DOC_1&format=PDF

https://eur-lex.europa.eu/resource.html?uri=cellar:12e835e2-81af-11eb-9ac9-01aa75ed71a1.0005.02/DOC_2&format=PDF

¹⁰⁹ Ministère des Solidarités et de la Santé, Innovation santé 2030, *Conseil stratégique des industries de santé (CSIS)*, 2021

https://www.gouvernement.fr/sites/default/files/contenu/piece-jointe/2021/06/sante_innov30_a4_07_vdefdp.pdf

¹¹⁰ Sonia BELLIT, Caroline GRANIER et Caroline MINI, « De la souveraineté industrielle aux relocalisations : de quoi parle-t-on ? », *La fabrique de l'industrie*, 2020

<https://www.la-fabrique.fr/fr/publication/de-la-souverainete-industrielle-aux-relocalisations-de-quoi-parle-t-on-2/>

volets stratégiques identifiés par la commission UE. Favorisée par le déploiement du numérique, l'implantation industrielle se répartit sur les pays de l'UE avec des pôles d'excellence bien identifiés dans les métropoles. Les fruits de cette renaissance « industrielle » boostent l'emploi dans l'UE avec des taux de chômage très bas et un taux d'industrialisation qui a remonté pour la première fois dans des pays comme la France par exemple. Par ailleurs, un retour progressif vers un niveau de déficit public stabilisant le poids de la dette publique dans le PIB est observé par la conjonction de réductions structurelles et de forte reprise économique¹¹¹.

Le rapport de force instauré permet d'envisager avec sérénité une grande conférence mondiale sur la monnaie qui vise à trouver une solution aux grands déséquilibres financiers du début du 21^{ème} siècle qui perturbent les rapports entre les États et les grandes entreprises mondiales.

5. Renforcement militaire de l'UE et mise en place des fondations de l'Europe de la défense

À l'horizon 2030, le plan « *Next generation EU* » a permis de faire face aux conséquences économiques et sociales de la pandémie de COVID¹¹², et surtout d'entreprendre les transitions écologique et numérique, les rendant ainsi plus durables et résilientes.

Le budget du fonds européen de défense¹¹³, initialement de 8 milliards d'euros pour la période 2021- 27, a été plus que doublé

¹¹¹ Eric HEYER, Mathieu PLANE, Xavier TIMBEAU. « Quelle dette publique à l'horizon 2030 en France ? » *Revue de l'OFCE*, Presses de Sciences Po, 2010, pp.5 - 34. ff10.3917/reof.112.0005

¹¹² How the COVID-19 crisis has affected security and defence-related aspects of the EU (europa.eu)

¹¹³ Commission européenne

pour passer à 20 milliards d'euros et accélérer la coopération au sein des États membres et au sein de la base industrielle et technologique de défense européenne, dans le but de répondre aux besoins capacitaires de l'UE et de l'OTAN.

L'Europe de la défense prend forme et l'UE se dote d'une capacité militaire qui permet de défendre et sécuriser ses intérêts ¹¹⁴.

Dans un premier temps l'Europe de la défense est basée sur la coopération entre les États membres et de ses industries de défense. L'OTAN s'élargit avec l'entrée de la Suède et de la Finlande le **15 mai 2024**¹¹⁵. L'UE se donne les moyens de stabiliser la région des Balkans et valide l'entrée de l'Albanie le **17 juin 2030**, du Monténégro et de la Macédoine. Par contre la Bosnie-Herzégovine, la Serbie et le Kosovo restent aux portes de l'Europe, sous influence russe, et continuent de représenter un danger pour l'Europe.

La guerre en Ukraine se stabilise avec l'annexion du Donbass par la Russie. Les tensions restent vives dans la région et la Russie s'affaiblit sous l'effet des sanctions qui affectent durement son économie.

6. Incertitudes persistantes et santé très fragile des pays de la rive sud malgré l'aide de l'UE

La nouvelle stratégie de l'UE enclenche des programmes de relance en faveur des pays de la rive sud avec des actions de coopération (comme la délocalisation de formation) et l'implantation

¹¹⁴ « Face à la Russie, le sursaut de l'Union européenne », 28 février 2022, *Le Monde*. https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/02/28/face-a-la-russie-le-sursaut-de-l-union-europeenne_6115539_3232.html

¹¹⁵ « La Finlande et la Suède ouvrent la voie à une candidature à l'OTAN », 15 mai 2022. https://www.lemonde.fr/international/article/2022/05/15/la-finlande-officialise-sa-candidature-historique-a-l-otan-la-suede-prete-a-suivre_6126228_3210.html#:~:text=Une%20candidature%20commune%20%C3%A0%20l,feu%20vert%20%C3%A0%20cette%20candidature.

d'entreprises innovantes, en particulier sur les énergies à bas carbone, le numérique et l'industrialisation « locale » pour l'UE. Cette montée en compétence donne des perspectives à la jeune génération et permet aux pays du Sud de promouvoir les talents et de contribuer à l'essor économique des pays. Cependant, les productions n'atteignent pas encore les standards attendus par les marchés européens et mondiaux (qualité, délais, services...) qui freinent les échanges entre rive nord et rive sud. Par ailleurs la situation politique reste préoccupante avec des régimes fragiles où la corruption reste bien présente.

Les pays du Sud sont fracturés entre la jeune génération ayant une soif entrepreneuriale et de réformes des institutions et les plus anciens plus conservateurs et inquiets de perdre leur identité, leurs traditions et privilèges. Des partis d'opposition se structurent et des débats politiques prennent place dans un souci de « plus de démocratie » et de représentativité dans les organes du gouvernement.

7. *Statu quo* dans la stabilité politique des pays du Sud qui reste problématique pour les investisseurs

Quelques années après la crise sanitaire mondiale, la stabilité politique des pays de la rive Sud de la mer Méditerranée reste problématique pour les investisseurs. En effet, comme le montre l'étude¹¹⁶ sur cinq pays de l'Afrique du Nord (Algérie, Égypte, Libye, Maroc et Tunisie) publiée en 2021 par des universitaires marocains, cette stabilité a une influence positive et déterminante pour favoriser les Investissements directs à l'étranger (IDE) même si d'autres facteurs importants comme l'inflation sont également à

¹¹⁶ Abdelkader EL KHIDER et Imane ZEROUALI BOUKHAL, *Rôle de la stabilité politique dans la promotion de l'investissement direct étranger en Afrique du Nord*. FSJES, université Cadi Ayyad, Marrakech, Maroc - 30 novembre 2021

prendre en compte.

L'instabilité politique, plus ou moins chronique, que connaissent les pays de la rive sud de la Méditerranée depuis les printemps arabes rend les investissements très volatiles.

Les années 2020-2030 qui ont suivi la crise sanitaire n'ont pas permis une amélioration sensible de la situation dans cette région en crise.

8. Des objectifs de décarbonation insuffisants malgré une électrification du Sud

La pression climatique sur la zone méditerranéenne et le besoin en ressources énergétiques des pays de la rive sud ont permis d'œuvrer pour accompagner ces pays dans leur déploiement. Des sommets avec l'UE ont régulièrement lieu. Des investissements de l'UE permettent le déploiement de sources de production solaire, éolienne, et hydraulique afin de préparer une transition avec les énergies fossiles (électrification et désalinisation). Les possibilités de déployer l'énergie nucléaire dans les pays de la rive sud n'ont cependant pas abouti, les contraintes étant trop importantes : stabilité insuffisante des régimes politiques, difficultés à accompagner le développement de compétences, impossibilité d'instaurer une autorité de sûreté nucléaire, risque de prolifération, contraintes climatiques de plus en plus fortes... Du fait des désaccords États-Unis/Russie/Chine/UE persistants résultant de la crise ukrainienne, le problème de prolifération de l'Iran n'est pas résolu.

9. Une fragilisation due au réchauffement climatique

Malgré les alarmes lancées dès 2020 par le groupe international d'experts sur l'évolution du climat (GIEC), les efforts engagés en

faveur de la lutte contre le réchauffement climatique ont été timides. Pourtant, en Méditerranée, le changement climatique s'est manifesté sous les formes les plus radicales, entre vagues de chaleur, de froid, inondations, pluies extrêmes, sécheresses, augmentation des cyclones méditerranéens, ou encore phénomènes côtiers...

La difficulté pour les États à résoudre l'équation « balance commerciale » *vs.* « attentes sociétales », en matière de développement, d'autosuffisance alimentaire, mais également besoins en eau ou en énergie, ne fait que croître et les place dans une position particulièrement fragile au regard de leurs populations.

10. Les flux migratoires Sud-Nord s'amplifient mais sont de plus en plus difficiles à maîtriser

À l'horizon 2030, après un net ralentissement des flux migratoires pendant la crise Covid, la reprise sur les routes traditionnelles est très nette et motivée par les espoirs des fruits de la relance par la relance européenne. Malgré le maintien des fonds spécifiques de l'Europe qui soutiennent des projets et des activités s'attaquant aux causes profondes de la migration irrégulière et qui améliorent la gestion des migrations dans les pays d'origine le long des routes de la Méditerranée occidentale, l'attraction des destinations économiquement fortes est plus importante. Et se dessinent petit à petit des routes nouvelles, plus régionales et vers l'Asie en complément des routes traditionnelles.

11. Les conflits et les crises restent contenus à un niveau local sans embrasement généralisé

À l'horizon 2030, nous n'assistons pas à de bouleversements géopolitiques majeurs sur la rive sud de la Méditerranée. Les crises

et les conflits sont contenus en local sans embrasement généralisé. En Égypte, Al-Sissi a réussi à prolonger son règne jusqu'en 2034 par référendum, renforçant un régime personnel et militaire. Chez le voisin libyen, la réconciliation nationale entrevue en 2021 reste une chimère.

Les deux camps (du maréchal Haftar et du gouvernement de Tripoli) continuent de s'affronter sur fond d'impasse politique, de blocage pétrolier et de pression des milices.

En Tunisie, pays considéré comme le plus démocratique du Maghreb, la démocratie survit timidement sur fond de manque de coordination entre l'armée et les forces de sécurité. Plus à l'Ouest, en Algérie, le mouvement Hirak n'a pas su imposer un changement de régime comme en Tunisie en 2011. La pause de la mobilisation due à la crise sanitaire a fait prendre conscience, dans la douleur, que les changements espérés n'auront pas lieu et que l'Algérie dépendra encore et toujours de l'armée et de la rente pétrolière.

Enfin, au Maroc, la situation est stable, le roi Mohammed VI qui est toujours à la tête du pays, détient l'essentiel du pouvoir et reste relativement populaire.

12. Poursuite des accords d'Abraham et de ses effets diplomatiques au Levant sous l'impulsion d'Israël

Compte tenu du rôle important joué par Israël dans la gestion de la pandémie Covid, et dans la continuité des accords d'Abraham de 2020, la grande majorité des pays occidentaux ainsi que de nombreux États à dominance sunnites ont signé avec Israël des traités de normalisation des relations diplomatiques dans la décennie suivante.

C'est ainsi le cas de nombreux pays d'Afrique du Nord, mais également de la Turquie, de l'Inde et de l'Asie du Sud-Est avec le renforcement de relations diplomatiques et économiques entre Israël, l'Indonésie et la Malaisie.

Le Levant s'est donc bipolarisé entre Israël et les puissances sunnites d'une part et l'Iran ainsi que ses alliés chiites d'autre part.

Des affrontements discrets entre Israël et l'Iran ont régulièrement lieu, notamment dans le domaine de la cybersécurité, mais cette bipolarisation a conduit à un certain équilibre dans la région, et l'Europe a su rester neutre en développant des initiatives avec l'un et l'autre de ces blocs.

II. Perspectives à l'horizon 2050

1. Relocalisation effective des productions stratégiques de l'UE et préférence européenne

Outre la partie relative à l'aide à l'investissement, l'UE décide à l'horizon 2050 de modifier ses règles en matière de mise en concurrence internationale afin de pouvoir accorder, voire imposer, la préférence européenne pour toutes ces productions stratégiques, tout particulièrement celles issues de ce plan de relocalisation.

Ces décisions conduisent à accroître très significativement le rôle et le poids de l'UE sur la scène économique et politique internationale. La dépendance aux États « indésirables » tend à décroître et autorise une plus grande sélectivité dans le choix des partenaires stratégiques. Pour ne citer qu'un seul exemple, après les annonces du président Emmanuel Macron début 2022 dans le

cadre de la Présidence française du Conseil de l'Union européenne (PFUE), la préférence européenne en matière de vols spatiaux est définitivement actée et formalisée. Elle permet en particulier au lanceur ARIANE 6, opérationnel début 2024, puis aux micro-lanceurs réutilisables d'assurer la souveraineté en matière d'accès à l'espace¹¹⁷, un plan de charge européen confortable garanti et une compétitivité induite à l'échelle planétaire. À l'horizon 2050, ARIANESPACE joue ainsi à armes égales en se partageant avec SPACE-X des parts de marché équivalentes.

2. Les objectifs de transition énergétique de l'UE sont tenus – poursuite de l'aide de la rive Sud et du Levant

À l'horizon 2050, la transition des pays de la rive sud des énergies fossiles vers les énergies renouvelables a été efficacement aidée par l'UE. Le déploiement des sources de production solaire et éolienne a été important, soutenu par une source complémentaire pilotable de centrales à gaz. Le temps passant n'a cependant toujours pas permis de doter ces pays de l'énergie nucléaire. Malgré tout, ces investissements ont permis de limiter le risque hydrique de la région (désalinisation et irrigation pour l'UE) et de stabiliser plus ou moins ces pays.

Dans les pays de la rive Nord, les plans d'investissement européens se sont succédé et ont été massifs, motivés par des enjeux forts : réchauffement climatique, diversification et indépendance énergétique. Face à ces fortes contraintes, l'opposition de certains pays à l'énergie nucléaire a largement diminué et des nouvelles centrales (SMR) ont été mises en fonction sur l'ensemble du continent, en complément aux énergies renouvelables

¹¹⁷ La crise ukrainienne a précipité l'arrêt des activités de partenariat avec la Russie des lanceurs SOYUZ qu'ARIANE 6 vient définitivement remplacer à partir de 2024.

intermittentes. Ces centrales nucléaires, en plus de la production électronucléaire, réalisent également de la cogénération (production H₂, production de chaleur (aciéries, bétons), désalinisation). La production d'hydrogène vert décarboné est maintenant une réalité pour l'UE.

Cet hydrogène vert n'est finalement pas tant utilisé pour le réseau électrique (qui bénéficie des centrales nucléaires comme éléments stabilisateurs), mais pour la mobilité (véhicules terrestres et aériens) et le stockage. Certains réseaux gaziers de l'Europe sont reconvertis pour l'H₂. Malgré ce succès politique et technologique européen de la transition climatique (atteinte des objectifs), le réchauffement climatique n'a été que partiellement ralenti.

Certains États n'ont pu tenir leurs engagements ; d'autres sont sortis des accords sur l'enjeu climatique. L'UE consciente que le climat est un bien commun au même titre que la santé, forte de sa réussite énergétique, ayant tiré les enseignements de la crise COVID et l'unilatéralisme en résultant, exporte son modèle politique et technologique vers les pays du Sud tout en poursuivant son aide. Les difficultés énergétiques persistent pour les pays du Sud malgré une électrification des centres urbains (difficultés à l'accès à l'eau).

3. Stabilisation des économies sur l'ensemble de la Méditerranée

À l'horizon 2050, la relance économique est facilitée par l'avènement d'une relative stabilité politique des pays du Moyen-Orient et de la rive Sud de la Méditerranée qui permettent à ces pays de se tourner vers l'avenir avec un regard optimiste après des décennies de crises et de conflits. Nous constatons que le plan de relance européen bénéficie grandement à la zone Maghreb et Moyen-Orient puisque cette zone constitue un relais de croissance

important de l'économie européenne grâce à sa main d'œuvre jeune et qualifiée, mais également grâce à l'optimisation des ressources naturelles de la zone.

À cet horizon, l'Union pour la Méditerranée (UpM) a été relancée avec la création d'un système monétaire associé à la zone euro en 2024. La production d'énergie décarbonée et industrielle est assurée à 40% par les pays du Sud. Les discussions pour la création d'une zone économique de libre-échange de deuxième cercle sur le modèle européen sont lancées pour fêter les 100 ans du traité de Rome.

Les fruits des coopérations et des restructurations des pays du Sud favorisent la bonne santé de l'économie de ces pays. Des investissements significatifs améliorent la qualité de vie de leurs concitoyens avec de réelles perspectives professionnelles. Une fois encore, le virage des énergies et le numérique ont été les moteurs de la relance économique. La jeunesse monte en compétence avec des environnements de formation de qualité et des qualifications reconnues. Les productions atteignent enfin les standards des secteurs qui permettent une alternative crédible aux productions d'Asie avec un bilan carbone en leur faveur.

Gageons, comme le suggérait Hedi Sraieb¹¹⁸ au lendemain des printemps arabes, qu'à l'horizon 2050 nous assistions à l'émergence d'un été méditerranéen qui « viendra donner un second souffle à toute une région qui se cherche une alternative économiquement viable, socialement plus juste et écologiquement soutenable... », en gardant à l'esprit que les incertitudes sur le climat, font toujours peser un risque d'embrasement des populations lors des périodes de forte sécheresse ou d'événements

¹¹⁸ Hedi SRAIEB « Choix économiques et recomposition du paysage politique des pays de la rive sud de la Méditerranée » – *revue Économie et Politique* 706-707 Mai-Juin 2013

climatiques extrêmes.

4. Une UE forte et un rééquilibrage du rôle et des prérogatives de l'OTAN

L'UE se réforme et les États membres s'entendent en **2043** pour créer un gouvernement européen. L'UE pèse de tout son poids politique, économique, militaire, diplomatique et permet de maintenir une certaine stabilité autour du bassin méditerranéen. Cela lui permet de peser dans les équilibres géopolitiques mondiaux et en particulier face aux géants américain et chinois.

La Russie s'est affaiblie à la suite de l'échec de l'invasion de l'Ukraine et l'effet des sanctions qui ont affecté son économie. Son influence a fortement diminué en dehors dudit espace post-soviétique. La Bosnie-Herzégovine, la Serbie et le Kosovo se tournent vers l'Europe. L'UE valide leur entrée dans l'UE le **17** septembre 2047 ce qui a pour effet de stabiliser cette région. Ces pays rejoignent par la même occasion l'OTAN.

On assiste à un rééquilibrage du rôle et des prérogatives de l'OTAN : l'UE étant moins dépendante des États-Unis, elle est désormais capable de garantir sa sécurité à l'intérieur de ses frontières.

5. Vers une pacification des relations avec le Liban, la Syrie, l'Iran ?

Un affrontement de courte durée a vu le jour au printemps 2032 entre les deux blocs présents au Levant faisant suite à l'officialisation de l'avancement du programme nucléaire iranien.

À la suite de ce conflit de moins de deux semaines à la frontière entre Israël et le Liban, le Hezbollah disparaît et un accord de paix est ensuite rapidement trouvé entre Israël, le Liban et l'Iran sous

l'influence de la Turquie.

Ce traité de Damas, signé en novembre 2032, convient d'un recul de l'influence iranienne au Liban en échange d'un retrait de la présence israélienne dans le golfe Persique, la Syrie et la Turquie, y trouvant leur avantage puisqu'ils ont depuis récupéré une influence importante sur le Liban.

Cet accord a stabilisé une forme de dissuasion concertée entre Israël et l'Iran ainsi que leurs alliés respectifs et a ainsi posé les fondements d'une paix régionale qui dure depuis près de vingt ans.

6. Le fossé se creuse avec la rive Sud en raison du climat et de la dépendance alimentaire

Comme le laissaient présager dès 2020 les alarmes lancées par le GIEC, les efforts engagés en faveur de la lutte contre le réchauffement climatique n'ont eu qu'un effet modéré sur les projections les plus alarmistes.

En Méditerranée, le changement climatique s'est en effet manifesté sous les formes les plus radicales, entre vagues de chaleur, de froid, inondations, pluies extrêmes, sécheresses, augmentation des cyclones méditerranéens, ou encore phénomènes côtiers...

Le Maghreb, plus encore que la rive Nord de la Méditerranée, continue d'être durement touché par l'augmentation des températures (atmosphériques mais également maritimes) et une fréquence accrue d'événements climatiques imprévisibles (canicules, incendies, ...).

Dans un tel contexte, le combat conduit en faveur d'une plus grande résilience alimentaire se poursuit dans des conditions chaotiques.

En effet, alors que la crise ukrainienne avait révélé une dépendance alimentaire préoccupante pour l'ensemble de la région, elle n'a pas permis que soit levée la contradiction avec l'enjeu majeur qu'a continué à représenter l'extraction pétrolière et gazière, dont l'effet de levier attendu en matière de développement ne s'est pas réalisé à la hauteur des ambitions qu'il portait (et des sacrifices qu'il imposa¹¹⁹).

Dans ces conditions, alors que la démographie régionale est restée dynamique, la dépendance alimentaire - qui était passée de 10 à 40% entre 1970 et 2020 - atteint désormais près de 70%, alors même que la superficie des terres cultivables n'a cessé de décroître, au rythme où s'accroissait l'aridité de la région. L'exode vers les villes du littoral s'est poursuivi, accentuant la concurrence constatée dès 2020 entre l'usage agricole de l'eau et son utilisation industrielle et urbaine.

Au final, le « stress hydrique », déjà évoqué à la fin du 20^{ème} siècle, s'accroît sous la forme d'une « angoisse hydrique », tandis que la tenaille se resserrait entre une salinisation à marche forcée des nappes phréatiques côtières, provoquée par l'augmentation du niveau de la mer et l'assèchement des terres...

Dans ce contexte politiquement très sensible, alors que la facture énergétique entravait leur liberté d'action, le choix des gouvernants de tenter de préserver leur balance commerciale a conduit à délaissier, davantage encore, les cultures de subsistance alimentaire, au détriment de produits à plus haute valeur

¹¹⁹ En témoignèrent, par exemple, les conséquences de la décision prise en janvier 2020 par le président algérien Abdelmadjid Tebboune de relancer les projets de forages de gaz de schiste dans le Sud du pays : les forages réalisés imposèrent d'accroître le détournement d'une eau précieuse pour la production agricole, au profit d'une exploitation à vocation énergétique *via* la fracturation hydraulique...

commerciale ajoutée, destinés à l'exportation. Ainsi, les champs de pastèques, de fraises, de framboises ou de fleurs ont continué à « fleurir », alors même que leurs besoins en irrigation étaient exorbitants, dans des régions parfois arides...

C'est ainsi que, pour les pays de la rive sud, la dépendance alimentaire n'a fait que croître, tandis que se sont accentuées les tensions sur l'eau : malgré les progrès intervenus dans les techniques de désalinisation de l'eau de mer, le procédé est resté particulièrement énergivore et la résolution de l'équation énergie vs. eau douce demeure pour l'heure vaine sous la contrainte de la balance commerciale.

En effet, loin des espoirs placés dans le « capital solaire » du Sahara et en sus des aspects techniques sur la mise en œuvre des énergies solaires, la réalité de cette alternative s'est avérée socialement assez sévère. En effet, les déplacements de populations imposés, dans des conditions parfois très dures, pour permettre l'exploitation solaire, ont largement entravé l'acceptabilité sociale de cette marche vers le progrès. Des mouvements de contestation ont émergé, dénonçant un pillage de ressources « indigènes » au profit du développement d'une Europe continuant à leurs yeux une politique de colonisation, désormais énergétique...

Au final, alors que la démographie régionale est restée dynamique, la dépendance alimentaire - qui était passée de 10 à 40% entre 1970 et 2020 - atteint désormais près de 70%, alors même que la superficie des terres cultivables n'a cessé de décroître, au rythme où s'accroissait l'aridité de la région. L'exode vers les villes du littoral s'est poursuivi, accentuant la concurrence constatée dès 2020 entre l'usage agricole de l'eau et son utilisation industrielle et urbaine.

Par ailleurs, alors même que Konimba Sidibé, ministre malien de la Promotion de l'investissement et du secteur privé dénonçait un

demi-siècle plus tôt le paradoxe pour l’Afrique d’être « censée être le grenier de la planète, alors qu'elle [était] nourrie par le reste du monde », et affichait la conviction que « le futur de l’Afrique réside dans le développement interafricain », c’est à des acteurs étrangers, en particulier à la Russie et à la Chine, qu’ont été livrées les clés du développement du continent, en particulier du Maghreb.

Alternative à une relation souvent pesante et marquée par un passif historique, les échanges avec ces partenaires majeurs restent marqués par un déséquilibre, notamment en matière de balance commerciale, qui accroît une dépendance censée suppléer celle des voisins de la rive Nord.

7. Les flux migratoires Sud-Nord s’amplifient mais sont de plus en plus difficiles à maîtriser

2050 : Les conflits et les crises qui perdurent sur la rive Sud de la Méditerranée, cumulés aux facteurs du réchauffement climatique tel que le manque d’eau et des problèmes d’alimentation incitent les populations à migrer localement vers les villes puis rapidement faute de perspectives, vers d’autres destinations multiples dont l’Europe. En effet, il apparaît un phénomène de polarisation de l’activité migratoire de plus en plus associée aux pays très développés.

Cette évolution notable est due à l’aspiration des migrants potentiels en provenance des pays en développement du Sud de la Méditerranée de saisir les possibilités offertes par la migration internationale, maintenant possible via les voies légales. Et pour cause, au même moment, l’Europe qui est en plein déclin démographique avec un besoin de main d’œuvre qualifiée s’ouvre et devient une destination de choix et facile d’accès grâce aux

informations accessibles via les plateformes et réseaux sociaux. Néanmoins les flux migratoires sud-nord s'amplifient et de nature plus diverses, assistés par les nouvelles technologies, sont de plus en plus difficiles à maîtriser.

III. Conclusion du scénario

Trente ans après la crise COVID, l'Europe n'a jamais été aussi forte. Les plans de relance et les décisions fortes en matière de souveraineté, renforcées avec la guerre en Ukraine, ont fait que les transitions écologiques, énergétiques et numériques ont été des réussites et se sont concrétisées par une indépendance stratégique nouvelle. La réindustrialisation a été importante et la dynamique technologique a permis d'accompagner le développement des pays de la rive Sud et de créer des coopérations fortes avec ces pays et ceux du Levant. Ce développement a été possible grâce à une série d'initiatives européennes, mais également plus locales, dans le domaine monétaire, lancées pour réduire les grands déséquilibres financiers du début du 21^{ème} siècle. L'Europe de la défense s'est concrétisée avec l'émancipation d'une Union dorénavant dotée d'une capacité d'assurer sa propre sécurité.

Un nouvel équilibre a été trouvé avec l'OTAN, dont les prérogatives se sont recentrées sur les problématiques touchant à l'ordre plus globalement. Au Levant, une forme de dissuasion concertée a posé les fondements d'une paix régionale qui dure depuis près de vingt ans.

Malgré tout, les conséquences graves du réchauffement climatique induisent des tensions croissantes dans les pays de la rive Sud. Les flux migratoires ont augmenté, sans engendrer jusqu'à présent de crise majeure... mais l'équilibre global de la région méditerranéenne reste fragile.

Les pays de la Méditerranée peuvent regarder fièrement le chemin parcouru depuis trente ans ayant conduit à une prospérité économique, politique et militaire durable. Depuis 2022, d'autres crises que celles du Covid se sont pourtant succédé, mais grâce aux enseignements de cette crise sanitaire sans précédent, une UE plus puissante, durable et résiliente a vu le jour et s'est affirmée dans un nouvel ordre mondial.

**Scénario C : Coopétitions dans une
Méditerranée « archipelisée » et
numérisée. 2020 – 2040.**

I. « La décennie verte » : des grands espoirs de 2024 (discours d'ouverture des JO de Paris sur le monde réinventé) à la grande peur de 2036 (le Covid-36)

1. 2022-2024, une nouvelle dynamique post-crise sanitaire, dans un contexte d'incertitude

Au début de l'année 2022, la déferlante Omicron sidère l'Europe et bouleverse la Méditerranée. Elle ébranle fortement les grands compétiteurs, et notamment la Chine. Celle-ci fait face à la vague Omicron avec une stratégie sécuritaire et sanitaire qui pourrait être inefficace et même menacer son économie. Les contaminations augmentent d'une manière effrénée et font craindre que le Covid-19 s'installe durablement sur tous les continents.

Pourtant, aucun pays euro-méditerranéen, qui mise sur une stratégie scientifique et vaccinale robuste, ne fait le choix de la fermeture des frontières ou du reconfinement drastique, à la différence de pays lointains (Chine, Corée du Nord) qui, eux, s'attachent au principe et à l'idéologie du « zéro Covid » dont les confinements implacables de mégapoles entières ont d'ores et déjà des conséquences dévastatrices au plan social et économique. Quarante et une villes chinoises ont été concernées à la fin du premier semestre 2022, soit près de 300 millions de personnes¹²⁰.

Le PIB chinois s'essouffle avec une évolution du taux de croissance péjorative. Selon la chambre européenne de commerce en avril 2022, 23 % des décideurs européens envisagent de transférer une partie de leurs activités hors de Chine.

¹²⁰ Voir dossier spécial de la revue *Le Point* du 19 mai 2022

Déjà frappés de plein fouet par le Covid-19 (nombre élevé de victimes, retard de la vaccination, conséquences socio-économiques majeures délétères), les pays émergents du bassin méditerranéen font partie des premières victimes des conséquences de la guerre russo-ukrainienne et du renfermement drastique de la Chine. Les problématiques énergétiques et alimentaires résultant de cet enchaînement de crises mondiales ainsi que le contexte de stagflation redouté en Europe et aux États-Unis, vont frapper de plein fouet les pays du Sud les plus dépendants des importations et les plus concernés par le réchauffement climatique (Sahel, Corne de l’Afrique, Maghreb). Les enjeux autour de la diversification de leurs productions agricoles et de leurs importations, les investissements nécessaires dans les énergies renouvelables et leur accès aux nouvelles technologies, dont le numérique, sont des points majeurs dont les démocraties européennes ne peuvent se détourner. Certains spécialistes parlent de « *décennie perdue pour le développement* ». Les démocraties méditerranéennes considèrent alors ces risques majeurs du monde émergent comme autant d’opportunités de se réengager vis-à-vis des pays du Sud et pour relancer les rapports multilatéraux.

Le modèle israélien continue à faire des émules et les trois doses du schéma vaccinal, auxquelles s’ajoutent des rappels réguliers pour les personnes à risque, deviennent la norme sur la rive Nord. La stratégie d’adaptation permanente des pays méditerranéens de la rive nord et leur avance scientifique face au virus permettent la reprise d’une activité culturelle, sociale et économique. Les impacts psychologiques de confinements drastiques à répétition sont ainsi limités.

Fin 2022, en France, l’arrivée du vaccin français développé par Sanofi, de conception plus classique, finit de convaincre les plus

réticents à la vaccination. Au Sud, l'épidémie s'étant répandue avec un certain décalage temporel par rapport au Nord, il devient possible de se faire vacciner avec les surplus de vaccins étrangers (notamment issus de l'UE qui promeut activement l'efficacité et la sécurité de ses vaccins). Forte de sa crédibilité scientifique, l'UE prévoit dès fin 2022 d'installer des usines en mesure de produire des vaccins sûrs et fiables sur la rive Sud de la Méditerranée (en maintenant des capacités de production dormante en cas de nouvelles vagues). Dans beaucoup de pays du Sud, le vaccin indien est introduit avec succès.

À l'inverse les pays ayant adopté des stratégies vaccinales peu volontaristes ou utilisant les vaccins russes ou chinois semblent patiner entre 2022 et 2023, confrontés aux variants Omicron 1 et Omicron 2. Pour des raisons idéologiques, certains pays producteurs de vaccins (Chine et Russie), soucieux de préserver leur image de pays victorieux face au Covid, refusent d'introduire des vaccins occidentaux, à l'efficacité pourtant prouvée et durable, dans leur population. Ceci a des conséquences néfastes en Russie et surtout en Chine où la distanciation sociale est impossible dans des villes densément peuplées où les habitants sont vaccinés avec une solution peu protectrice à long terme. Au second semestre 2022, dans ces pays totalitaires, l'épidémie se propage malgré la masse des mesures sanitaires appliquées (reconfinements et isolement drastiques des malades).

L'image d'une Europe garante de norme et de sécurité s'améliore alors-même que les premières vagues épidémiques avaient mis en lumière la dépendance de l'Europe aux manufactures asiatiques (masques, médicaments, équipements...) et une incapacité à produire les vaccins.

La Chine et la Russie en avaient profité pour mettre en œuvre une géopolitique du vaccin (Maroc, Algérie) ; la Turquie avait avancé

ses pions en fournissant des équipements (respirateurs artificiels, masques...). Dans ce contexte de début de pandémie, le modèle démocratique avait pu être remis en cause face aux républiques autoritaires alors perçues comme plus fortes pour lutter contre la pandémie. À compter de 2023, la tendance s'inverse nettement, en faveur des pays occidentaux.

Fin 2022, le nouveau climat est propice à la relance de l'Union pour la Méditerranée et à l'influence de l'UE sur l'ensemble de la région. Cette influence grandit à mesure que les nombreuses campagnes de désinformation menées conjointement par la Chine et la Russie au sujet de la crise sanitaire sont révélées dans le monde entier au cours de l'année 2023 (origine du virus et démarrage des contaminations en 2019). L'influence de la Chine et de la Russie en Afrique déclinent au profit du retour d'un dialogue et d'une coopération avec l'Europe.

2023 : les Européens proposent aux pays de la rive Sud le déploiement d'un câble sous-marin SUGIB reliant Suez à Gibraltar, nouvelle voie de communication qui donnera à l'Europe une autonomie vis-à-vis des États-Unis et limite l'influence de la Chine et de son géant Huawei dans le domaine des télécommunications. Les bases d'une coopération militaire Nord-Sud sont établies pour surveiller ce réseau et prévenir toute collecte étrangère (sous-marins américains/russes).

En 2022-2023, la guerre en Ukraine agit comme une continuité de la crise Covid-19. Elle provoque un second sursaut de l'UE.

Après le réveil économique et social de l'UE provoqué par la pandémie, on assiste au réveil stratégique de l'Europe qui prend conscience de la nécessité d'être bien plus qu'un simple espace de libre échange.

La crise survient à un moment où les économies fonctionnent déjà en mode « guerre » depuis deux ans. Elle provoque trois grands changements qui influent sur la stabilité en Méditerranée :

- Une prise de conscience encore plus aigüe des faiblesses de la Méditerranée en matière énergétique. Cette prise de conscience est renforcée par l'augmentation des prix du gaz dans toute la région et par l'augmentation du coût du transport aérien et maritime. Elle conduit à une demande plus concrète d'investissements verts ;
- Les rapports de force évoluent, mais ils se concentrent sur l'Europe orientale, tandis que les États-Unis et la Turquie (devenue à nouveau *persona grata* dans l'OTAN dès la fin 2022) participent pleinement à l'endiguement russe, sur le flanc est de l'Europe. L'Union européenne se dote d'outils de défense collective et de gestion de crises armées, mais totalement coordonnés à l'OTAN. Le flanc situé à l'Est étant plus ou moins préempté par l'OTAN, plusieurs pays européens déploient leur effort militaire en Méditerranée pour prévenir le débordement des crises, en particulier quand elles sont attisées par la Russie et ses relais (Wagner en bande sahélo-saharienne). Les marines et forces aéronavales espagnoles, italiennes, grecques et françaises sillonnent la Méditerranée et bénéficient d'une grande liberté d'action. La Méditerranée devient un lac européen relativement stable ;
- La corrélation entre la guerre en Ukraine, la prolongation de la crise sanitaire en Chine et la tension sur certains approvisionnements attisent la crise frumentaire due aux sécheresses à répétition. Cette tension sur les denrées alimentaires de base entraîne un durcissement sécuritaire intérieur des États de la rive Sud, qui mettent en œuvre préventivement les conditions d'une répression de toute contestation et préparent le rationnement des populations.

Dans tous les cas, la situation de précarité sécuritaire et alimentaire tend à être durable.

Paradoxalement, cette situation conduit à une forme de coopération vertueuse et profitable au plus grand nombre.

Tandis que les États de la rive Sud bénéficient des investissements sanitaires et de haute technologie (et verts) encouragés par l'UE, ils conservent suffisamment de liberté de manœuvre pour importer des produits agricoles provenant de la Russie et de ses partenaires.

Cette situation profitable aux États du Sud ne provient en aucun cas d'une manœuvre concertée des États européens et de la Russie. C'est bien parce que ces deux systèmes reposent sur des atouts et des modes de fonctionnement très différents que les bénéfices différenciés sont recueillis par une rive Sud qui est courtisée des deux côtés. Dans la mesure où cette rive a tout intérêt à ne pas condamner les agissements russes en Europe et où elle demeure le partenaire le plus proche de l'UE, elle est idéalement placée pour engranger les bénéfices d'une situation pourtant située à la limite du seuil de conflit armé en Europe.

Un changement de gouvernement en Russie en 2025 faisant suite au décès brutal du président ne fera que renforcer la coopération Russie/UE parce que les relations bilatérales Sud-UE et Sud-Russie seront, à ce moment déjà, dans une phase de stabilisation.

2. 2024 : malgré la persistance des risques économiques, sanitaires et stratégiques, l'espace méditerranéen se lance dans une réforme ambitieuse

L'année 2024 est annoncée par la plupart des gouvernements européens comme celle de la véritable reprise des activités

économiques, tandis que la crise russo-ukrainienne s'enlise. Lors de la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques de Paris, le président français, fort de son leadership européen et de l'impulsion donnée à la technologie verte, affirme que les JO seront ceux de l'entrée dans le monde d'après, un monde caractérisé par une forte modification des échanges humains. Le tourisme de masse est fortement décrié (et rendu quasiment impossible par les prix exorbitants des carburants) et des modes de voyage nouveaux sont promus : découvertes virtuelles, voyages itinérants avec des moyens de transport écologique, sur un mode beaucoup plus lent, voyages locaux (primes fortes à l'écotourisme pour désenclaver les zones isolées). Le transport aérien des personnes diminue et se restructure vers un transport respectueux de l'environnement (notamment grâce à la part de plus en plus croissante prise par les carburants innovants) tandis que le transport des marchandises se stabilise. Pour bénéficier de la rente de ce nouveau mode de tourisme, les pays du Sud adaptent leurs structures hôtelières.

Pour permettre aux nouveaux touristes de continuer à travailler à distance tout en voyageant, les États font un effort considérable pour équiper les régions isolées en fibre optique et leur donner un accès au numérique. La vogue de ce mode de vie nomade (à la fois écologique et numérique) n'est pas aussi répandue qu'il n'y paraît, mais elle devient un modèle communément admis comme vertueux¹²¹.

Les premiers fruits du déploiement du câble de télécommunication SUGIB sont récoltés. La politique volontariste de raccordement aux réseaux (souvent financée par l'UE) permet aux populations isolées de retrouver un accès au savoir, lequel est de plus en plus souvent proposé en ligne. Cette nouvelle façon d'apprendre,

¹²¹ Félix MARQUARDT, *Les nouveaux nomades*, Le passeur, Paris, 2022, 333 pages

largement décriée, confère pourtant des compétences numériques à une jeune génération jusqu'alors privée de tout. Le modèle indien (mise à disposition de connaissances via des moyens numériques à des populations enclavées, encouragement de l'accès aux emplois dans le domaine de la technologie numérique) devient une quasi norme au Maghreb, annonçant une génération « connectée » pour les années 2040. Parallèlement, des Européens actifs ou retraités choisissent de s'installer au Maghreb à la faveur de ces accès facilités au numérique, ce qui favorise d'autant plus les échanges entre rives nord et sud de la Méditerranée.

De 2022 à 2026, les dettes publiques des pays de la rive Nord n'ont cessé d'augmenter, en raison des politiques d'investissement et des achats d'armement dus à la guerre en Europe de l'Est. Pour autant, elles ne représentent pas une menace pour l'équilibre des finances parce que les taux d'intérêts sont restés bas (relativement à l'inflation), et que les investisseurs croient davantage dans les dettes européennes que dans les économies américaines et chinoises, fragilisées par la guerre Froide sur plusieurs fronts (Taïwan, Corée, Ladakh, Corne de l'Afrique et Iran). L'inflation forte des années 2022-2026 a encouragé les investisseurs à sortir du bois et à prendre des risques, notamment en matière d'énergie verte et de télécommunications.

Les investisseurs craignant de perdre leur épargne sont encouragés par la BCE à investir dans le pourtour méditerranéen, et en particulier pour soutenir la relocalisation de certaines industries. Ce plan de relance d'industries de moyenne technologie bénéficie d'aides importantes de l'UE et de différentes banques de développement, pour pallier la dépendance des pays de la zone EUROMED envers l'industrie lourde chinoise et l'industrie textile turque. La première est fortement contrainte par l'extrême tension interne en Chine due à la rivalité avec les États-Unis. Elle est

toujours contrainte économiquement et politiquement par les conséquences du Covid, tandis que la Russie est embourbée dans une confrontation très violente dans le Caucase, sans que son front ukrainien ne se soit apaisé.

Tandis que la crise du Covid avait montré le besoin d'améliorer les transferts de fonds du Nord vers le Sud (émigrés), elle a *de facto* favorisé la croissance du commerce électronique. Les pays du Sud, soutenus par l'UE ont également développé l'environnement juridique et le cadre réglementaire des fournisseurs de services afin de permettre davantage d'innovation dans cette zone (paiement numérique).

Dès lors, l'attractivité du Sud augmente et les projets d'investissement, notamment européens, deviennent possibles. Le point de départ se situe au Maroc, où Orange installe un réseau très performant qui devient en cinq ans la référence pour le Maghreb. La réouverture de la frontière avec l'Algérie est facilitée par l'interpénétration des réseaux de communication et par la richesse des échanges personnels entre les habitants qui nourrissent les mêmes attentes vis-à-vis de cette voie de développement.

L'intégration en matière de recherche et d'enseignement supérieur n'est pas en reste. Les nouvelles voies de communication permettent un rapprochement entre les universités et des laboratoires de recherche du Nord et du Sud. Au Sud, les connaissances apportées par ces échanges aident les entreprises locales à progresser dans la chaîne de valeur et à diversifier la production. Un nouvel espoir est donné à la jeunesse des pays du Sud et modère la pression migratoire dans le sens Sud-Nord. Dès lors, le sujet de l'immigration devient moins sensible dans l'UE et des accords de commerce et de politique migratoires sont signés favorisant la mobilité des compétences et une croissance

économique partagée. Cette évolution accompagne une nouvelle tendance à l'immigration circulaire semblant devenir la norme à l'échelle des continents.

Pour soutenir cette croissance, dans les pays de la rive Sud :

- Les besoins en énergie sont progressivement assurés par des infrastructures fondées sur l'énergie solaire dans les déserts marocains/algériens/tunisiens. Ces infrastructures de haute technologie sont financées par des capitaux publics européens prêtés à des entreprises privées locales. Une production d'énergie complémentaire est déployée grâce à un nucléaire de « petite dimension » qui rend enfin rentable la production d'hydrogène. Cet hydrogène profite au trafic maritime écologique en Méditerranée, espace devenu particulièrement innovant en la matière.
- La sécurité alimentaire est améliorée grâce à la construction de centrales de désalinisation d'eau de mer, tandis qu'un meilleur équilibre s'installe entre une agriculture locale raisonnée (détenue par un secteur privé soutenu par l'UE) et des importations de denrées alimentaires chez des fournisseurs paradoxalement hostiles à l'UE.
- Les besoins en sécurité vis-à-vis des groupes terroristes dans la bande sahélienne sont assurés par une meilleure coopération militaire locale et par l'implication accrue de l'Algérie dans la sécurisation de ses frontières. L'alignement de l'Algérie sur les positions russes lui permet d'obtenir encore plus facilement du matériel militaire de bon niveau, qu'elle emploie en priorité pour défendre sa frontière sud. L'implication occidentale (et notamment française) en BSS diminue drastiquement, à la fois pour

éviter l'imbrication avec les éléments pro-russes et en raison de l'autonomisation des pays du G4 Sahel¹²².

Dans ce contexte, les coopérations entre l'Europe et la Russie sont de plus en plus consistantes à la faveur d'un changement de gouvernement en Russie en 2025. La mort de Vladimir Poutine permet à Dimitri Medvedev d'accéder au pouvoir et de proclamer une détente relative avec l'Occident, sans qu'aucune modification en profondeur du système politique russe ne soit entreprise. Cette impression de détente libère les pays de la rive sud de la Méditerranée de leurs dernières hésitations dans la recherche d'un double parrainage russo-européen et d'une plus grande autonomie économique.

En 2025, c'est sous la pression de la rue que l'Algérie s'est ouverte à ses voisins. L'armée encourage cette transition politique parce qu'elle a complètement changé de posture au sein du pays, passant d'une force de l'ordre et d'appui au régime à une force de défense des frontières face aux menaces provenant de la bande sahélienne en totale anarchie.

Les élections législatives turques de 2025 sont remportées par l'opposition face à un Erdogan très vieillissant : les Turcs veulent rompre leur isolement face à l'Europe et ne font plus aucune confiance aux Russes avec lesquels ils ont des désaccords importants sur le destin du Caucase et du Kurdistan. L'Union européenne propose un cycle de discussions pour négocier le partage des eaux internationales entre la Grèce et la Turquie, et en particulier le partage des ressources gazières off-shore, devenues indispensables à la fourniture européenne en gaz, fourniture sous tension depuis la crise ukrainienne et les pressions exercées par la

¹²² Dès 2023, le G5 Sahel se reconfigure en G4 en actant la fin de toute coopération avec le Mali.

Russie vis-à-vis de l'approvisionnement européen. La Turquie tire les fruits de son alignement avec l'Occident dans la crise ukrainienne et également de la fin de règne d'Erdogan. Les tensions militaires diminuent encore en Méditerranée, du fait d'une unité de stratégie de la plupart des riverains contre les visées militaires russes. C'est dans les Balkans que les tensions sont les plus dures, mais elles ne débordent pas de ce cadre géographique étriqué (qui s'est en outre dépeuplé au cours des dernières années).

Paradoxalement, la guerre russo-ukrainienne provoque un afflux de réfugiés aux conséquences positives en Méditerranée. Ce sont les élites russes et ukrainiennes qui quittent leur pays et s'installent durablement dans des pays où elles disposent de réseaux anciens : Algérie, Israël, Liban, Syrie, Égypte, au détriment de pays européens. À l'image de l'arrivée de juifs russes en Israël dans les années 2000, c'est une manne constituée de profils instruits et volontaires qui débarquent dans ces pays où l'éducation marquait le pas depuis les années 1990. C'est en Algérie que le phénomène est le plus surprenant, parce qu'il bénéficie en même temps de la libéralisation du pays.

3. 2030 : l'embrasement. Tandis que l'Est de l'Europe vit au rythme de la guerre de haute intensité depuis 2022, c'est une guerre d'un tout autre type qui éclate au Liban

En 2030, pour faire face à la mainmise de milices chiïtes débandées dans le Sud Liban, Israël lance préventivement une offensive jusqu'à Beyrouth avec, en parallèle, une campagne de frappes extrêmement dévastatrices sur l'Ouest de la Syrie. Contraint par les contreparties du nouveau traité JCPOA de 2026 (*Joint Comprehensive Plan Of Action*) l'Iran ne peut pas aider ses alliés. Le Liban et la Syrie de l'Ouest sont devenus des pays à 80 %

chiïtes en raison des vagues d'immigration des populations chrétiennes et sunnites vers le Canada et le Golfe.

Face à une population restante fanatisée, Israël emploie des méthodes brutales, sous couvert d'un blackout total des médias et des communications. L'emploi de munitions automatisées est massif et l'armée israélienne ne déplore qu'un taux de pertes extrêmement bas. L'émoi est faible en Occident, en partie à cause de ce blocus de l'information, mais également en raison d'un fort sentiment anti-chiïte qui a suivi plusieurs vagues d'attentats dans les pays anglo-saxons. Contrairement à toutes les prédictions, le conflit reste circonscrit au Proche-Orient. Les nombreuses alliances nouées entre Israël et les pays musulmans de la zone EUROMED font que ces pays, et en particulier l'Égypte, puissance spatiale depuis 2029 grâce à une coopération UE-EAU-Égypte accentuent encore le blackout. Des flux intenses de désinformation occultent les satellites commerciaux, tandis que les armées européennes prétextent des problèmes de brouillage pour ne pas afficher leur connaissance du conflit en cours.

Des phénomènes de guerre de l'information, directement inspirés du conflit de 2022 entre la Russie et l'Ukraine se développent et s'amplifient. À l'exact contraire de la guerre des images que s'étaient alors livrés les protagonistes, il devient impossible d'accéder à des images du terrain, ce qui conduit à un désintérêt extraordinaire de la part des populations européennes et méditerranéennes. Ces sociétés hyperconnectées et désormais très détachées des logiques nationales se désintéressent d'un conflit qui provoque peu de flux de réfugiés (les chiïtes libanais ne parviennent pas à s'extraire d'un Liban extrêmement enclavé) et peu de retombées économiques. En revanche, les experts suivent de très près les évolutions technologiques et les stratégies informationnelles à l'œuvre dans ce conflit.

Rapidement après la fin de cette guerre dominée par la très haute technologie, se dessine un nouveau pôle régional de stabilité au Proche-Orient désormais dégagé de la menace iranienne. Le modèle de la guerre du faible au fort qui a dominé les années 2000 est mis en sommeil temporairement, et les mouvements insurrectionnels ou terroristes doivent se reconfigurer pour contrer l'efficacité des armes de très haute technologie.

Le principal enseignement de cette guerre est que le retour de la technologie et de la manipulation de l'information constitue une donnée d'entrée des nouveaux conflits. Une forme de *statu quo* vigilant s'instaure dans le bassin méditerranéen. Le mouvement de réarmement engagé depuis les années 2010 autour de la Méditerranée s'essouffle donc, devant l'impossibilité de la plupart des pays de combler le vide technologique qui les sépare de quelques armées en pointe. Cette tendance à la fin de la course généralisée aux armements s'installe pour une à deux décennies.

II. « Une Méditerranée sans limite ni centre » : de la crise sanitaire de 2035 à l'émergence de nouvelles frontières internes en 2049

1. 2035, un nouveau variant du coronavirus apparaît sur un terreau favorable à l'émergence de nouvelles épidémies

En 2035, l'enchaînement de cinq années de sécheresse en Espagne et au Portugal semble avoir provoqué des remontées de pollution dans plusieurs cours d'eau essentiels à la vie des populations. Malgré les investissements initiés pour améliorer les réseaux de recyclage de l'eau pendant la décennie précédente (2025-2035), les réseaux de distribution d'eau restent insuffisamment cloisonnés

pour éviter la propagation de la pollution. Le taux de cancers est décuplé en quelques années, sans doute aggravé par l'intensité du rayonnement solaire, et par la chaleur caniculaire, neuf mois dans l'année. Ces maladies se répandent dans tout l'espace euroméditerranéen, et affectent lourdement les systèmes de santé déjà affaiblis par le vieillissement de la population. Les nouvelles maladies dues à la pollution et au réchauffement climatique sont à la portée des systèmes de santé modernes, mais leur augmentation rapide, qui touche toutes les catégories de la société, augmente le sentiment d'insécurité sanitaire chez les populations des deux rives. Des recherches prometteuses sont initiées par les États et par les laboratoires privés, mais le souvenir de 2019, ainsi que le manque de confiance de nombreux habitants de l'espace méditerranéen envers leurs autorités provoquent une réaction massive de rejet vis-à-vis des politiques sanitaires mises en place.

En 2036, une nouvelle épidémie de Coronavirus, proche de celle de 2019 fait irruption sur le pourtour méditerranéen. La mémoire de 2019 est encore très vive et aucun pays ne choisit de fermer ses frontières ou de reconfiner drastiquement la population. Les forces armées sont appelées en renfort pour appuyer les différents systèmes de santé, et les autorités politiques tentent d'appliquer les leçons de la crise précédente face à des populations de plus en plus réfractaires, et dont l'état global de santé se dégrade fortement. Entre résignation devant les maladies et révolte contre les politiques publiques, les liens sociaux se détissent dans toutes les sociétés de l'espace méditerranéen, des plus traditionnelles aux plus progressistes.

Le nouveau variant crée des ravages dans les sociétés qui avaient fait l'économie d'une stratégie vaccinale solide en 2020-21, et en particulier dans les pays totalitaires qui avaient utilisé les vaccins chinois ou russes. La propagande des États policiers prend la main,

avec la dissimulation des dégâts et de l'arrêt des activités économiques. Les pays européens, bien immunisés par les campagnes qui ont suivi le Covid-19, enregistrent des taux de mortalité modérés et un ralentissement contrôlé de la vie économique. Les différents centres de production de vaccins à ARN messenger dormant, construits sur les rives Nord et Sud en 2023, portent leur fruit en permettant la réalisation rapide d'une dose de rappel des vaccins à ARN messenger sur tout le pourtour de la Méditerranée.

Les pays du Sud contrôlent bien la létalité du virus, mais leur système de santé, pourtant bien plus riche que dans les années 2020, n'est malgré tout pas capable de faire face à l'afflux précoce de malades en réanimation.

C'est le reflet des pics démographiques du début du siècle et d'un début de vieillissement de la population. Le système de santé égyptien est le premier à s'effondrer et à se déclarer lui-même en faillite en 2037. Le nombre de personnes laissées handicapées à vie par le manque de soins adaptés fait exploser le système de protection sociale de plusieurs pays, notamment en Turquie et en Égypte.

2. 2038, la « politique universelle de fin de vie » vue comme une aubaine par les pouvoirs publics

En gestation dans les programmes de plusieurs partis politiques européens depuis les années 2010, une perception entièrement nouvelle de la fin de vie s'introduit dans le débat public à partir des années 2030-35, et prend un ton tout particulièrement sérieux avec la faillite des systèmes de santé de la Turquie et de l'Égypte et la répétition des crises sanitaires au sein de populations vieillissantes.

En Europe, l'incapacité des sociétés à prendre en charge les soins de leur population vieillissante et l'inflation des coûts de maintien du système de protection sociale a conduit l'Union européenne à légiférer sur la fin de vie. Toute personne ayant reconnu vouloir renoncer aux soins en cas de perte d'autonomie ou en cas de souffrance insurmontable a droit au suicide médicalement assisté, pris en charge par l'État. Les proches de personnes touchées par de telles situations et incapables de se prononcer peuvent décider d'initier sous certaines conditions la procédure de « mort assistée », par la simple saisine d'une commission tripartite (un représentant du ministère du bien-être, un représentant du ministère de la Justice et un représentant politique local), présente en permanence dans chaque commune de plus de 10 000 habitants. Malgré une opposition de principe des instances religieuses, rapidement décrédibilisées par diverses campagnes d'opinion, la directive européenne votée à Bruxelles en 2036 est appliquée dans tous les pays dès 2038. Dans les pays où sa mise en œuvre est soumise à referendum, elle est adoptée avec des majorités écrasantes.

L'acceptation de cette loi est fortement facilitée par l'augmentation du nombre de personnes en souffrance mentale sur les territoires les plus variés, depuis les années 2020. De nombreux spécialistes y voient une conséquence de la rupture des liens sociaux due aux confinements des années 2020-22, d'autres y distinguent un effet induit par la généralisation des métavers¹²³ qui proposent à chacun de laisser une trace immortelle sur les espaces virtuels, indépendamment de toute vie « réelle » dans le monde sensible.

¹²³ La « Red Team », *Ces guerres qui nous attendent. 2030-2060*, Des équateurs, Paris, 2 022, 222 pages.

En 2032, au Royaume d'Angleterre (RA), on estime que 67% des joueurs du jeu vidéo ultra-populaire « *magic sword online* » sont en fait des avatars de personnes décédées.

Contre toute attente, et malgré un contexte sociétal et religieux très différent de celui de l'Europe, la politique de fin de vie se généralise au Sud en très peu de temps. Incapables de gérer la vieillesse de populations fortement diminuées par les maladies, et dont la classe d'âge correspond au boom démographique des années 1980, les gouvernements encouragent l'euthanasie, parfois en détournant à des fins politiques les prédications de leaders religieux (dans la lignée des mouvements chiites et coptes millénaristes). En quelques années (2038-2040) le taux de recours au suicide assisté se stabilise, mais la politique d'arrêt de toute protection sociale et sanitaire publique au-delà de 46 ans se généralise dans le bassin méditerranéen.

3. Dès 2035 : Des sociétés polarisées et repliées sur elles-mêmes, à travers tout l'espace méditerranéen

Les différentes crises et l'accès à la haute technologie ont donné naissance à un espace très cloisonné, sur tout le pourtour méditerranéen.

D'un côté, des superstructures étatiques ou supra-étatiques ont pris le contrôle de la sécurité et de la création de normes. L'Union européenne (qui s'est élargie à l'Écosse en 2023, mais n'a pas gagné de membres à l'Est) est devenue le principal organisme responsable de l'investissement sanitaire et industriel lourd sur le continent, tandis que l'OTAN devenait l'unique garant de la sécurité extérieure et intérieure (une gendarmerie européenne, aux normes OTAN a été créée en 2032). Ailleurs, les États ont

renforcé leur autorité sur les populations, à l'image d'Israël, devenu un État religieux fondé sur la Torah et où la loi martiale est appliquée en permanence, et ce alors que les entreprises privées sont laissées entièrement libres de se développer selon une logique libérale.

Ces superstructures sont organisées méthodiquement et ont développé des systèmes administratifs très technocratiques, voire envahissants. L'alliance de la technologie (intelligence artificielle et *deep learning*¹²⁴) et du contrôle permet des gains d'efficacité et de productivité extraordinaires au profit des populations. Partout, la planification écologique bénéficie de ces avancées et la complémentarité des deux rives assure une quasi-souveraineté industrielle et alimentaire à l'espace méditerranéen. Malgré leur réchauffement relatif, les faibles relations politiques et économiques entre l'Europe et la Russie n'empêchent pas cette dernière d'exporter massivement vers le Maghreb et l'Égypte les céréales et d'autres ressources que les politiques écologiques des pays d'Afrique du Nord interdisent de produire.

D'un autre côté, de petites communautés ont émergé aux côtés de grandes métropoles partout autour de la Méditerranée, et même sur la mer à certains endroits (archipel artificiel crétois). Ces communautés n'ont en commun que leur connexion à des réseaux à débit accéléré et à leur appartenance à un espace politique (faible) et économique (fort) commun. Les États où l'UE a perdu prise sur la vie locale de ces communautés humaines et se contente de flécher et mettre en œuvre des politiques d'investissement ou de sécurité. Autogérées, extrêmement peu sensibles à l'information tant les guerres informationnelles des années 2020-2035 ont fait de dégâts dans la crédibilité des médias, ces communautés de type

¹²⁴ Stéfán WUL, *Noô*, Denoël, Paris, 1977

ZAD (zone d'aménagement différé) 10.0 se répandent et deviennent un modèle alternatif à celui qui a cours dans l'environnement social traditionnel¹²⁵.

L'émergence des ZAD répond en partie à des raisons économiques et sociales paradoxales comme le refus de la société de consommation associé à une utilisation massive de nouvelles technologies. Le point de départ de ces nouvelles formes de communauté semble avoir été la convergence entre le refus de la prétendue « dictature sanitaire » des années 2020 et le constat des insuffisances structurelles des systèmes de santé hérités de l'après-guerre. En définitive, ces nombreux paradoxes laissent émerger une société très disparate mais unie dans la recherche de médecines alternatives et d'écologie radicale.

En 2040, on estime que 37% des Européens vivent dans une ZAD (65% à l'échelle de la Méditerranée) et que 59% des Européens alternent entre une ZAD et une ville traditionnelle (86% en Méditerranée). L'application de politiques globales peu ou mal concertées (dont les politiques sanitaires des années 2020 à 2040) a encore diminué la crédibilité des pouvoirs politiques. Tandis que ces derniers se satisfaisaient de pouvoir appliquer l'autorité des décisions dictées par l'urgence et par la succession des crises, les sociétés se divisaient entre suivistes (de moins en moins nombreux) et rebelles, prompts à douter de tout et à rejoindre des espaces de néo-démocratie, au niveau le plus local.

Dans cette nouvelle Méditerranée, relativement prospère et où la vie des États est normée, réglée et organisée, une population toujours plus nombreuse vit dans une situation de désobéissance globale, et nomadise (virtuellement et réellement) au gré des tendances amenées par la technologie, le partage du savoir et le

¹²⁵ Alain DAMASIO, *Les Furtifs*, la Volte, Paris, 2019, 432 pages

hasard des rencontres. L'Europe et les États sont perçus comme l'étaient les Dieux lointains de l'Antiquité : protecteurs, interventionnistes mais coupés de la vie sensible.

4. 2049 : l'échec des Nouvelles Routes de la Soie

L'incapacité de la Chine à apaiser sa situation intérieure à partir de la première crise Covid en 2019 lui a interdit de poursuivre son développement effréné. Les tensions avec les États-Unis, mais plus encore la situation de crise permanente, au seuil de la guerre nucléaire avec l'encombrant voisin nord-Coréen, dès 2023 ont lié les mains des dirigeants chinois, toujours plus répressifs et autoritaires.

En 2036, lorsque que le nouveau Covid a commencé à pénétrer en Chine, il a rencontré une société vieillie, affaiblie et très peu résiliente. À cette date, le monde méditerranéen a déjà regagné en souveraineté industrielle et technologique et ses habitudes de décroissance et de frugalité en ont fait un espace peu intéressant pour le commerce chinois, davantage tourné vers son marché intérieur riche mais morose.

En effet, la dynamique qui avait prévalu au lancement des Nouvelles Routes de la Soie (*Belt and Road Initiative / BRI*) au début des années 2000 s'est essouffée dans la décennie 2025 - 2035, non seulement à cause de l'échec chinois face aux deux grandes épidémies, mais surtout à cause de la défiance des partenaires économiques des BRI. Le Pakistan, l'Asie centrale et les Émirats arabes unis ont vu leurs infrastructures logistiques fortement perturbées par le manque de fiabilité chinois, alternant entre rigueur extrême et ouverture, entre flux tendus et vide absolu. Le *statu quo* en Europe ayant permis aux États-Unis de reporter toute leur attention militaire sur la Chine, l'espace Asie-

Pacifique est devenu une zone de blocage systématique de toute initiative stratégique.

Ainsi, au moment où ce scénario prend fin, l'archipel méditerranéen a gagné en prospérité et en développement global. Il a surmonté de nombreuses crises, a continué d'expérimenter sa capacité à être surpris et vit un nouveau brassage de populations, entre le doute et l'agilité. Le Covid-19 n'a donc pas été un déclencheur, mais un révélateur de tendances.

Il a peut-être même permis aux habitants du pourtour méditerranéen d'envisager la géopolitique d'une manière plus dynamique et décomplexée, entre le Nord et le Sud. Il a surtout donné naissance à une forme de démocratie paradoxale, dont les effets sur l'objet stratégique que sera devenue l'UE ne pourront être jaugés qu'à l'expérience du dernier tiers du 21^{ème} siècle.

Bibliographie

Entretien

Entretien avec Jean-Marc Balencie, responsable du blog <https://horizonsincertains.com/>

Rapports

Abdelkader EL KHIDER et Imane ZEROUALI BOUKHAL, *Rôle de la stabilité politique dans la promotion de l'investissement direct étranger en Afrique du Nord*. FSJES, université Cadi Ayyad, Marrakech, 2021.

CEA, *Les émissions de CO2 remontent à un niveau proche de celui d'avant la pandémie*, 27 octobre 2021. Disponible : <https://www.cea.fr/drf/Pages/Actualites/En-direct-des-labos/2021/les-emissions-de-dioxyde-de-carbone-remontent-a-un-niveau-proche-de-celui-davant-la-pandemie.aspx>

Centre international de hautes études agronomiques méditerranéennes (CIHEAM), *The COVID 19 Pandemic, Threats on food security in the Mediterranean region*, 2020. Disponible : <https://www.ciheam.org/wp-content/uploads/2020/07/COVID-rapport-FINAL-2.pdf>

Commission européenne, Directorate-General for Budget, “The EU’s 2021-2027 long-term budget and NextGenerationEU : facts and figures”, *Publications Office of the European Union*, 2021. Disponible : <https://data.europa.eu/doi/10.2761/808559>

Commission européenne, *Ensemble pour la santé : une approche stratégique pour l'UE 2008-2013*, 2007.

Commission européenne, *Une approche globale en vue d'accélérer la mise en œuvre du programme de développement durable des Nations unies à l'horizon 2030 - Reconstruire en mieux après la crise du Covid-19*, 2021.

Commission européenne, *Une boussole numérique pour 2030: l'Europe balise la décennie numérique*, 2021.

Commission européenne, *Vers une Europe durable à l'horizon 2030*, 2019. Disponible : https://www.transition-europe.eu/sites/default/files/publications/files/une_europe_durable_a_lhorizon_2030.pdf

IRIS, Observatoire de la sécurité des flux et des matières énergétiques, *Les enjeux énergétiques en Afrique du Nord*, Juin 2021.

Programme des Nations Unies pour l'Environnement/Plan d'Action pour la Méditerranée et Plan Bleu (2020), *Etat de l'Environnement et du Développement en Méditerranée : Résumé à l'attention des décideurs*, 2020. Disponible : <https://planbleu.org/wp-content/uploads/2021/04/RED-2020-Re%CC%81sume%CC%81.pdf>

Unicef, WFP et OMS, *L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde*, 2020. Disponible : <https://www.fao.org/3/cb4474fr/cb4474fr.pdf>

Yves BERTONCINI, *Relocaliser en France avec l'Europe*, Fondation pour l'innovation politique, 2020. Disponible : <https://www.fondapol.org/app/uploads/2020/10/fondapol-etude-relocaliser-france-europe-yves-bertoncini-2020-09-1.pdf>

Ouvrages

Abis, Sébastien, et Matthieu Brun. *Le Déméter 2021*. IRIS éditions, 2021.

Alain DAMASIO, *Les Furtifs*, la Volte, Paris, 2019, 432 pages

Aline RICHARD et Hélène LE MEUR, *Les grandes controverses scientifiques*, Paris, Dunod, 2014, 166 pages.

Félix MARQUARDT, *Les nouveaux nomades*, Le passeur, Paris, 2022, 333 pages.

Institut FMES, *Atlas stratégique de la Méditerranée et du Moyen-Orient*, 2022.

Nassim NICHOLAS TALEB, *Le cygne noir : La puissance de l'imprévisible*, mars 2012, Les belles lettres, 608 pages.

RedTeam, *Ces guerres qui nous attendent. 2030-2060*, Des équateurs, Paris, 2022, 222 pages.

Stefan WUL, *Noô*, Denoël, Paris, 1977, 272 pages.

Articles académiques

Eric HEYER, Mathieu PLANE, Xavier TIMBEAU. « Quelle dette publique à l'horizon 2030 en France ? » *Revue de l'OFCE*, Presses de Sciences Po, 2010, pp.5 - 34.

Fernand SAUER, « Les ambitions européennes en matière de santé », *Revue française d'administration publique*, 2005/1 (no113), p. 147-157. Disponible : <https://www.cairn.info/revue-francaise-d-administration-publique-2005-1-page-147.htm>

François HEISBOURG, « La pandémie remodèle-t-elle la géopolitique ? », *Commentaire* 2020/3 (Numéro 171). Disponible : <https://www.cairn.info/revue-commentaire-2020-3-page-527.htm>

Hedi SRAIEB « Choix économiques et recomposition du paysage politique des pays de la rive sud de la Méditerranée » – *revue Économie et Politique* n°706-707, 2013.

IRIS, Pascal BONIFACE, *Le Covid-19 accentue la fracture occidentale*, 9 avril 2020. Disponible <https://www.iris-france.org/146051-le-covid-19-accentue-la-fracture-occidentale/>

Jean-Pierre FAVENNEC et Philippe COPINSCHI. « Les nouveaux enjeux pétroliers en Afrique », *Politique africaine*, vol. 89, no. 1, 2003, pp. 127-148.

Sophie MOULIAS, Marion PÉPIN, « Nouvelles questions éthiques liées au grand âge, notamment révélées par la pandémie de covid-19 », *Regards 2021/1 N° 59*, pages 103 à 115

Articles

« Covid-19 : une opportunité pour l'Afrique du Nord ? », *La Tribune*, consulté le 23 avril 2022. Disponible : <https://www.latribune.fr/opinions/tribunes/covid-19-une-opportunit%C3%A9-pour-l-afrique-du-nord-893141.html>

« Face à la Russie, le sursaut de l'Union européenne », *Le Monde*, 28 février 2022. Disponible : https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/02/28/face-a-la-russie-le-sursaut-de-l-union-europeenne_6115539_3232.html

« Intelligence artificielle : Israël dévoile sa stratégie d'intelligence artificielle pour les forces armées », *Association de soutien à l'armée française*, 14 février 2022. Disponible : [https://www.asafrance.fr/item/intelligence-artificielle-israel-devoile-sa-strategie-d-intelligence-artificielle-pour-les-forces-armees.html#:~:text=Isra%C3%ABl%20a%20adopt%C3%A9%20une%20nouvelle,de%20d%C3%A9fense%20isra%C3%A9liennes%20\(IDF\).](https://www.asafrance.fr/item/intelligence-artificielle-israel-devoile-sa-strategie-d-intelligence-artificielle-pour-les-forces-armees.html#:~:text=Isra%C3%ABl%20a%20adopt%C3%A9%20une%20nouvelle,de%20d%C3%A9fense%20isra%C3%A9liennes%20(IDF).)

« La Belgique repousse de dix ans sa sortie du nucléaire », *Le Temps*, 19 mars 2022. Disponible : <https://www.letemps.ch/monde/belgique-repousse-dix-ans-sortie->

Hajer Cherni « Exode des cerveaux : l'élite tunisienne destinée à l'exportation », *Agence Anadolu*, 15 juillet 2021. Disponible : <https://www.aa.com.tr/fr/afrique/exode-des-cerveaux-lelite-tunisienne-destinee-a-lexportation-/2305365>

Henri PAILLÈRE, Bertrand MAGNE, Hal TURTON, « Covid-19 et électricité à faibles émissions de carbone : les enseignements à tirer pour l'avenir », *Agence internationale de l'énergie atomique*, 27 juillet 2020. Disponible : <https://www.iaea.org/fr/newscenter/news/covid-19-et-electricite-a-faibles-emissions-de-carbone-les-enseignements-a-tirer-pour-lavenir>

Kristalina GEORGIEVA « La prochaine phase de la crise : redoubler d'efforts pour permettre une reprise résiliente » *Fonds monétaire international*, 16 juillet 2020. Disponible : <https://www.imf.org/fr/News/Articles/2020/07/15/>

Laurent LAGNEAU « Syrie/FREMM Auvergne : Un diplomate français accuse Moscou d'avoir lancé la « machine à fausses nouvelles », *Opex 360*, 19 septembre 2018. Disponible : <http://www.opex360.com/2018/09/19/syrie-fremm-auvergne-diplomate-francais-accuse-moscou-davoir-lance-machine-a-fausses-nouvelles/>

Luis BARRON, « Inégal accès au vaccin : le FMI alerte sur un monde post-pandémique divisé en deux blocs », *Le Grand continent*, 30 juillet 2021. Disponible : <https://legrandcontinent.eu/fr/2021/07/30/inegal-acces-au-vaccin-le-fmi-alerte-sur-un-monde-post-pandemique-divise-en-deux-blocs/>

Marta M. GOSPODARCZYK, « En temps de Covid-19, le nucléaire reste une source d'énergie fiable et adaptable en France comme dans le reste du monde », *Agence internationale de l'énergie atomique*, 29 septembre 2021. Disponible : <https://www.iaea.org/fr/newscenter/news/en-temps-de-covid->

19-le-nucleaire-reste-une-source-denergie-fiable-et-adaptable-en-france-comme-dans-le-reste-du-monde

Mathieu GALTIER « Pétrole et gaz en Tunisie : la fin d'une époque opaque ? » *Libération*, 20 juillet 2017. Disponible : https://www.liberation.fr/planete/2017/07/20/petrole-et-gaz-en-tunisie-la-fin-d-une-epoque-opaque_1584216/

Michael AMDI MADSEN, « Améliorer la sûreté des centrales nucléaires vieillissantes pendant le confinement », , *Agence internationale de l'énergie atomique*, 17 décembre 2021. Disponible : <https://www.iaea.org/fr/newscenter/news/ameliorer-la-surete-des-centrales-nucleaires-vieillissantes-pendant-le-confinement>

Olivier BLANCHARD, « La crise économique du Covid-19 », *Le Grand Continent*, 23 septembre 2020. Disponible : <https://legrandcontinent.eu/fr/2020/09/23/la-crise-economique-du-covid-19/>

Olivier TOSSERI « Le nombre de migrants tunisiens arrivant en Italie a quadruplé depuis le début de l'année », *Les Echos*, 30 octobre 2020. Disponible : <https://www.lesechos.fr/monde/europe/le-nombre-de-migrants-tunisiens-arrivant-en-italie-a-quadruple-depuis-le-debut-de-lannee-1260771>

Sonia BELLIT, Caroline GRANIER et Caroline MINI, « De la souveraineté industrielle aux relocalisations : de quoi parle-t-on ? », *La fabrique de l'industrie*, 2020. Disponible : <https://www.la-fabrique.fr/fr/publication/de-la-souverainete-industrielle-aux-relocalisations-de-quoi-parle-t-on-2/>

Émissions

« Événement : La fabrique des pandémies », mai 2022, *Ushaia TV*, 100 minutes.

« Où migrent les humains », 42 - la réponse à presque tout S1 E29, ARTE, 2022, 26 minutes.

François SERANO, entretien sur France Bleu COTANTIN 28/02/2022. Disponible : <https://www.dailymotion.com/video/x88dk3b>

Sites internet :

« Chiffres de la faim 2021 : tous les voyants clignotent rouge », Terre solidaire, décembre 2021. Disponible : <https://ccfd-terresolidaire.org/actualites/chiffres-de-la-faim-7055>

« Comité des questions forestières méditerranéennes Silva Mediterranea », *Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)*. Disponible : <https://www.fao.org/forestry/silva-mediterranea/fr/>

« Covid-19 Coronavirus and Nuclear Energy », *World nuclear*, juillet 2022. Disponible : <https://world-nuclear.org/information-library/current-and-future-generation/covid-19-coronavirus-and-nuclear-energy.aspx#ECSArticleLink1>

« Covid-19 et biodiversité : une synthèse des connaissances scientifiques en vue d'agir », *Actu Environnement*, mai 2020. Disponible : <https://www.actu-environnement.com/ae/news/covid-19-coronavirus-pandemies-epidemie-biodiversite-lien-synthese-scientifique-fondation-recherche-frb-35512.php4>

« France 2030 : Le rapport "Varin" sur la sécurisation de l'approvisionnement en matières premières minérales remis au Gouvernement », *Minéral Info*, janvier 2022. Disponible : <https://www.mineralinfo.fr/fr/actualite/actualite/france-2030-rapport-varin-sur-securisation-de-lapprovisionnement-matieres>

« L'économie africaine et le Covid : un gros choc mais pas de panique », *Ideas 4 development*, mai 2021. Disponible :

<https://ideas4development.org/economie-africaine-covid-reprise/>

« La dette publique des États de l'Union européenne », *Toute l'Europe*, juin 2022. Disponible : <https://www.touteleurope.eu/economie-et-social/la-dette-publique-des-etats-de-l-union-europeenne/>

« Le Cloud, levier de la transformation numérique », *Alten*, octobre 2021. Disponible : <https://www.alten.com/fr/le-cloud-levier-de-la-transformation-numerique/>

« Le déploiement de la 5G », *Ministère de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique*, juillet 2021. Disponible : <https://www.economie.gouv.fr/le-deploiement-de-la-5g#>

« L'Union européenne face à la pandémie de Covid-19 », *Vie Publique*, décembre 2021. Disponible : <https://www.vie-publique.fr/parole-dexpert/282804-lunion-europeenne-face-la-pandemie-de-covid-19>

« *Perspectives économiques en Afrique du Nord 2021 : retour de la croissance grâce à la vaccination, un pétrole fort et la reprise du commerce* », Groupe de la banque africaine de développement, novembre 2021. Disponible : <https://www.afdb.org/fr/news-and-events/press-releases/perspectives-economiques-en-afrique-du-nord-2021-retour-de-la-croissance-grace-la-vaccination-un-petrole-fort-et-la-reprise-du-commerce-46600>

« Transition énergétique : va-t-on ouvrir des mines de lithium en Europe? », *Euractiv*, janvier 2022. Disponible : <https://www.euractiv.fr/section/plan-te/news/transition-energetique-va-t-on-ouvrir-des-mines-de-lithium-en-europe/>

« Utiliser l'intelligence artificielle au service de la lutte contre le COVID-19 », *OCDE*, avril 2020. Disponible : <https://www.oecd.org/coronavirus/policy-responses/utiliser-l->

[intelligence-artificielle-au-service-de-la-lutte-contre-le-covid-19-
oef5d4f9/](#)

Mediterranean Youth Climate Movement (MYCM), page Facebook. Disponible : <https://fr-fr.facebook.com/MYCNework>



Institut FMES

 Maison du Numérique et de l'Innovation
Place Georges Pompidou - 83000 Toulon

 +33 4 94 05 55 55

 info@fmes-france.org

 www.fmes-france.org